

Université de Montréal

LES RELATIONS FRANCO-JAPONAISES DE 1859 À 1895

Par

Patrick FOREST

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du grade  
de maîtrise en histoire.

août 2014

© Patrick Forest, 2014



# Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>V</b>
<b>Abstract.....</b>	<b>VI</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
Problématique.....	2
Des relations oubliées par les historiens .....	4
Idées-forces.....	14
Hypothèse .....	16
Méthode de recherche.....	17
Sources utilisées.....	18
Structure du mémoire.....	19
<b>Chapitre 1. Le Second Empire rencontre l'empire du Soleil levant.....</b>	<b>21</b>
Le Japon des Tokugawa.....	22
Perry au Japon, ou la victoire de la diplomatie des canonnières .....	25
Le Tsar et le Mikado .....	27
Après la victoire contre la Chine, l'Angleterre signe à son tour un traité avec le Japon .....	28
La signature du premier traité franco-japonais .....	31
<b>Chapitre 2. Les relations économiques franco-japonaises .....</b>	<b>37</b>
L'économie française au milieu du XIXe siècle : une industrie de la soie en crise .....	38
Les importations en provenance du Japon .....	41
Exportations et investissements français au Japon .....	50

L'économie française face au Japon : conclusion .....	54
<b>Chapitre 3 : La croix au Japon : influence de la religion sur les politiques françaises ...</b>	<b>57</b>
Christianisme et État japonais : une relation tendue .....	57
L'influence du religieux sur les débuts des relations avec le Japon.....	59
La France et la crise des Urakami.....	64
La France et l'expansion du christianisme au Japon.....	69
La religion : motivation de la France au Japon?.....	70
<b>Chapitre 4 : le Japon au cœur d'une politique française en Extrême-Orient? .....</b>	<b>73</b>
1858 à 1864 : la France, alliée de l'Angleterre.....	74
1864-1868 : Roches et le rapprochement franco-japonais .....	76
1868-1885 : ni trop proche ni trop loin.....	81
1885-1895 : vers la fin de la proximité franco-japonaise .....	87
Une politique française plus globale? .....	92
<b>Conclusion .....</b>	<b>94</b>
<b>Annexe 1. Importations en provenance du Japon (en millions de francs) .....</b>	<b>100</b>
<b>Annexe 2. Importations et exportations avec le Japon (en millions de francs) .....</b>	<b>101</b>
<b>Annexe 3 Exportations en direction du Japon (en millions de francs) .....</b>	<b>102</b>
<b>Annexe 4. Part du Japon dans le commerce français (en pourcentage).....</b>	<b>103</b>
<b>Annexe 5. Part de la France dans le commerce japonais (en pourcentage) .....</b>	<b>104</b>
<b>Annexe 7. Évolution de la valeur du yen en franc.....</b>	<b>105</b>
<b>Annexe 8. Importations et exportations du Japon avec les principaux pays Occidentaux (en millions de yens) .....</b>	<b>106</b>

<b>Annexe 9. Liste des représentants français au Japon.....</b>	<b>107</b>
<b>Annexe 10. Liste des ministres des Affaires étrangères français .....</b>	<b>108</b>
<b>Sources.....</b>	<b>110</b>
<b>Ouvrages généraux .....</b>	<b>110</b>
<b>Monographies .....</b>	<b>111</b>
<b>Articles de revues .....</b>	<b>112</b>
<b>Thèses et mémoires .....</b>	<b>113</b>
<b>Sites webs.....</b>	<b>113</b>



## Résumé

L'histoire des relations franco-japonaises est source de bien des surprises pour les historiens, ces deux pays n'ayant, à première vue, que peu de raisons de se rapprocher. La France du Second Empire est l'une des premières puissances à se rendre au Japon et elle démontre rapidement un vif intérêt pour le développement du Japon. Dès la signature des premiers traités en 1859, la présence française se développe pour atteindre son sommet quelques années plus tard. Malgré les changements de régime au Japon et en France, cette présence restera forte jusqu'au début des années 1880, avant de décliner.

Qu'est-ce qui explique cet intérêt? Et, surtout, qu'est-ce qui explique le désintérêt de la France après les années 1880? Il n'y a que quelques auteurs qui ont tenté d'y trouver des réponses, et celles-ci sont, à notre point de vue, peu concluantes: soit la France agit pour faire grandir son prestige, soit elle agit en fonction de ses représentants.

Nous tenterons dans le présent travail de cerner et, si possible, de trouver en utilisant une variété de sources françaises une autre cause plus convaincante comme explication de la position française au Japon. Serait-ce le commerce qui a motivé la France au Japon, notamment à cause de la crise du ver à soie? Serait-ce la religion, avec toute la question des persécutions des chrétiens? Ou encore, est-ce une raison plus globale liée à la colonisation de l'Indochine?

Afin d'y répondre, nous avons étudié avec minutie les archives du gouvernement français ainsi que les données économiques de l'époque, afin de cerner l'importance qu'ont eue certaines raisons, telles la crise de la soie, les persécutions religieuses et la présence française en Indochine, dans les décisions du gouvernement français.

Mots clefs : christianisme, commerce, France, Japon, soie

## **Abstract**

The history of Franco-Japanese relations is a source of surprise to many historians, both countries having a few reasons to become closer. France's Second Empire is one of the first powers to go to Japan and quickly showed a keen interest in the development of Japan. From the first treaties signed in 1859, the French presence grows to reach the top a few years later. Despite the regime changes in Japan and France, this presence has remained strong until the early 1880s before declining.

What explains this interest? And most importantly, what explains the lack of interest in France after the 1880s? There are only a few authors who have attempted to find an answer, and their results are, in our view, inconclusive: either France acts to increase its prestige, or it acts according to its representatives.

We try in this paper to identify and, if possible, to find other causes explaining the French position in Japan. Would it be the trade of some resources that motivated France to go to Japan, partly because of the crisis of the silkworm? Could it be the religion with the whole issue of persecution of Christians? Or is it a larger issue related to the colonization of Indochina?

To answer this question, we have studied the archives of the French government and the economic data of the time, to identify the importance that had certain reasons, such as the crisis of silk, religious persecution and French presence in Indochina, in the decisions of the French government.

Keyword: Christianity, France, Japan, trade, silk.



## Introduction

L'étude de l'implication française en Asie de l'Est est bien souvent, de par ses politiques parfois contradictoires, source de surprises. Cette région, très éloignée des zones de présence principales de la France, est longtemps restée marginale à ses yeux. Seule la Chine suscite un intérêt de la part du gouvernement et de l'industrie française durant la première moitié du XIXe siècle. C'est d'ailleurs cette attraction qui la pousse à s'établir en Cochinchine puis au Tonkin, voulant s'en faire des portes d'entrée pour le sud de la Chine. Bien que France ne soit que peu intéressée à s'impliquer en Extrême-Orient, elle y joue un rôle de premier plan, notamment par la colonisation du Vietnam et par sa force financière. Elle demeure, après tout, une puissance incontournable à l'époque.

Le Japon représente un cas inusité en Extrême-Orient. Contrairement à la Chine, à la Corée et au Vietnam qui ont longtemps été considérés comme des pays à «civiliser» et en retard, le Japon s'est industrialisé rapidement, tout en conservant son indépendance. Cela en fait un interlocuteur bien différent des autres pays de la région, qu'il s'agisse de la Chine ou des autres petits États, qui deviennent rapidement des colonies ou des protectorats occidentaux.

Suivant son ouverture forcée par les Américains, le Japon met près de 40 ans à assimiler les pratiques occidentales, à la fois en matière de politique intérieure et de politique extérieure. D'abord discret sur la scène mondiale, il s'impose une première fois comme puissance régionale grâce à sa victoire contre la Chine en 1895. Une décennie plus tard, suivant l'*Intervention tripartite*, il réaffirme cette position en l'emportant contre l'une des cinq grandes puissances : la Russie. Il devient du même coup le premier pays non occidental à vaincre une puissance européenne.

## **Problématique**

Notre étude portera sur les relations, qu'elles soient économiques, religieuses ou diplomatiques, entre ces deux pays pour la période allant de 1859 à 1895 et aura pour but d'en cerner les grandes lignes et les tendances. Le choix des dates, bien qu'arbitraire, est largement justifiable. 1859 est l'année de la signature du premier traité entre la France et le bakufu<sup>1</sup> des Tokugawa. Cependant, nous nous permettrons de remonter plus loin dans le temps, notamment afin de mieux saisir le contexte géopolitique entourant le Japon. La question des relations franco-japonaises ne doit pas être étudiée en vase clos; elle exige une étude des forces en présence, afin de comprendre la dynamique qui s'opère entre les différentes puissances. Il est également nécessaire de s'attarder aux fondements de l'isolationnisme nippon dans l'objectif de mieux comprendre la position japonaise durant cette période.

Quant à 1895, il s'agit de l'année de la victoire japonaise contre la Chine. Ce choix est, certes, plus arbitraire que celui de 1859, mais tout de même justifiable. En effet, suite à cette victoire, la France se positionne contre le Japon, au côté de l'Allemagne et de la Russie, forçant le Japon à rendre une grande partie de ses gains territoriaux. À partir de cet événement, les relations entre le Japon et la France sont largement soumises aux jeux des alliances, le Japon étant allié à l'Angleterre et en relation tendue avec la Russie, alliée de la France.

En ce qui nous concerne, le Japon représente un pays où la France acquiert une grande influence, devenant même pendant une courte période la puissance la plus proche du

---

<sup>1</sup> Nom donné aux trois régimes militaires japonais.

bakufu. Cela n'est cependant que de courte durée : avec la restauration de Meiji<sup>2</sup>, la France voit son influence graduellement diminuer auprès du nouveau gouvernement. Si elle réussit cependant à maintenir une certaine présence durant les débuts du nouveau régime, elle ne cesse de reculer par la suite, devenant la quatrième partenaire commerciale du Japon durant les années 1880. En plus de perdre du terrain au niveau de son importance commerciale au Japon, elle recule aussi sur le plan de son influence technique et culturelle.

Ce recul peut d'ailleurs surprendre : comment la France a-t-elle pu perdre sa position stratégique au Japon? Qu'elle soit dépassée par l'Angleterre ou les États-Unis n'a rien de très surprenant. Même au sommet de l'influence française, l'Angleterre demeure le principal partenaire commercial du Japon et la majorité des échanges se fait grâce à la flotte britannique. Pour les Américains, le Japon est une porte d'entrée vers l'Asie, ce qui en fait un partenaire des plus intéressants. Par contre, comment explique-t-on alors l'avance que prend l'Allemagne sur la France à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, alors que l'Allemagne est une puissance bien moins présente dans la région et qu'elle a commencé à interagir avec le Japon plus tardivement? Après tout, la France a joué un rôle important auprès du Japon, contribuant à jeter les bases de sa première force militaire moderne, tant navale que terrestre. Nous tenterons donc de cerner les différentes motivations françaises dans le but d'essayer de comprendre pourquoi la France s'est désintéressée du Japon.

La présente recherche est principalement motivée par trois raisons. Tout d'abord, il s'agit d'un sujet éclairant de par sa spécificité. Étudier comment la France a interagi avec un pays en développement rapide durant près d'un demi-siècle nous place devant un cas unique de rencontre des cultures. D'ailleurs, il sera intéressant de voir de quelle façon

---

<sup>2</sup> Révolution mettant fin au règne des Tokugawa.

une puissance occidentale traite avec une puissance asiatique devenant de plus en plus un égal.

Les changements rapides au Japon ont également une lourde incidence sur les relations économiques, les besoins du pays évoluant rapidement durant la période. Ces changements nous permettent d'évaluer la réaction de l'économie française face à un marché en mutation rapide, qui passe d'un pays producteur de matières premières à un pays industrialisé en quelques décennies.

La dernière raison tient à la faiblesse historiographique du sujet. Même s'il s'agit des débuts des relations entre deux pays qui joueront un rôle important sur la scène mondiale, peu a été écrit sur ce sujet et l'essentiel date d'il y a une quarantaine d'années. Il y a donc un manque notable d'écrits, accentué par la rareté des recherches en langue française sur la question.

### **Des relations oubliées par les historiens**

Si nous devons nous fier à l'historiographie seulement, il serait aisé de penser que les relations franco-japonaises n'ont eu que très peu d'importance. Ce domaine est presque inexistant, alors que son équivalent pour les relations entre les Anglo-Saxons et le Japon est abondant. Qui plus est, les ouvrages généraux sur les relations étrangères des deux pays sont souvent muets sur cette question, et ce manque est surtout perceptible dans les recherches centrées sur les relations extérieures de la France.

Il est alors facile de faire une corrélation entre les recherches effectuées sur ce sujet et leur lieu d'origine. L'essentiel des écrits sur le Japon de l'époque du Bakumatsu<sup>3</sup> et de l'Ère Meiji<sup>4</sup> provient d'universitaires anglo-saxons, même lorsqu'il est question des relations franco-japonaises. Les historiens français semblent peu s'intéresser à ce sujet et leurs études penchent généralement plutôt vers la question des échanges technologiques et culturels. De leur côté, les quelques études japonaises traitant de la question proposent des visions larges des relations internationales, ne donnant qu'un rôle mineur à la France.

Trois auteurs seulement ont proposé des recherches globales sur la question : Meron Medzini<sup>5</sup> et Li Jine-Mieung<sup>6</sup> pendant les années 1970 et Richard Sims<sup>7</sup> à la fin des années 1990. De ces trois auteurs, seul Li Jine-Mieug est issu du système universitaire français, et il est d'ailleurs le seul à ne pas avoir été publié.

Medzini, le premier à avoir travaillé ce sujet, concentre son analyse sur l'âge d'or des relations franco-japonaises : la période de Léon Roches. Son analyse porte tout particulièrement sur l'importance que prend le prestige national dans la politique française au Japon, le décrivant comme étant la principale raison qui pousse la France à s'y investir<sup>8</sup>. La seconde raison qu'il évoque est la grande latitude dont disposent les chargés d'affaires à Edo et qui leur permet d'agir selon leurs convictions personnelles<sup>9</sup>. Cette liberté est une conséquence directe de leur éloignement de Paris, les technologies

---

<sup>3</sup> Période d'instabilité de la fin de l'ère Edo provoquée par l'arrivée des étrangers (1853-1867).

<sup>4</sup> 1868-1912.

<sup>5</sup> Meron Medzini, *French policy in Japan during the closing years of the Tokugawa regime*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, 245p.

<sup>6</sup> Li Jine-Mieung, *Les relations économiques et financières entre la France et le Japon, de 1859 à 1914*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Paris IV-Sorbonne, 1977, 491p.

<sup>7</sup> Richard Sims, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan 1854-95*, Richmond, Japan Librairy, 1998, 394p.

<sup>8</sup> Medzini, *op. cit.*, p.177.

<sup>9</sup> Nom de la ville de Tokyo avant 1868.

de l'époque imposant un décalage important dans les correspondances entre le Japon et la France<sup>10</sup>.

Alors que les échanges commerciaux ont connu un bond important grâce à la demande de soie de la France et à l'aide de Roches<sup>11</sup>, c'est toujours l'idée du prestige national qui motive Roches à se rapprocher du shogun<sup>12</sup> et à s'éloigner des Britanniques.<sup>13</sup> Ce désir de faire briller la France au Japon induit Roches à tenter de rivaliser avec l'influence britannique, au point de devenir un confident du shogun<sup>14</sup>.

Son étude, bien que fondamentale à ce domaine, reste très axée sur le territoire japonais. Il n'y étudie que trop peu les dynamiques internes à la France de cette époque, donnant un rôle souvent passif au Quai d'Orsay et limitant l'impact que pouvaient avoir les relations globales qu'avait Paris avec Londres, Berlin et Washington sur la politique française au Japon. Néanmoins, il y a établi deux bases qui seront reprises en grande partie par Sims et par la plupart des auteurs écrivant sur le sujet : l'importance des chargés d'affaires et du prestige national.

L'étude la plus complète sur le sujet est sans nul doute celle de Sims, publiée plus de 20 ans plus tard en 1998. Ayant également travaillé sur la tentative d'alliance entre la France et le Japon des années 1880 dans un article paru en 1995<sup>15</sup>, il est l'un des rares auteurs à s'être intéressé à la période de Meiji. Divergeant légèrement de Medzini dans son

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.44.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.106.

<sup>12</sup> Chef militaire au pouvoir au Japon durant l'ère Edo.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.92.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.143.

<sup>15</sup> Richard Sims, «Japan's rejection of Alliance with France during the Franco-Chinese Dispute of 1883-1885», *Journal of Asian History*, XXIX, No2, 1995, p.109-148.

approche, il propose une vision où c'est surtout la personnalité du chargé d'affaires en place qui influence les relations franco-japonaises<sup>16</sup>. Toutefois, le prestige national reste la première raison qui conduit la France à envoyer des représentants au Japon<sup>17</sup>.

Sims étend son étude sur une bien plus grande période que le fait Medzini. Couvrant l'histoire des relations franco-japonaises de l'ouverture du Japon jusqu'en 1895, il s'arrête davantage sur le décalage qu'il peut y avoir entre les politiques officielles dictées par Paris et leurs applications sur le terrain. Sims et Medzini divergent peu sur la période d'Edo, si ce n'est que Sims met l'accent sur l'aspect *politique personnel* de Roches. Il écrit d'ailleurs que sa politique au Japon, essentiellement une création personnelle, est peut-être motivée par une amitié entre son interprète et Kurimoto Joun<sup>18</sup>, magistrat des affaires extérieures du bakufu. Il est même question de la possibilité d'un gain personnel dans le commerce de la soie, Roches étant lié aux commerçants lyonnais<sup>19</sup>.

Sims aborde la période suivante en présentant une France qui a perdu une partie de son influence au Japon suite à la nomination d'une suite de chargés d'affaires peu favorables. C'est d'ailleurs durant les mandats de Roches, Turenne et Outrey, de 1864 à 1873, que les relations sont à leur sommet avec le Japon<sup>20</sup>. Par la suite, l'arrivée en poste de représentants défavorables provoque un déclin marqué des relations entre les deux pays<sup>21</sup>. Malgré tout, leurs relations connaissent un sursaut au début des années 1880 lorsque Viel-Castel, alors chargé d'affaires à Tokyo, propose à la France de tenter une

---

<sup>16</sup> Sims, *op. cit.*, p.296

<sup>17</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.62.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.68.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.99.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.100.

alliance avec le Japon contre la Chine<sup>22</sup>. Cette tentative se solde par un échec, les deux côtés n'étant pas particulièrement optimistes face à l'idée de cette alliance.

En dehors du champ diplomatique, le Japon ne semble pas avoir beaucoup d'importance pour les Français. Seule la soie est l'objet d'importants échanges entre les deux pays, et il s'agirait du seul commerce ayant influencé la politique française au Japon. La France tente tant bien que mal de garder son influence militaire et de ne pas laisser l'Allemagne la remplacer, mais, avec la fin de la seconde mission militaire, son rôle dans ce domaine décline rapidement.

Sims propose une vision qui va dans la même direction que Medzini. Si Sims accorde un peu moins d'importance au prestige au profit du rôle des chargés d'affaires, il n'en reste pas moins qu'il s'agit aussi des deux éléments dominants dans l'analyse de Medzini. À cette lecture, nous pourrions aisément croire que la politique française au Japon, basée surtout sur la personnalité de ces représentants et le prestige national, n'est pas rationnelle, mais plutôt émotive.

Le troisième auteur, Jine-Mieung, aborde la question avec un angle bien différent des deux précédents. Il met plutôt l'accent sur les relations économiques entre les deux pays. Son idée est que le déclin des relations franco-japonaises est dû au déclin des relations économiques entre les deux pays. Même la fameuse rivalité avec l'Angleterre, décrite comme une lutte d'influence par Sims, devient un enjeu économique : Roches aurait voulu réduire l'importance du commerce britannique au profit du commerce français, ce

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.123.



qui explique par exemple son refus d'ouvrir plus de ports japonais au commerce étranger suite au bombardement de Shimonoseki<sup>23</sup>.

Le texte de Jine-Mieung s'attarde à la nature des échanges économiques entre le Japon et la France et s'intéresse à expliquer certaines causes de la faible présence française sur le marché nippon. Il rapporte, par exemple, qu'à l'ouverture du commerce avec le Japon, seuls les cotonnades et les vins français semblaient avoir une chance d'y trouver des débouchés. Cependant, la concurrence de l'alcool national, le saké, et les droits de douane élevés rendent l'entreprise des plus périlleuses, ce qui décourage les marchands français<sup>24</sup>.

La France est néanmoins le deuxième partenaire commercial du Japon dès 1865<sup>25</sup>. Tout comme chez les autres auteurs, l'élément central expliquant cette montée du commerce entre les deux pays est la question du ver à soie, le gouvernement japonais permettant son exportation à partir de 1865<sup>26</sup>. Ce commerce, et plus précisément celui des œufs, permet à l'industrie de la soie française de faire une remontée importante, la production passant de 4 millions de kilogrammes en 1865 à 14 millions de kilogrammes en 1867<sup>27</sup>.

Le rapprochement entre Roches et le shogun se déroule à la même époque et est favorisé par l'absence momentanée de représentant britannique entre 1864 et juillet 1865<sup>28</sup>. Ce rapprochement permet à la France de faire plusieurs avancées au Japon, notamment la création de l'arsenal de Yokosuka et la mise sur pied de la première mission militaire. En

---

<sup>23</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.48-49.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.73.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.89.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.104.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.109.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p.130.

dehors de ses réussites, certains de ses projets avortent avant de voir le jour, telle une proposition visant à laisser l'exploitation de l'île la plus nordique du Japon, Hokkaido, aux Français et une tentative de créer un hôtel de la monnaie à Edo<sup>29</sup>.

Avec la Restauration de Meiji et la chute de Napoléon III, les relations se transforment et la France perd une grande part de son influence auprès du Japon. Outre l'aide financière qui débute à partir de 1905, la France fournit une assistance technique, tout en restant pendant un certain temps un partenaire commercial très important. L'assistance technique française perdure pendant encore quelques années notamment grâce à l'arsenal de Yokosuka et à la filature de Tomioka. Cependant, par souci d'économie, le Japon met en place une politique visant à renvoyer les experts étrangers le plus rapidement possible à partir de 1875<sup>30</sup>. Au tournant des années 1880, c'est l'Allemagne qui remplace la France dans l'envoi de spécialistes, notamment pour le développement des industries, des sciences militaires et du système scientifique<sup>31</sup>.

En dépit des importants changements de l'économie japonaise, qui durant cette période, font du Japon un importateur de produits européens, la France affiche une balance commerciale négative<sup>32</sup>, favorisée par la baisse continue du yen d'argent<sup>33</sup>. Encore une fois, la soie occupe une place importante du commerce entre la France et le Japon, mais d'autres secteurs, tel le cuivre, se développent. Ce minerai est cependant lourdement touché par la crise du Comptoir national d'escompte<sup>34</sup>.

---

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.173.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p.204.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p.217.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p.241.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p.239.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p.246.

Pour ce qui est du domaine financier, les banques françaises ne sont que peu impliquées au Japon. À partir de 1866, le Comptoir national d'escompte possède une succursale à Yokohama, mais les fluctuations de l'argent causent sa fermeture quelques années plus tard<sup>35</sup>. C'est surtout après la Guerre russo-japonaise que les banques françaises commencent à s'impliquer dans les émissions de prêt au Japon.

Malgré les quelques progrès effectués durant les années 1860 et 1870, dès 1880, les échanges économiques entre la France et le Japon stagnent. L'auteur fournit trois explications à cette situation : le manque de diversification de l'offre française, l'incapacité de la France de s'adapter à l'industrialisation du Japon et, finalement, le désintérêt français<sup>36</sup>.

En dehors des trois travaux nommés précédemment, il existe également quelques recherches portant sur des aspects plus précis des relations franco-japonaises. Elizabeth de Touchet<sup>37</sup> fait partie de cette catégorie avec son étude de l'arsenal de Yokosuka. Cette recherche porte surtout sur l'assimilation des méthodes et techniques occidentales ainsi que sur les relations entre les experts européens en poste au Japon et le régime de Meiji. La principale conclusion de l'auteure est que le corps de génie japonais est particulièrement dur à mettre en place, les futurs ingénieurs devant s'exiler en Occident afin de poursuivre leur apprentissage alors que les contremaîtres sont en grande partie formés sur place par les spécialistes français<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.321.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p.258-259.

<sup>37</sup> Elizabeth de Touchet, *Quand les Français armaient le Japon : la création de l'arsenal de Yokosuka 1865-1882*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 420p.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.380.

Jean-Pierre Lehmann, de son côté, a produit deux articles portant sur notre sujet. Le premier article<sup>39</sup> traite de la question des missionnaires au Japon durant le Bakumatsu et le début de l'ère Edo. On y apprend que pendant la période de Roches, les Français ont des relations quelque peu ambiguës avec les religieux. Si, d'un côté, Roches fait pression auprès du shogun afin de faire libérer les chrétiens ayant été emprisonnés, de l'autre, il conseille vivement aux missionnaires d'éviter de causer plus d'instabilité au Japon et de limiter leurs actions<sup>40</sup>. Finalement, cette politique de conciliation permet de calmer le jeu avec le régime de Meiji et, en 1873, Paul de Turenne annonce à Paris que les politiques antichrétiennes japonaises ne sont plus en place<sup>41</sup>. Malgré les succès des missionnaires chrétiens qui s'en suivent, atteignant quelque 31 000 convertis en 1885<sup>42</sup>, Lehmann conclut que l'aventure des missionnaires au Japon est un échec, le christianisme entrant en compétition avec le culte impérial japonais<sup>43</sup>.

Son second article<sup>44</sup> dresse un portrait de Léon Roches, parcourant sa carrière et tentant de cerner sa personnalité. À ses yeux, Roches n'est pas un représentant de Napoléon III, mais plutôt un chargé d'affaires suivant sa politique personnelle.<sup>45</sup> Un élément intéressant de l'article de Lehmann est qu'il y affirme que c'est le Japon qui aurait fait les premiers pas vers la France, et non l'inverse<sup>46</sup>. L'auteur conclut que la politique de Roches, bien que grandement affectée par la chute du bakufu, est un succès et qu'il faut chercher ailleurs les causes du déclin de l'influence française<sup>47</sup>. Cette conclusion contraste avec celles de Medzini et Sims. D'autre part, il explique que le «fanatisme» de Roches à la cause

---

<sup>39</sup> Jean-Pierre Lehmann, «French Catholic Missionaries in Japan in the Bakumatsu and Early Meiji Periods», *Modern Asian Studies*, vol.13, no.3, 1979, p.377-400.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.385-386.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p.387-388.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p.400.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p.399.

<sup>44</sup> Jean-Pierre Lehmann, «Léon Roches- Diplomat Extraordinary in the Bakumatsu Era : An Assessment of His Personality and policy», *Modern Asian Studies*, vol.14, no.2, 1980, p. 273-307.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.304.

<sup>46</sup> *Idem.*

<sup>47</sup> *Ibid.*, p.305.

du bakufu est surtout causé par sa personnalité, le décrivant comme un romantique, légèrement vaniteux et convaincu de la mission civilisatrice de la France au Japon<sup>48</sup>.

De son côté, Mark Ericson<sup>49</sup> tente de montrer que, contrairement aux idées reçues, le Japon de la fin des Tokugawa n'est pas qu'un État fermé subissant l'arrivée des étrangers, mais un État qui essaie de s'intégrer à la scène internationale avec la mission de 1865. Largement provoquée par la relation entre le bakufu et Roches<sup>50</sup>, cette mission marque un fort rapprochement entre la France et le Japon. Elle permet, notamment le lancement de l'arsenal de Yokosuka et la participation du Japon à l'Exposition universelle de Paris<sup>51</sup>. Cette mission encourage également le bakufu à se rapprocher de la France et à éviter de devenir trop dépendant de l'Angleterre<sup>52</sup>.

Nous pouvons également mentionner l'article d'Eleanor Westney<sup>53</sup> sur le choix du système de police pour la ville de Tokyo. Utilisant cet exemple afin de cerner les bases du «modèle japonais», l'auteure arrive à la conclusion que la structure de l'organisation japonaise est en grande partie un emprunt aux systèmes anglais, français et allemands, le tout étant influencé par la présence des samouraïs et des militaires au sein de la fonction publique<sup>54</sup>.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p.306.

<sup>49</sup> Mark D. Ericson, «The Bakufu Look Abroad: the 1865 Mission to France», *Monumenta Nipponica*, Vol.34, No.4 (hiver 1979), p. 383-407.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p.384.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p.406.

<sup>52</sup> *Idem.*

<sup>53</sup> Eleanor Westney, «The Emulation of Western Organization in Meiji Japan : the Case of the Paris Prefecture of Police and the Keishi-Chô», *Journal of Japanese Studies*, Vol.8, No.2 (été 1982), p.307-342.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p.340.

Finalement, nous devons aborder le livre d'Henri Cordier<sup>55</sup> portant sur les premiers contacts entre les Français et les îles Ryūkyū. Même s'il touche à une période légèrement plus ancienne que celle de notre recherche, il nous permet tout de même d'observer une présence française au sein de ce qui deviendra le territoire national japonais. Aussi, nous pouvons y voir l'influence des missionnaires sur la politique française dans la région.

## **Idées-forces**

D'abord, il est impossible de passer à côté de l'effet des deux changements de régime qui ont lieu au cours de la période de la présente étude. D'un côté, nous avons la Restauration de Meiji, mettant fin à plus de 250 ans de règne du clan Tokugawa. Cette révolution affecte les relations extérieures, la France s'étant beaucoup rapprochée du shogun, alors que de son côté l'Angleterre tisse de nombreux liens avec les provinces du sud qui seront de futures forces dominantes au sein de la politique du Japon. La poussière n'est pas encore retombée au Japon que c'est au tour de la France de changer de régime, suite à la Guerre franco-prussienne. Ce changement de gouvernement annonce une remise en question de la politique extérieure de la France, penchant d'abord pour une politique continentale avant de se lancer dans une course aux colonies.

En dehors des changements en politique intérieure, la période étudiée est marquée également par deux conflits impliquant de près ou de loin les deux pays : la Guerre franco-chinoise de 1881 à 1885 et la Guerre sino-japonaise de 1894 à 1895. Le premier conflit concerne la rivalité entre la Chine et la France au sujet du Tonkin au même moment que le Japon tente de retirer les îles Ryūkyū et la Corée de la sphère d'influence chinoise. Le second conflit met encore en scène la Chine et le Japon au sujet de la Corée. Cette fois, la

---

<sup>55</sup> Henri Cordier, *Les Français aux îles Lieou K'ieou*, Paris, Imprimerie nationale, 1911, 20p.

France est une spectatrice intéressée qui désire établir une plus grande zone d'influence dans le sud de la Chine. Elle abandonne son statut de spectatrice vers la fin du conflit lors de sa participation à *l'Intervention tripartite* afin de limiter les gains du Japon.

Le traitement des *urakami*<sup>56</sup> au Japon est une constante durant la période que nous étudions. Descendant des premiers chrétiens convertis au 16<sup>e</sup> siècle, ils deviennent un sujet délicat entre un régime jugeant cette religion dangereuse pour la stabilité du pays et une France désirant être la protectrice des catholiques. Nous pouvons également relever l'importance qu'ont les religieux au début de la présence française au Japon, occupant plusieurs postes logistiques tels ceux d'interprètes.

L'envoi de spécialistes et l'échange de technologie auront également une place importante dans notre recherche. Si ces aspects peuvent être de moindre importance pour la France, ils sont néanmoins fondamentaux au développement et à l'industrialisation du Japon. Dans certains cas, comme les missions militaires, ils influencent même la politique française au Japon, notamment lorsque l'importance des missions françaises est menacée par leurs équivalents allemands.

Ce dernier aspect nous lance sur la piste des rivalités dans la région. L'Asie est à cette époque au sein d'une lutte d'influence entre Français, Anglais et Russes. Si le Japon garde son indépendance et ne voit pas son territoire amputé comme la Chine, il n'en reste pas moins soumis aux tensions internationales et cela se reflète sur ses rapports avec la France. Ce thème est d'ailleurs plutôt mal couvert par les recherches publiées. Trop

---

<sup>56</sup> Nom donné aux chrétiens japonais, concentrés autour du village d'Urakami au nord de Nagasaki.

souvent les auteurs focalisent sur la rivalité anglo-française, oubliant au passage l'importance que prennent la Russie et les États-Unis.

Finalement, nous aborderons également les liens économiques entre les deux nations. Présents tout au long de la période, ils jouent un rôle non négligeable dans les relations entre les deux pays. Si la soie occupe une place très importante au sein du commerce, il ne faut pas pour autant négliger les autres échanges, telles les ventes de lainages, de cuivres ou d'autres produits finis. Ce thème nous entraînera d'ailleurs sur la question des forces économiques profondes qui ont probablement poussé la France à s'intéresser au Japon à certains moments.

## **Hypothèse**

Il est vraisemblable de supposer que les relations entre la France et le Japon sont, comme c'est souvent le cas, motivées en grande partie par les échanges économiques entre les deux pays. Même si la personnalité des chargés d'affaires joue probablement, par moment, un rôle important, il pourrait être envisageable que la baisse d'intérêt de la France envers le Japon soit surtout provoquée par la baisse de l'intérêt des deux pays pour leurs produits respectifs. Hormis la soie, le Japon ne semble pas proposer de produit ayant un réel impact sur le marché français. Les Français, de leur côté, ne semblent pas avoir réussi à répondre à la demande japonaise issue de la transformation du Japon en un pays moderne. Plutôt que de le voir progressivement comme un partenaire, la France semble avoir gardé l'idée que le Japon est un pays à exploiter. Cela semble montrer que l'intérêt économique que la France a pour le Japon est au mieux modéré, voir insignifiant.



Cette faiblesse apparente des échanges entre les deux pays laisse penser qu'il faut chercher ailleurs pour être en mesure de cerner les motivations françaises au Japon. Nous croyons pouvoir les trouver dans les relations qu'entretenait la France avec les autres puissances à cette époque. Acteur de second plan dans la région, la France a cependant des relations très importantes avec deux puissances très impliquées dans la région : la Russie et l'Angleterre. Elle a également des relations tendues avec la Chine au sujet de la colonisation de l'Indochine. Cette situation semble orienter la direction de la politique française lorsqu'il est question du Japon : suivant de près l'Angleterre au début, elle adopte une politique plus indépendante à partir de 1864. Ensuite, nous voyons la rivalité franco-allemande s'accroître dans les questions japonaises, avec comme évènement névralgique l'intervention tripartite. Nous pensons pouvoir trouver dans ces jeux de pouvoir les pistes menant aux motivations réelles que la France a envers le Japon

## **Méthode de recherche**

Pour accomplir cette recherche, nous utiliserons deux méthodes. D'abord, nous cernerons l'importance qu'a le Japon aux yeux de la France d'un point de vue économique et religieux. Dans un premier temps, cette étude permettra de délimiter l'importance du commerce entre les deux pays, et ainsi d'en comprendre les tendances et les points marquants. Nous pourrons ainsi confirmer ou infirmer notre hypothèse voulant que l'économie ne soit pas le facteur dominant de la politique étrangère de la France au Japon. Ensuite, en déterminant la nature des produits échangés, nous pourrons tenter de comprendre quels secteurs de l'économie française auraient pu faire pression sur la politique française ou encore profité des échanges. Cela devrait nous permettre de mieux établir les forces profondes ayant poussé la France à tisser des liens avec un État aussi lointain que le Japon. Dans un second temps, nous tenterons de cerner l'importance qu'a l'éclosion du christianisme au Japon aux yeux de la France. Nous tenterons alors de

découvrir si les conflits religieux au Japon ont influencé d'une façon ou d'une autre la position française.

Notre seconde méthode sera d'étudier les enjeux géostratégiques entourant la politique française au Japon. Pour accomplir cette étude, nous analyserons les différentes sources obtenues aux archives du ministère français des Affaires étrangères et nous les remettrons dans leur contexte de production. Nous pourrions alors tenter de trouver des pressions internationales poussant la France à agir. Il est vrai qu'il serait profitable de comparer les sources des archives diplomatiques françaises avec celles des archives anglaises, russes ou américaines, mais faire cela nécessiterait une recherche dépassant le cadre d'un mémoire et serait quelque peu superflu, plusieurs recherches étant déjà accessibles sur ces sujets.

## **Sources utilisées**

Nous utiliserons essentiellement les sources obtenues aux archives de La Courneuve dans le but de circonscrire les motivations politiques de la France envers le Japon. Le type de source le plus commun dans le cadre de ce mémoire est la correspondance politique, comprenant l'ensemble des messages envoyés et reçus par le Quai d'Orsay au sujet du Japon. Ces sources sont très éclairantes puisqu'elles comprennent également les correspondances entre Paris et les autres capitales européennes au sujet du Japon. Nous utiliserons également les correspondances consulaires et commerciales qui, elles, permettent d'avoir une idée plus claire des échanges entre la France et le Japon. Nous nous sommes davantage attardés aux archives consulaires de Yedo, le plus important des consulats français au Japon.

Dans le but de cerner l'intérêt économique, nous nous servirons de l'Annuaire *statistique de la France* ainsi que l'*Historical Statistics of Japan*. Ces publications gouvernementales devraient nous fournir des données sur les échanges entre les deux pays pour la période qu'ils couvrent. Il faut cependant être prudent avec les chiffres qui y sont indiqués, car une grande portion du commerce japonais transite par Londres avant d'atteindre la France. Ils nous donneront néanmoins une idée des grandes tendances ainsi qu'une vision globale des échanges commerciaux dans la région. Ces données seront complétées par celles recueillies dans les Correspondances consulaires et commerciales, le tout proposant bien des indices sur la valeur et l'importance du commerce français au Japon.

## **Structure du mémoire**

Nous avons opté pour une structure en 4 parties couvrant l'essentiel des thèmes à aborder. Tout d'abord, nous amorcerons notre mémoire par une mise en contexte général du sujet, présentant rapidement le Japon du XIXe siècle, l'arrivée des autres puissances, et surtout, l'arrivée de la France au Japon. Nous poursuivrons avec les enjeux économiques, survolant les principaux échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi que leurs fluctuations dans le temps. Nous enchaînerons avec les questions religieuses au Japon, question monopolisant les échanges diplomatiques de la France avec le Japon pendant une certaine époque. Finalement, nous aborderons la position qu'occupe le Japon dans la politique internationale de la France. Nous ferons cela en plaçant la situation française dans l'archipel nippon dans le contexte des relations qu'elle entretient avec les autres puissances européennes. La démarche devrait nous permettre de déterminer quels ont été les incitatifs derrière les relations qu'a entretenues la France dans ses relations avec le Japon.



## **Chapitre 1. Le Second Empire rencontre l'empire du Soleil levant**

Le Japon est longtemps resté un pays inconnu et isolé de l'Europe occidentale. Pays insulaire situé à l'extrémité de l'Asie, il est éloigné des routes de commerce classiques et, suite aux premiers contacts avec les Occidentaux au 16e et au 17e siècle, il met en place une politique d'isolationnisme stricte. Cet éloignement combiné à la volonté d'empêcher les étrangers de pénétrer le Japon découragera la plupart des pays européens de tenter d'ouvrir le Japon pour plus de deux siècles. S'il est plutôt aisé de déterminer les raisons ayant poussé les États-Unis, la Russie et l'Angleterre à forcer l'ouverture du Japon, il est bien plus difficile d'expliquer ce qui a motivé Napoléon III d'y envoyer des navires.

Pour répondre à cette question, nous devons regarder au-delà du territoire français. La France n'est pas l'instigatrice du mouvement d'ouverture du Japon : elle est même plutôt à la traîne, arrivant après les trois puissances mentionnées plus tôt. Avec une telle activité de la part de ces pays, nous pouvons nous interroger sur la nature même des motivations françaises. Est-ce que Paris entre en contact avec Edo pour satisfaire ses objectifs particuliers, pour ne pas être à la traîne des autres puissances ou, encore, pour des raisons de géopolitique européenne?

Avant d'aborder les interactions de la France avec les autres puissances, nous devons aborder les fondations du sujet : le Japon. Comme l'indique le titre de ce travail, nous désirons étudier les relations franco-japonaises et, pour ce faire, il est avant tout nécessaire d'établir la situation japonaise. Quel était le type de gouvernement? Quelles sont les raisons du rejet des étrangers? Quelles sont les forces en présence? Les réponses à ces questions permettront de mieux comprendre la dynamique des relations franco-japonaises.

## Le Japon des Tokugawa

En général, lorsqu'il est question des relations entre le Japon et les étrangers, les historiens s'attardent à un début précis : 1853. Cette date n'a rien d'anodin, il s'agit en effet de l'année où les États-Unis forcent l'ouverture du Japon. S'il est difficile de contester l'aspect décisif de cet événement, cette vision nécessite cependant quelques nuances. L'une d'elles, la plus importante, est de remplacer le terme « ouverture » par « réouverture », car le Japon n'est un pays fermé aux étrangers qu'à partir du 17<sup>e</sup> siècle. En fait, il connaît même des relations importantes avec différents pays européens pendant plus d'un siècle, en particulier avec les royaumes ibériques, l'Angleterre et, surtout, les Pays-Bas.

Si les relations entre le Japon et l'Occident ont débuté par accident, le Japon devient vite une cible de choix pour les missionnaires chrétiens, suite à l'arrivée de Saint François-Xavier en 1549<sup>57</sup>. Ces premiers contacts se déroulent lors de l'une des pires périodes de guerre civile qu'a connues le Japon, communément appelé le *Sengoku*<sup>58</sup>. Les élites japonaises ne sont pas vraiment intéressées par la nouvelle religion. Par contre, ils accueillent rapidement une nouvelle technologie qui changera profondément le visage de cette guerre : l'arme à feu. Cet intérêt est suffisant pendant un bon moment pour fermer les yeux sur les avancées du christianisme, ce qui permet aux missionnaires d'obtenir rapidement du succès. D'un nombre négligeable, le nombre de croyants aurait peut-être atteint 300 000 pratiquants à la fin de la période<sup>59</sup>.

---

<sup>57</sup> Edwin O. Reschauer, *The United States and Japan*, Harvard university press, Cambridge, 1950, p.5

<sup>58</sup> 戦国 : les provinces en guerre.

<sup>59</sup> Reschauer, *op. cit.*, p.6.

Cette popularité croissante du christianisme est l'une des causes, sinon la cause principale, provoquant la fermeture du Japon. Plusieurs raisons peuvent expliquer la peur qu'avait le régime naissant des Tokugawa face au christianisme. Ce culte d'origine étrangère s'installe au Japon en y important les querelles religieuses entre catholiques et protestants, faisant craindre à Tokugawa Ieyasu<sup>60</sup> une déstabilisation du pays<sup>61</sup>. Ces raisons poussent Ieyasu à promulguer un premier édit anti-chrétien en 1614, première étape d'une politique qui se conclut par une interdiction formelle de franchir les frontières du Japon en 1635<sup>62</sup>. Ses craintes sont confirmées avec la rébellion de Shimabara en décembre 1637. Ce soulèvement à caractère religieux provoque la fin de cette première période chrétienne au Japon et met fin au commerce avec le Portugal, soupçonné d'avoir soutenu les rebelles<sup>63</sup>. Cela met fin du même coup à la route de commerce entre Macao et Nagasaki en 1639<sup>64</sup>.

Cette décision n'est pas seulement un résultat de craintes intérieures car, désirant limiter l'influence ibérique au Japon, l'Angleterre et les Pays-Bas n'hésitent pas à brandir le spectre des *conquistadors* et la possibilité d'une conquête armée de l'archipel<sup>65</sup>. L'Angleterre ne reste que peu de temps dans l'île et ferme son poste de Hirado en 1623, le poste n'étant pas rentable face à la concurrence néerlandaise<sup>66</sup>. Lorsque le Japon met fin au commerce avec le Portugal, il n'existe alors que deux nations ayant le droit de commercer avec le Japon : la Chine et les Pays-Bas. Ce droit de commerce est cependant limité à l'île de Deshima pour les Hollandais, et à Nagasaki pour les Chinois.

---

<sup>60</sup> Premier shogun des Tokugawa.

<sup>61</sup> Nathalie Kouamé, «L'État des Tokugawa et la religion», *Archives de sciences sociales des religions*, no.137 (Janvier-mars 2007), p.110.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p.111.

<sup>63</sup> William Mcomie, *The opening of Japan, 1853-1855*, Global Oriental Ltd, Folkeston, 2006, p.3.

<sup>64</sup> Mcomie, *op. cit.*, p.3.

<sup>65</sup> Kouamé, *op. cit.*, p.110.

<sup>66</sup> Mcomie, *op. cit.*, p.2.

À l'abri d'une trop grande influence étrangère, les Tokugawa mettent en place un régime original, différent du modèle chinois. Si l'autorité officielle est encore entre les mains de l'Empereur à Kyoto, officieusement c'est le bakufu à Edo qui contrôle l'État. Les Tokugawa installent leurs vassaux dans la majorité des provinces du Japon, ne laissant que quelques provinces provenant des anciens antagonistes. Ces vestiges du Sengoku, dénommés tozama daimyo<sup>67</sup>, bénéficient d'une grande liberté sans pour autant être indépendants. Deux d'entre eux, Satsuma et Choshu, seront d'ailleurs les instigateurs de la chute du régime des Tokugawa.

Cependant, il est faux de croire, à partir de ce moment, que le Japon est un pays complètement coupé du monde. Une première tentative de réouverture à l'Occident est effectuée par l'érudit confucéen Arai Hakuseki en 1715, mais il échoue lorsque vient le temps de convaincre le shogun<sup>68</sup>. Néanmoins cette première tentative pave la voie à Yoshimune<sup>69</sup>, qui lève l'interdiction de circulation sur les écrits néerlandais en 1720<sup>70</sup>. Cette nouvelle disposition du bakufu permet à une élite intellectuelle de se former en étudiant les textes hollandais et d'obtenir ainsi une idée vague de l'avancement technologique de l'occident. Ces premiers pas timides vers une modernisation du Japon ne seront cependant pas assez rapides pour faire face à l'arrivée des étrangers puisque la Russie sillonne les eaux japonaises dès 1758<sup>71</sup>.

---

<sup>67</sup>外様大名 : Littéralement : Daimyo de l'extérieur.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>69</sup> 8<sup>e</sup> shogun Tokugawa, 1664-1751.

<sup>70</sup> *Idem.*

<sup>71</sup> *Ibid.*, p.8.



## Perry au Japon, ou la victoire de la diplomatie des canonnières

Ce n'est qu'avec l'arrivée des navires américains dans la baie de Tokyo que la politique de fermeture du Japon vole aux éclats. Puissance émergente à l'époque, les États-Unis s'intéressent à leur voisin d'au-delà le Pacifique. Cet intérêt se manifeste une première fois durant les guerres napoléoniennes, car, les Pays-Bas étant incapables d'approvisionner leur poste de Deshima, ce sont les Américains qui s'en occupent entre 1797 et 1809<sup>72</sup>.

L'intérêt des Américains est double : s'ils cherchent évidemment les richesses de l'Orient, ils souhaitent également y exporter leur religion ainsi que les idéaux de 1776<sup>73</sup>. Malgré ces intérêts, les États-Unis quittent le Japon en 1809 pour n'y retourner qu'en 1837, avec le voyage d'un navire de la compagnie *Olyphant & Company*<sup>74</sup>. Cette expédition commerciale emporte à son bord un nombre important de missionnaires, ainsi que de nombreux produits d'origine anglaise et hollandaise achetés à Canton. Il s'agit d'une initiative privée qui se solde par un échec : le navire se fait accueillir dans la baie d'Edo par des tirs de canons et doit retourner à Canton<sup>75</sup>.

Il faut attendre les années 1840 pour voir le gouvernement américain s'intéresser à la question japonaise. Avec l'annexion de la Californie le commerce avec l'Orient gagne en intérêt. De plus le développement de la navigation à vapeur rend nécessaire des points de ravitaillements sur la route vers la Chine, ce qui fait augmenter l'importance que prend

---

<sup>72</sup> Reschauer, *op. cit.*, p.9.

<sup>73</sup> William L. Neumann, *America encounters Japan, from Perry to MacArthur*, John Hopkins Press, Baltimore et Londres, 1963, p.4.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p.12.

le Japon comme porte d'entrée de l'Asie<sup>76</sup>. Les États-Unis sentent également un peu de pression de la part des Russes, ceux-ci étant aussi en préparation afin de normaliser leur relation avec le Japon. Le commodore Perry semble être d'ailleurs convaincu que les Russes et les Américains se livreront une lutte féroce en Asie dans un conflit entre le despotisme russe et le libéralisme américain.<sup>77</sup> Ces raisons provoquent une première tentative officielle d'ouvrir le Japon avec l'expédition de James Biddle en 1846. Cependant, l'absence de traducteur place Biddle dans l'embarras et le force à retourner aux États-Unis bredouille<sup>78</sup>.

C'est avec l'expédition du commodore Perry, en 1853, que le Japon s'ouvre finalement au monde occidental. Ce succès est dû à l'importance de la flotte américaine, laquelle ne laisse d'autre choix au Japon que de parlementer. Perry se présente dans la baie d'Edo avec pas moins de trois frégates à vapeurs, trois sloops et trois navires de transport<sup>79</sup>, dévoilant au gouvernement japonais l'étendue de la puissance américaine. Si cette mission a des buts économiques importants, il ne faut pas sous-estimer l'importance que prend la question du christianisme et de la *mission divine*, deux facteurs qui incitent bien des Américains à prendre le chemin de l'Ouest<sup>80</sup>. Nous pouvons également noter l'importance que prend l'impérialisme dans les visées américaines. Perry lui-même écrit en 1852: «Our people must naturally be drawn in the contest for empire, whether for good or for evil, and it will be wise to anticipate and prepare for events inevitable in themselves»<sup>81</sup>. Cette mission est une réussite et pavera la voie aux autres puissances occidentales, la France et l'Angleterre récupérant les grandes lignes du traité américano-japonais.

---

<sup>76</sup> *Ibid.*, p.22-23.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p.42.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p.27.

<sup>79</sup> McOmie, *op. cit.*, p.228.

<sup>80</sup> Neumann, *op. cit.*, p.30.

<sup>81</sup> *Idem.*

## Le Tsar et le Mikado

Les Russes aussi s'intéressent au Japon, mais pour des raisons bien différentes de celles des Américains. Si ces derniers y voient principalement un enjeu économique teinté d'une mission mystique, les Russes y perçoivent surtout un enjeu stratégique. Cet enjeu est plutôt évident : obtenir un port en eau libre. Ce but, bien différent de ceux qu'ont les autres puissances impliquées, fait de la Russie un cas à part, moins menaçant pour le gouvernement japonais, tout en lui étant moins profitable.

Depuis la signature du traité de Nerchinsk en 1689, la région du fleuve Amur fait partie de la zone d'influence chinoise, forçant les Russes à se diriger plutôt vers le Kamtchakta<sup>82</sup>. Ce n'est qu'en 1805 que les Russes semblent montrer un certain intérêt pour le Japon, avec l'expédition du capitaine Krusenstern dans le sud de Sakhaline. Il y voit un endroit ayant un potentiel non négligeable pour l'implantation d'un dépôt<sup>83</sup>. Seul problème : Sakhaline est alors une possession du Japon, bien qu'elle ne soit pratiquement pas occupée. Cela mène à un premier affrontement en 1806, lorsqu'un jeune lieutenant russe, Nikolai Khvostov, met le feu au campement japonais dans la baie d'Aniwa, sur Sakhaline. Cette première rencontre n'a, comme pour les Américains lors de leur prise en charge de Deshima, aucune répercussion à court terme. En 1813, le gouvernement russe offre des excuses officielles au shogun avant de se désintéresser de l'île et du Japon pour plus de 30 ans<sup>84</sup>.

---

<sup>82</sup> John J. Stephan, *Sakhalin, a history*, Clarendon Press, Oxford, 1971, p.42.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p.43.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p.48.

La première guerre de l'opium change profondément la dynamique en Chine, faisant craindre une poussée de l'impérialisme britannique vers le nord de l'Extrême-Orient. Si la Russie occupe Sakhaline à partir de 1849, elle retraite de l'île dès 1854 afin de favoriser la voie diplomatique. Il faut tout de même souligner que ce retrait se déroule quelques mois après le début de la guerre de Crimée, la crainte d'une attaque anglaise sur Sakhaline justifiant également le retrait<sup>85</sup>.

Cherchant à établir des relations officielles avec le Japon et à délimiter une frontière à leur avantage, une première mission diplomatique officielle russe part pour Edo. Si l'amiral Putiatin obtient la signature d'un traité avec le Japon le 7 février 1855, ce traité ne touche pas à la frontière sur Sakhaline. Cette question sera d'ailleurs le principal sujet de friction entre les deux pays, jusqu'à la signature du traité de St-Pétersbourg en 1875<sup>86</sup>.

### **Après la victoire contre la Chine, l'Angleterre signe à son tour un traité avec le Japon**

L'intérêt que montre l'Angleterre pour le Japon est bien plus tardif, ne débutant qu'en 1854. La stratégie anglaise au Japon est fort simple : attendre de voir les résultats de l'expédition américaine au Japon et profiter de la situation pour envoyer une mission bien moins dispendieuse que dans le cas d'une ouverture<sup>87</sup>. Suite à la réussite de Perry, Lord Clarendon<sup>88</sup> envoie l'ordre à son représentant à Pékin, John Bowring, de contacter son homologue français afin de planifier une action conjointe vers le Japon aussitôt que la

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p.52.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p.63.

<sup>87</sup> William G. Beasley, *Great Britain and the opening of Japan, 1834-1858*, Luzac & Company Ltd, Londres, 1951, p.96.

<sup>88</sup> Ministre des affaires étrangères britanniques de 1853 à 1858, de 1865 à 1866 et de 1868 à 1870.

situation en Chine le permettra<sup>89</sup>. Cependant, les plans d'expédition vers le Japon sont arrêtés pour un moment avec le déclenchement de la guerre de Crimée, l'Angleterre mobilisant l'ensemble de sa flotte du Pacifique afin de surveiller et, si possible, couler la flotte russe basée au Kamtchatka<sup>90</sup>.

Malgré l'abandon de la mission diplomatique au Japon, l'amiral Stirling décide de poursuivre malgré tout et obtient un premier traité anglo-japonais en 1854. Ce premier traité est néanmoins loin d'être complet : non seulement Stirling n'a aucune autorité pour mener de telles négociations<sup>91</sup>, mais il décide de ne pas s'attarder aux questions commerciales, jugeant que le Japon est d'abord et avant tout avantageux sur le plan stratégique.

Alors que Clarendon demande à Bowring de mener une nouvelle expédition vers le Japon afin de colmater les failles du traité, ce dernier tente une approche différente. D'une part, Bowring doute de l'efficacité d'une telle manœuvre. Il remarque que, malgré la signature d'un traité avec les États-Unis, les Japonais continuent de refuser le droit de résider aux commerçants américains, laissant craindre des négociations bien difficiles<sup>92</sup>. Également, Bowring préfère garder des relations amicales avec le Japon, en prévision d'un possible conflit dans la région avec la Russie<sup>93</sup>.

Bowring propose donc un autre plan d'action, demandant la collaboration des Français. Dès février 1856, il approche les représentants français et américains au sujet d'une

---

<sup>89</sup> Grace Fox, *Britain and Japan, 1858-1883*, Clarendon press, Oxford, 1969, p.10.

<sup>90</sup> *Idem.*

<sup>91</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>92</sup> MComie, *op. cit.*, p.399.

<sup>93</sup> *Idem.*

action conjointe au Japon, afin d'obtenir le meilleur traité possible. L'idée est simple : l'Angleterre est liée avec le Japon par un traité datant de 1855, qui comporte plusieurs failles et ne peut que difficilement voir ses termes être modifiés. Il s'agit alors d'utiliser la clause de « nation favorisée » afin d'obtenir les avantages d'un éventuel traité franco-japonais<sup>94</sup>. Cependant, la situation en Chine étant instable, l'opération sera retardée jusqu'en 1858.

Qu'est-ce qui motive l'Angleterre à se tourner vers le Japon? De prime à bord, nous pouvons noter une présence importante de missionnaires anglais et écossais désirant rivaliser avec leurs équivalents catholiques et orthodoxes<sup>95</sup>. Même s'ils sont particulièrement intéressés par l'entreprise coloniale et impériale, ces représentants ne semblent toutefois pas avoir eu d'impact dans les négociations avec le Japon. La raison principale qui pousse l'Angleterre vers le Japon est plutôt l'intérêt économique, particulièrement important à cette époque. En effet, depuis 1850, l'Angleterre est dans une phase de libéralisme économique, laissant entrevoir un succès garanti<sup>96</sup>. Par contre, ce qui provoque finalement la signature du premier traité entre l'Angleterre et le Japon est une raison bien pragmatique : la guerre avec la Russie. Même si le gouvernement ne lui en donne pas le droit, Stirling va approcher le Japon en cherchant à capturer la marine russe<sup>97</sup>. Il ne trouvera pas un seul navire du Tsar dans les eaux japonaises, mais il retournera en Angleterre avec un premier traité en main.

---

<sup>94</sup> Bealsey, *op. cit.*, p.155.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p.6.

<sup>96</sup> Fox, *op. cit.*, p.5.

<sup>97</sup> McComie, *op. cit.*, p.329.

## La signature du premier traité franco-japonais

Parmi les grandes puissances de l'époque, la France est l'une des dernières à se mobiliser au sujet du Japon. En fait, alors que les autres puissances surveillent le cas japonais depuis quelques années déjà, les archives françaises laissent penser que cette question ne commence à intéresser les autorités qu'en réponse à la signature du traité américano-japonais de 1854.

Cette première mention ne laisse pas prévoir un quelconque intérêt des Français à se lancer à leur tour dans une expédition. La première dépêche à ce sujet se limite à indiquer que la France pourrait obtenir les mêmes termes que les Américains si elle décidait de se rendre à Tokyo pour en faire la demande<sup>98</sup>. Cette dépêche est même optimiste au sujet de la situation du christianisme au Japon, précisant que :

«On ne parle pas de stipulation relative au christianisme; il semblerait même que les Japonais sont devenus moins ombrageux à cet égard, ayant permis qu'un matelot mort à bord d'une frégate pendant les négociations fût inhumé à terre avec les cérémonies du culte chrétien. »<sup>99</sup>

Pourtant, le Japon n'est pas un pays complètement inconnu de la France à ce moment. Dès avril 1844, des navires français pénètrent la baie de Naha, à Okinawa, et ouvrent des pourparlers avec les autorités locales visant à laisser sur place deux interprètes<sup>100</sup>. En 1846, c'est au Japon même que les navires français se rendent. Cependant, les marins

---

<sup>98</sup> J.M. Callier à Drouyn de Lhuys, 30 mai 1854, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folios 2-3.

<sup>99</sup> *Ibid.*, folio 3.

<sup>100</sup> Cordier, *op. cit.*, p.412.

français ne débarquent pas et se contentent de faire escale dans la baie de Nagasaki avant de poursuivre vers la Corée<sup>101</sup>.

Ces premiers contacts et l'ouverture du Japon par les États-Unis en 1854 ne semblent pas vraiment éveiller un quelconque intérêt de la part de la France et, pourtant, elle finit par se rendre dans la Baie d'Edo afin de signer un traité. Une hypothèse probable de ce voyage est que le gouvernement français ait dû se rendre au Japon afin de satisfaire les soyeux, alors aux prises avec une violente crise du ver à soie. Cela entraînera les soyeux à ouvrir des succursales en Chine où cinq maisons de commerce françaises s'établiront dans la région de Shanghai dès 1856<sup>102</sup>. Si l'existence des soieries japonaises n'est pas un secret, les sources diplomatiques ne laissent aucun indice d'une possible pression provenant des soyeux afin d'ouvrir le Japon. Nous pouvons par contre remarquer l'impatience du ministre du Commerce, de l'Agriculture et des Travaux publics à envoyer une mission au Japon dans une correspondance avec le comte de Walewski qui laisse penser à une possible pression des soyeux à ce sujet.

«Je n'ai pas besoin de reproduire ici les considérations d'intérêt et de dignité nationale que M. Magne faisait valoir le 10 juin 1854, auprès de votre prédécesseur et à l'appui de la conclusion d'un traité qui nous admettrait à profiter des concessions obtenues au Japon pour les États-Unis. Ces considérations, dont vous comprenez comme moi toute la gravité, ont acquises encore plus de force depuis que les Pays-Bas ont resserré avec le gouvernement japonais leur relation séculaire et que le contre-amiral Stirling,

---

<sup>101</sup> *Ibid.*, p.416.

<sup>102</sup> Marc Meuleau, *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine (1875-1975)*, Paris, Fayard, 1990, p.180.



suisant les traces du Commodore Perry, a fait étendre à l'Angleterre le traitement concédé à l'Union américaine.»<sup>103</sup>

En fait, bien que le traité franco-japonais ne soit signé qu'en 1858, la France décide de passer à l'action dès 1854. Pour ce faire, elle opte pour une approche combinée avec l'Angleterre, le but étant d'obtenir le meilleur traitement en déployant le moins de force possible. La réponse de Lord Clarendon à la proposition française est largement positive.

«H.M's Government would rejoice to hear that such had been the course pursued by the two plenipotentiaries, as their joint action in such a proceeding would not only greatly facilitate the success of their negotiations with the Japanese government, but would afford an additional proof of the strict union and friendship which subsist between the government of England and of France and their readiness to cooperate with each other for the attainment of any object of common interest»<sup>104</sup>

Il est cependant impossible pour la France et l'Angleterre de mobiliser une force suffisante pour se rendre au Japon en pleine guerre de Crimée, ce qui les contraint à faire une pause dans la mise en place de l'opération<sup>105</sup>. Il s'opère cependant un changement de dynamique dans la coopération franco-britannique, car alors qu'en 1854 c'est la France qui demande de se joindre avec l'Angleterre, l'inverse se produit en 1855. La raison de ce changement est, comme nous l'avons vu plus tôt, la signature du traité par Stirling en 1854. Désirant réparer les manques de ce premier traité, Bowring fait pression sur le Foreign Office afin de contacter Paris et Washington pour mener une nouvelle

---

<sup>103</sup> Louis Béhic au comte de Walewski, 18 juin 1855, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folios 27-28.

<sup>104</sup> Lord Clarendon à Drouyn de Lhuys, 1854, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folios 3-14.

<sup>105</sup> William G. Beasley, *op. cit.*, p.100.

négociation, mais cette fois en commun<sup>106</sup>. La première mention d'une telle coopération que fait Bowring à Londres est trop subtile pour y être relevé, le forçant à remettre l'idée sur papier en avril 1856<sup>107</sup>.

À ce moment, l'importance d'une collaboration avec la France augmente sensiblement. Il se trouve que les relations entre Londres et Washington connaissent un creux important suite à un scandale impliquant le ministre britannique à Washington<sup>108</sup>. Ne pouvant espérer s'entendre avec les Américains et avec les Russes, l'Angleterre se tourne vers la France.

Une fois de plus, les évènements internationaux viennent mettre un frein à l'expédition, puisque la France et l'Angleterre entrent en conflit avec la Chine à partir de 1856. C'est dans le cadre de la signature du traité de Tientsin que l'ordre est donné au Baron Gros de se rendre au Japon lorsque sa mission à Pékin sera complétée<sup>109</sup>. Il lui est également demandé d'avoir avec Lord Elgin une «parfaite entente au sujet de la négociation que vous êtes respectivement autorisé à entamer au Japon»<sup>110</sup>.

L'expédition du Baron Gros ne débute que le 6 septembre, soit 37 jours après celle de son homologue britannique. Ce retard s'explique par le manque de navires libres dans les eaux chinoises, la majorité de la flotte étant occupée en Cochinchine<sup>111</sup>. Les raisons

---

<sup>106</sup> *Ibid.*, p.155.

<sup>107</sup> *Idem.*

<sup>108</sup> *Ibid.*, p.157.

<sup>109</sup> Walewski au Baron Gros, 16 mai 1857, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folio 51.

<sup>110</sup> *Ibid.*, folio.54.

<sup>111</sup> Medzini, *op. cit.*, p.16.

fournies au Baron Gros pour lui expliquer sa mission laissent penser que le but est essentiellement de montrer que la France fait partie des grands.

«Le gouvernement de l'Empereur est depuis longtemps convaincu que la France ne saurait continuer à rester en arrière des nations qui ont déjà cherché à assurer à leur commerce l'accès d'un pays aussi riche et peuplé et que le moment est venu pour elle de se placer à cet égard sur le pied d'égalité avec les puissances qui l'ont devancée dans cette voie.»<sup>112</sup>

Il faut cependant faire attention de ne pas tomber dans le piège de la facilité. S'il y est question du prestige national, c'est bien plus une question de figure de style que de fond et il serait très surprenant que ce soit seulement pour ces motifs que le Baron Gros y soit envoyé.

Le voyage de la mission française vers le Japon ne dure que sept jours, arrivant à Shimoda le 13 septembre. Le retard dans l'expédition rend les négociations plutôt difficiles pour la France : non seulement ils ne réussissent pas à faire un véritable front commun avec l'Angleterre, mais en plus ils arrivent au Japon peu de temps après la mort du shogun.<sup>113</sup>

Le traité signé par le Baron Gros est en grande partie inspiré par celui signé par l'Angleterre. Le traité anglais remplit l'essentiel des objectifs de la France au Japon, mais il comporte tout de même deux failles importantes. D'abord, les droits de douane ont été négociés afin de favoriser l'industrie britannique. Les vins, les spiritueux, les parfums et les bijoux y sont lourdement taxés, à plus de 35% de leur valeur, alors que le coton et la

---

<sup>112</sup> Walewski au Baron Gros, 16 mai 1857, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folio 52.

<sup>113</sup> Medzini, *op. cit.*, p.16.

laine anglaise ne sont taxés qu'à 5%<sup>114</sup>. Le Baron Gros tente bien de faire abaisser ces tarifs, mais il se heurte à un gouvernement japonais résolu à ne pas donner plus à la France qu'il n'a donné aux autres puissances. Le second point est spirituel : la France demande au Baron Gros d'obtenir le droit de pratiquer et de faire du prosélytisme au Japon. Si les Américains ont le droit de pratiquer leur religion et d'ériger des lieux de culte, l'Angleterre n'a pas jugé utile de demander de tels droits. Il est à noter qu'à ce moment aucune nation ne demande encore le droit d'envoyer des missionnaires sur le territoire japonais. Le shogun accorde donc à la France les mêmes droits que les Américains ont obtenus, mais refuse l'accès de son territoire aux missionnaires français<sup>115</sup>.

Malgré ces quelques lacunes, le traité est signé le 9 octobre 1858 et ratifié le 22 septembre 1859. Il est trop simpliste de voir dans cette première mission diplomatique au Japon une preuve que la France cherche seulement à augmenter son prestige. En effet, les auteurs comme Richard Sims prennent souvent les grandes envolées au sujet de la patrie présente dans les échanges diplomatiques au pied de la lettre, et déduisent que, en raison de la faible place qu'occupe l'économie dans les échanges, la France considère surtout son prestige et son influence<sup>116</sup>. Cependant, il est également possible de mettre l'accent sur la volonté française de plaire à l'allié britannique, au début de la présence française en Extrême-Orient avec la colonisation du Tonkin et à la crise du ver à soie. Malheureusement, les sources diplomatiques sont vagues au sujet de l'économie et une recherche plus approfondie touchant à la fois aux diverses archives privées liées à cette question, telles les archives des soyeux Lyonnais et les archives des différentes puissances impliquées seraient nécessaires pour tenter de répondre sans ambiguïtés à cette question.

---

<sup>114</sup> Medzini, *op. cit.*, p.18.

<sup>115</sup> *Idem.*

<sup>116</sup> Sims, *op. cit.*, p.22.

## Chapitre 2. Les relations économiques franco-japonaises

Souvent, comprendre les échanges économiques entre deux États dévoile les pistes menant aux motivations politiques de leurs relations. Ces données ne mentent que rarement et sont souvent faciles à repérer, laissant des traces plutôt importantes. Toutefois, même s'il est facile de trouver des données officielles sur les échanges entre les deux pays, il faut se garder de leur accorder une trop grande valeur. Comme nous le dévoilons dans l'annexe 2, les statistiques françaises et japonaises divergent parfois grandement sur l'ampleur de leur commerce. Nous devons également avouer que nous ne disposons d'aucun chiffre pour les années 1868 à 1873, manque probablement causé par l'instabilité régnant dans les deux pays<sup>117</sup>. Nous allons donc nous concentrer sur les tendances émanant de ces statistiques ainsi que sur leur nature afin de déterminer comment les échanges commerciaux peuvent avoir influencé ces relations entre les deux nations.

Avant d'aborder la question du commerce entre les deux pays, il est impératif de broser le portrait de l'économie française au début de la période. Cela nous permettra de mieux comprendre les raisons qui poussent la France à se rendre au Japon et, surtout, de mieux saisir l'importance qu'a la soie pour l'industrie française. Un tel exercice nous paraît superflu pour l'économie japonaise : très changeante durant la période, elle se fait imposer l'arrivée des étrangers. Nous établirons donc son portrait au fil de ce chapitre, mentionnant les transformations qui influencent ses relations commerciales avec l'extérieur.

---

<sup>117</sup> Le Japon est secoué par la guerre de Boshin de 1868 à 1869, et la France par la guerre franco-prussienne de 1870 à 1871, ces deux conflits mèneront à des changements de régimes.

## **L'économie française au milieu du XIXe siècle : une industrie de la soie en crise**

La France du milieu du XIXe siècle est un pays tiraillé entre le développement de l'industrie et le maintien des anciennes structures de production. L'industrie, qui stagne à la fin des années 1840, connaît une forte croissance entre 1851 et 1857, comme le laisse penser l'augmentation des investissements en infrastructure ferroviaire, en matériel de transport et en machine<sup>118</sup>. Cette croissance provient essentiellement de l'industrie métallurgique, le textile ne connaissant pas de véritable hausse<sup>119</sup>.

Dans les faits, le secteur secondaire du textile a deux décennies de croissance lente à partir de 1850. Elles n'y dépasseront pas un taux de 4%<sup>120</sup>. Cette faible augmentation de la croissance s'explique en bonne partie, du moins pour la situation dans les années 1860, par la guerre de sécession américaine. En effet, d'une part, cette guerre coupe d'un marché d'exportation important pour le secteur des soieries, et d'autre part, elle nuit aux importations de coton de la France. Il faut attendre les années 70, durant lesquelles la croissance est de 6,7%, pour voir ce secteur progresser de façon significative.

Du côté de la métallurgie, c'est la situation inverse. Entre 1851 et 1864, les industries liées à la transformation des métaux connaissent une bonne croissance, dépassant les 9,3%<sup>121</sup>. Cette augmentation faiblit cependant par la suite pour s'établir en moyenne à 6,1%. Ce ralentissement est causé par la nature même de l'industrie française : peu tournée vers

---

<sup>118</sup> Albert Broder, *L'économie française au XIXe siècle*, Ophrys, Paris, 1993, p.95.

<sup>119</sup> *Idem.*

<sup>120</sup> *Ibid.*, p.96.

<sup>121</sup> *Idem.*

l'exportation, elle est dépendante de la demande intérieure de la France, demande provenant surtout des entreprises ferroviaires<sup>122</sup>.

Alors que l'économie française s'industrialise et s'ouvre de plus en plus au reste du monde, les soyeux connaissent l'une des pires crises de leur histoire. Cette crise est le résultat de l'apparition et de la propagation de la pébrine dans la sériciculture. Le premier foyer de contagion est les Cévennes qui sont affectés dès 1843. Il sera suivi du Vaucluse en 1845 et de l'Alès en 1849<sup>123</sup>. La pébrine, causée par un champignon présent dans la nourriture des vers à soie, se répand rapidement et provoque la mort de tous les œufs pondus par les vers infectés.

Dès 1855, la pébrine devient un danger pour l'ensemble des récoltes françaises et italiennes, provoquant une chute dramatique de la production de soie. D'une production de 2100 tonnes en 1853, elle n'est plus que de 600 tonnes deux ans plus tard<sup>124</sup>. Cette chute force l'industrie de la soie française à prendre des mesures énergiques afin de rétablir la quantité de soie en réserve et répondre à la demande intérieure, les fournisseurs habituels ayant vu leur production chuter d'environ 75%.

Afin de sauver la production de soie en France, l'industrie adopte deux approches : importer des œufs du Japon et combattre la maladie. Nous reviendrons sur la première mesure au cours de ce chapitre. En ce qui concerne la deuxième mesure, Pasteur détermine dès 1865 comment combattre la Pébrine<sup>125</sup>. La technique est simple : séparer les vers infectés des vers sains en les examinant en microscope. Cependant, rares sont les

---

<sup>122</sup> *Idem.*

<sup>123</sup> Pierre Cayez, *Crises et croissance de l'industrie lyonnaise 1850-1900*, Édition du CNRS, Paris, 1980, p.24.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p.24.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p.24-25.

éleveurs disposant des moyens nécessaires pour passer tous les vers au microscope, limitant ainsi l'utilité de ce procédé.

Une première association regroupant les sériciculteurs du bassin du Rhône tente de mettre en place, en 1867, des élevages modèles basés sur les principes de Pasteur dans les 32 arrondissements. Tous ces efforts n'ont que peu de résultats : la meilleure année pour l'industrie séricicole française après la crise est 1866, avec une production de 1093 tonnes. Par la suite, la production de soie ne dépassera pas les 700 tonnes par année<sup>126</sup>.

Les raisons de cet échec ne sont probablement pas liées à une incapacité technique. L'Italie, qui connaît une crise semblable, retrouve presque son niveau de production de soie d'avant la crise au tournant des années 1880<sup>127</sup>, ce qui montre bien qu'il est possible de vaincre cette maladie. Ce sont plutôt des raisons économiques qui expliquent l'incapacité de la sériciculture française de se relever.

Dans le laps de temps nécessaire pour combattre la pébrine, l'industrie de la soie française a déjà réussi à s'adapter à la situation en allant chercher ses soies à l'extérieur de la zone touchée, notamment en Asie. Moins dépendante des producteurs locaux que l'Italie, le passage vers le marché mondial de la soie se fait plus facilement. De plus, la sériciculture en France n'est pas très rentable et les travailleurs voient plusieurs secteurs plus attrayants se développer. Ainsi, dès la deuxième moitié des années 1860, le prix mondial de la soie se stabilise et le marché lyonnais n'est dès lors plus dépendant de la production nationale de soie<sup>128</sup>.

---

<sup>126</sup> *Ibid.*, p.25.

<sup>127</sup> *Idem.*

<sup>128</sup> *Idem.*



Cette mise en contexte n'est certes pas globale, car l'économie française ne se limite pas qu'à l'industrie de la soie. Cependant, il s'agit d'une industrie importante pour la France, engageant durant les années 1850 près de 500 000 travailleurs<sup>129</sup>. Comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, c'est la soie qui sert de moteur au commerce franco-japonais et qui est le déclencheur de l'intérêt que portent les Français pour le Japon. Nous ne nous attardons donc pas sur les autres secteurs, plus marginaux en ce qui concerne le commerce franco-japonais.

## **Les importations en provenance du Japon**

Le commerce franco-japonais connaît un début plutôt lent, mais cette situation n'est pas unique à la France. Les marchands, qu'ils soient Anglais, Français ou Américains, ne découvrent pas une société prête à transiger, comme c'est le cas en Chine. Une des premières remarques de Bellecourt montre bien l'opinion que la population se fait du négoce avec les étrangers.

«On sait le dédain que les grands du Japon professent pour le négoce et combien, à l'encontre de la Chine, le métier des armes est chez eux en honneur. Ainsi, tandis que les plus hautes autorités japonaises ne ménagent pas leur prévenance au commandant des bâtiments russes qui visitent parfois isolément les ports du Japon, on voit des autorités locales d'un rang, d'ailleurs, peu élevé, refuser une entrevue au représentant d'une des plus opulentes maisons de commerce anglaises en Chine (...) »<sup>130</sup>

---

<sup>129</sup> Medzini, *op. cit.*, p.52.

<sup>130</sup> Lettre de Bellecourt au comte de Walewski, 3 octobre 1859, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol. 1, 1859-1861, folios 42-43.

Ce dédain du commerce n'est pas bien surprenant : l'ère Edo est marquée par le système du shinokosho<sup>131</sup>, système hiérarchique plaçant le métier de marchand au bas de l'échelle sociale.

En fait, jusqu'en 1864, la France n'a pas de politique claire au sujet des relations commerciales avec le Japon. Dépourvu de ligne maritime, d'établissement bancaire et de maison de commerce d'importance au Japon, le négoce français est marginal et presque inexistant. Cela n'implique pas pour autant que le Japon n'occupe pas de place dans l'économie française. Si le commerce direct entre la France et le Japon reste anecdotique jusqu'en 1864, une quantité importante de soie passe par Londres avant d'atteindre le marché de Lyon<sup>132</sup>.

C'est avec la découverte d'une espèce de ver à soie résistante aux maladies affligeant la sériciculture française que l'intérêt de la France pour ce pays insulaire commence réellement. Dès 1861, les Italiens obtiennent de très bons résultats à partir de deux cartons d'œufs japonais. Si le premier essai français, datant également de 1861, ne connaît pas les mêmes résultats, les œufs d'origine japonaise produits en Italie acquièrent un véritable succès et deviennent rapidement populaires sur le marché lyonnais<sup>133</sup>.

Bien vite, les œufs de ver à soie japonais sont perçus comme étant la solution pour redonner vie à la sériciculture européenne, et la France, qui est le seul pays producteur de soie à avoir un traité avec le Japon, se doit de faire preuve d'initiative. La France met alors en place une politique visant à importer le plus d'œufs de ver à soie possible. C'est

---

<sup>131</sup> 士農工商 : combinaison des mots guerriers(武士), paysans(農民), artisans(工人) et marchands(商人).

<sup>132</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.84.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p.100.

d'ailleurs ce qu'annonce Léon Roches devant la Chambre de commerce de Lyon, en promettant qu'il fournira la France en semences japonaises, avant de quitter pour prendre son poste à Yokohama<sup>134</sup>. Cette mission est un véritable défi pour la diplomatie française : lorsque Roches s'embarque pour le Japon, la politique officielle du bakufu au sujet de l'exportation des œufs de ver à soie se résume à une d'interdiction formelle, infligeant une peine de prison à tous ceux surpris à en vendre aux étrangers<sup>135</sup>. Néanmoins, un premier envoi d'œufs part du Japon dès novembre 1864, résultat des négociations entre Roches et le bakufu.

Soumis aux pressions provenant de la France, le Japon décide en septembre 1865 de permettre le libre commerce des œufs de ver à soie. Le bakufu va même jusqu'à en donner 15 000 cartons de graines de ver à soie à l'empereur Napoléon III. Cet acte n'est évidemment pas dépourvu d'intérêt : en échange, le bakufu demande à Roches de présenter une requête au gouvernement français afin d'obtenir 16 juments et 4 étalons de la race chevaline d'Algérie<sup>136</sup>. Ce troc semble des plus utiles à Roches, qui y voit un endroit d'où les troupes françaises en Indochine et en Chine pourront s'approvisionner en chevaux<sup>137</sup>.

L'ouverture du commerce des œufs de vers à soie provoque une véritable explosion des échanges entre la France et le Japon. D'un montant de 243 269 francs en 1864, les importations en provenance du Japon grimpent à 7 965 512 francs en 1865. Les œufs de ver à soie forment la majorité des échanges avec une valeur totale de 6 940 845 francs<sup>138</sup>.

---

<sup>134</sup> *Ibid.*, p.101.

<sup>135</sup> Medzini, *op. cit.*, p.53.

<sup>136</sup> Lettre de Roches à Drouyn de Lhuys, 11 septembre 1865, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol.4, 1865-1867, folio 88.

<sup>137</sup> Lettre de Roches à Drouyn de Lhuys, 17 décembre 1865, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol.4, 1865-1867, folio 157.

<sup>138</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.88.

Cependant, ce commerce connaît quelques ratés à ses débuts. Le gouvernement japonais, sans doute par méconnaissance du fonctionnement du négoce mondial et de l'importance que prendrait le commerce des œufs de ver à soie, accorde d'abord un monopole sur la vente des œufs de vers à soie à deux marchands d'Edo<sup>139</sup>. Très rapidement, la forte demande ébranle le système et place les deux marchands dans une situation insoutenable<sup>140</sup>. Incapables de respecter les contrats qu'ils avaient avec les étrangers, ils provoquent plusieurs ruptures de contrat, entraînant le paiement d'importants dédommagements par le bakufu aux commerçants étrangers<sup>141</sup>.

Cette domination du commerce des œufs de ver à soie ne dure que peu de temps. Moins de 10 ans après son ouverture, ce commerce est sur une pente descendante dramatique pour les producteurs japonais. Si d'une part, comme nous l'avons vu plus tôt, la France demande de moins en moins d'œufs, les éleveurs japonais continuent à en produire autant, faisant chuter les prix. Cette chute provoque la décision du gouvernement japonais de «brûler un nombre considérable de cartons»<sup>142</sup> afin de remonter la valeur qu'ils ont sur le marché. Or, cette tentative est un échec et la valeur d'un carton d'œufs de ver à soie chute de 8 francs à 25 centimes<sup>143</sup>. En 1876, la France n'importe plus que pour 1 800 000 francs d'œufs de ver à soie, plaçant ce produit au soixante-deuxième rang des importations françaises<sup>144</sup>. La France devient également le second pays importateur

---

<sup>139</sup> Lettre de Roches à Drouyn de Lhuys, 30 septembre 1865, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol.4, 1865-1867, folio 100.

<sup>140</sup> Idem.

<sup>141</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.105.

<sup>142</sup> Blichoz à Décazes, 4 janvier 1875, M.A.E., Correspondance commerciale Yokohama, vol.1, 1870-1877, folio 328.

<sup>143</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, folio 110.

<sup>144</sup> *Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du commerce et de l'industrie, service des statistiques générales de France, 1878, vol. 1, p.451-452.

d'œuf de vers à soie japonais, dépassé par l'Italie avec 850 000 cartons contre 450 000 cartons pour la France en 1875<sup>145</sup>.

L'accroissement du commerce des œufs de ver à soie permet néanmoins d'augmenter l'attention qu'accordent les Français pour les soies japonaises. Cet intérêt n'est cependant pas inexistant auparavant. Il précède même la montée du commerce des œufs de vers à soie. L'encre du traité franco-japonais n'a pas le temps de sécher que déjà la maison Rémi-Schmidt ouvre une succursale au Japon, en 1858<sup>146</sup>. C'est 54 tonnes de soie brute qui la quittent en 1861 en direction de la France, soit le sixième des exportations de soie totale du Japon<sup>147</sup>. Cette succursale sera l'unique maison de commerce française au Japon jusqu'en 1863.

C'est cependant avec l'ouverture d'une ligne de paquebot français que le négoce de la soie avec le Japon connaît son véritable départ. Dès 1860, dans le but de s'affranchir de la dépendance à la marine anglaise pour assurer l'approvisionnement, la Chambre de commerce de Lyon demande aux Messageries Impériales de mettre en place une ligne de paquebot entre le Japon et la France<sup>148</sup>. Ce projet a poursuivi trois buts : profiter de l'essor des échanges entre le Japon et Shanghai, répondre à la demande croissante de soie japonaise et augmenter l'influence française dans la région<sup>149</sup>. Le premier paquebot français reliant Shanghai et Yokohama arrive au Japon en septembre 1865, provoquant une importante augmentation du commerce franco-japonais, en particulier des importations de soie japonaise.

---

<sup>145</sup> Blichoz à Décazes, 4 janvier 1875, M.A.E., Correspondance commerciale Yokohama, vol.1, 1870-1877, folio 328.

<sup>146</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.118.

<sup>147</sup> Medzini, *op. cit.*, p.54.

<sup>148</sup> *Idem.*

<sup>149</sup> Note sur le projet d'établissement d'une ligne de paquebot français entre la Chine et le Japon, 3 novembre 1863, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, juin 1863-1864, vol.3, folios 109-111.

Ce commerce d'à peine 3000 francs en 1864 grimpe à 11 000 francs en 1865, puis à 74 000 en 1866<sup>150</sup>. L'importance qu'occupe la soie ne fait d'ailleurs qu'augmenter, passant de 16 230 000 francs par année entre 1868 et 1879 à une valeur de 48 325 000 francs par année dans la décennie 1890<sup>151</sup>.

Un tournant majeur dans l'importation de la soie est le transfert du marché de la soie de Londres vers Lyon en 1875. Lyon est depuis bien longtemps le centre mondial de la production de tissus de soie, favorisé par sa situation au carrefour des Flandres, de l'Allemagne et de l'Italie<sup>152</sup>. À partir de 1875, alors que Londres recevait les 2/3 des soies du Japon en 1874, Lyon dépasse Londres pour obtenir à son tour les 2/3 de ce marché. Ce changement explique l'augmentation des exportations japonaises vers la France, passant de 2 759 496 piastres en 1874 à 3 526 950 piastres<sup>153</sup>. Ce rôle de plaque tournante du marché de la soie mondial sera occupé par Lyon jusqu'en 1896.

La soie n'est pas le seul produit d'exportation du Japon vers la France. Si, pour la période qui nous intéresse, la soie (y compris les dérivés, comme les œufs de vers à soie) occupe en tout temps plus de 70% des produits expédiés vers la France<sup>154</sup>, il ne faut pas négliger la place qu'occupe le cuivre à la fin de notre période d'étude. Contrairement à la soie, les achats de cuivre réalisés au Japon ne répondent pas directement à une demande de l'industrie française. Il s'agit plutôt d'une stratégie du Comptoir national d'Escompte de Paris, mis en place en 1887, visant à centraliser les sources de cuivre mondiales<sup>155</sup>. Une

---

<sup>150</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.124.

<sup>151</sup> *Ibid.*, p.244.

<sup>152</sup> *Ibid.*, p.273.

<sup>153</sup> Lettre de Quentin à Louis Decaze, 15 juillet 1876, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol.6, 1870-1877, folio 232.

<sup>154</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.245.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p.246.

première commande, d'une valeur de 12,5 millions de francs, est passée en 1888, suivie de près par une série d'avances totalisant plus de 130 millions de francs<sup>156</sup>.

Cette aventure du Comptoir national d'Escompte de Paris ne s'éternise cependant pas. À partir de 1889, la Société des Métaux<sup>157</sup> annonce qu'elle ne dispose plus de liquidités. Cette absence de liquidités, conjuguée à la spéculation du cuivre, provoque la faillite de la Société des Métaux ainsi que le suicide du directeur du Comptoir, Denfert-Rochereau<sup>158</sup>. Cette crise provoquera finalement la chute du Comptoir national d'Escompte en 1893.

Bien que le commerce du cuivre débute sur une note négative pour les investisseurs français, la qualité du cuivre japonais pousse tout de même les commerçants français à poursuivre leurs achats. En ce sens, la stratégie du Comptoir, bien que désastreuse, met en place les structures nécessaires au développement du commerce du cuivre avec le Japon. Avant la spéculation occasionnée par le Comptoir, la France n'importait qu'un peu moins de 400 tonnes de cuivre japonais par année. Après la venue du Comptoir, les importations grimperont à 1557 tonnes par année en moyenne durant la décennie 1890<sup>159</sup>.

Le dernier produit d'exportation japonaise notable est le camphre, un produit chimique aux usages multiples produit sur l'île de Kyūshū et sur l'île de Formose. Comme pour le cuivre, il s'agit d'un article d'exportation plutôt tardif qui débute seulement dans les années 1880. Si les exportations de camphre connaissent leurs meilleurs jours après

---

<sup>156</sup> *Idem.*

<sup>157</sup> Entreprise largement contrôlée par les administrateurs du Comptoir National d'Escompte de Paris, utilisée pour acheter le cuivre à l'échelle mondiale.

<sup>158</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.246.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p.246-247.

l'annexion de Formose par le Japon, en 1895, elles représentent quand même un commerce d'une valeur annuelle moyenne de plus de 200 000 francs, en faisant le troisième produit brut d'exportation vers la France<sup>160</sup>.

D'un point de vue global, les importations françaises en provenance du Japon connaissent une croissance pour l'ensemble de la période. D'une valeur moyenne de 9,5 millions de francs par année entre 1864 et 1867<sup>161</sup>, elle grimpe à plus de 25 millions par année durant la décennie 1870, puis à 41 millions par année pendant les années 1880, pour s'établir à plus de 63 millions pour les années 1890<sup>162</sup>.

Malgré cette augmentation, nous remarquons que le taux de croissance chute durant la période : alors que la valeur moyenne des exportations pour la décennie 1870 est presque le triple de la décennie précédente et que la valeur de la décennie 1880 est un peu moins du double de la précédente, l'augmentation n'est plus que de 50% pour la dernière décennie de notre étude. Si nous comparons cette croissance avec l'autre grand pays importateur de produits japonais, les États-Unis, nous remarquons une perte de vitesse notable de la France (voir annexe 8). Les importations de produits japonais faits par les États-Unis triplent pratiquement entre les années 1870 et 1880, et font plus que doubler entre les années 1880 et 1890<sup>163</sup>. Cela peut s'expliquer, en partie, par le plafonnement des importations de soies de la France. En effet, les années 1890 montrent une stagnation des importations totales de produits de soie par la France, la moyenne d'importation de

---

<sup>160</sup> *Ibid.*, p.247.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p.90.

<sup>162</sup> *Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du commerce et de l'industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

<sup>163</sup> *日本長期統計総覧 / Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3, p.72.



soie pour les années 1888 à 1891 étant de 301 millions de francs par année contre 283.3 millions pour les années 1892 à 1895<sup>164</sup>.

Quoi qu'il en soit, cette stagnation n'est pas causée par une baisse de l'offre en soie du Japon. D'une valeur moyenne d'un peu plus de 20 millions de yens par année entre 1886 et 1890, elle grimpe à plus de 36 millions de yens entre 1891 et 1895<sup>165</sup>. Nous pourrions être tentés de croire que cette hausse est causée par la chute du yen durant cette période (voir annexe 7), mais la quantité de soie exportée du Japon augmente également en tonnage, passant de moins de deux mille tonnes à un peu plus de trois mille tonnes<sup>166</sup>.

Autre point important à noter : les importations en provenance du Japon sont pour l'essentiel composées de matières premières destinées à l'industrie française (voir annexe 1). Ce n'est qu'à partir des années 1880 qu'un intérêt se développe pour les «japonaiseries», produits finis tels que les éventails, les porcelaines et autres objets d'art. Mais cet intérêt reste bien marginal lorsqu'il est comparé aux produits destinés à l'industrie. Le tout est complété par des achats irréguliers de divers produits destinés à la consommation française, tels le riz, les baumes et les fanons de baleines<sup>167</sup>.

---

<sup>164</sup> *Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du commerce et de l'industrie, service des statistiques générales de France, 1892-94 et 1897, vol. 15 et 17.

<sup>165</sup> 日本長期統計総覧 / *Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3, p.28.

<sup>166</sup> *Idem.*

<sup>167</sup> Li Jine-Mieung, *op. cit.*, p.244.

## Exportations et investissements français au Japon

Si les importations faites par la France répondent aux demandes de l'industrie française, les exportations n'ont pas la même fonction. Tout à la fois moins importante en chiffre absolu qu'en proportion du commerce français (voir annexe 3 et 4), nous remarquons qu'elles sont cependant plus stables que les importations, car elles ne sont pas aussi liées à un seul secteur de l'industrie.

Les débuts des exportations françaises au Japon sont plutôt lents et se font à la remorque des importations. Alors que le bond des importations se déroule en 1865, passant d'une valeur de deux cents mille francs à une valeur de près de huit millions de francs, les exportations ne se développent qu'une année plus tard, dépassant légèrement les quatre millions de francs<sup>168</sup>. Ce début est attribuable à la politique pensée par Jean P. Couillet, le directeur des Messageries Maritimes. Ce dernier tente en 1867 de créer une société franco-japonaise de commerce, espérant obtenir un monopole sur les échanges avec le bakufu et, ainsi, mettre en place un commerce triangulaire impliquant la Cochinchine, le Japon et la France<sup>169</sup>. Cependant, la réaction des autres puissances bloque rapidement le projet, comme le rapporte Outrey, le successeur de Roches. «En théorie ce projet était peut-être bon, mais avant même que la Société Générale se fût constituée, elle était accusée de vouloir établir un monopole; et les plaintes unanimes du commerce eurent un tel retentissement que les tentatives faites à Paris échouèrent complètement.»<sup>170</sup> Malgré cet échec, Couillet a eu le temps d'importer pour quatre millions de francs en matériel

---

<sup>168</sup> *Ibid.*, p.90.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p.91.

<sup>170</sup> Lettre de Outrey à Moustier, 7 octobre 1868, M.A.E., Correspondance commerciale Yeddo, vol.5, 1868-1869, folio 120.

militaire destiné au bakufu, dont 2,5 millions seront coincés aux douanes lors de sa chute<sup>171</sup>.

Avant la chute du bakufu, les exportations de la France destinées au Japon sont essentiellement composées de matériel destiné à l'armée. Commandes obtenues grâce à la proximité entre Roches et le shogun, elles représentent environ 80% du total de ce flux commercial<sup>172</sup>. De ce chiffre, c'est l'industrie du textile français qui bénéficie le plus des commandes du gouvernement japonais : les lainages et vêtements destinés à la nouvelle armée japonaise représentent des achats de plus de quatre millions de francs, sur un total en 1867 de 7,5 millions<sup>173</sup>. À ce montant, nous pouvons également rajouter un peu plus d'un million de francs pour l'importation au Japon de riz de Cochinchine. Ce riz de valeur moindre que le riz japonais est importé afin de payer la solde des soldats japonais<sup>174</sup>.

Bien que le Japon soit le principal marché asiatique de la France jusqu'au tournant des années 1880, nous sommes forcés de constater que le Japon reste un marché bien marginal. Pour l'ensemble de la période étudiée, la part du Japon dans les exportations françaises ne dépasse jamais 1%, et a plutôt tendance à se rapprocher du 0,02% (voir annexe 4).

La seule industrie qui semble profiter des exportations vers le Japon est celle de la laine. En effet, les mousselines de laine sont non seulement le principal produit d'exportation<sup>175</sup>,

---

<sup>171</sup> *Ibid.*, p.121.

<sup>172</sup> Jine-Mieung, *op. cit.*, p.92.

<sup>173</sup> *Idem.*

<sup>174</sup> *Idem.*

<sup>175</sup> Lettre de Geofroy à Waddington, 8 février 1878, M.A.E., Correspondance commerciale Tokyo, vol.1, 1877-1879, folio 31-32.

elles sont aussi responsables des deux tiers des achats du Japon<sup>176</sup>. Bien qu'importants pour le commerce franco-japonais, les achats de mousseline de laine par le Japon, se chiffrant annuellement en moyenne pour la période à un peu plus de 4 millions de francs<sup>177</sup>, ne représentent qu'environ 2% des exportations totales de laine française<sup>178</sup>.

Outre la laine, les exportations de la France vers l'archipel sont marginales. En prenant le sommaire des exportations de 1882, nous remarquons de faibles quantités pour les autres produits. Par exemple, les produits pharmaceutiques et le vin ont des valeurs respectives de 48 000 et de 76 000 piastres<sup>179</sup>.

En dehors des exportations normales, la France se démarque durant une certaine période par son influence dans le développement du Japon, impliquant bien souvent des achats importants en France. L'exemple le plus remarquable de ce type d'investissement au Japon est, sans aucun doute, l'arsenal de Yokosuka.

Désirant mettre en place une première marine de guerre depuis la limitation du tonnage des vaisseaux de 1635, le bakufu se tourne en 1865 vers Roches pour jeter les bases du projet. D'une valeur estimée variant de 4 millions à 30 millions de francs<sup>180</sup>, dont 2,2 millions d'achats en France<sup>181</sup>, ce programme semble avoir, outre les questions de rivalité

---

<sup>176</sup> Jine-Mieung, *op. cit.*, p.250.

<sup>177</sup> *Idem.*

<sup>178</sup> *Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du commerce et de l'industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

<sup>179</sup> Lettre de De Roquette à Gambetta, 5 janvier 1882, M.A.E., Correspondance commerciale Tokyo, vol.2, 1881-1882, folio 193.

<sup>180</sup> Lettre de Roches à Drouyn de Lhuys, 16 janvier 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 13.

<sup>181</sup> Vernet, Achat à effectuer en France, 10 juin 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 160.

internationale qui seront abordées plus loin, plusieurs buts économiques. D'une part, Roches y voit une opportunité permettant de mieux connaître les ressources du Japon.

«La science elle-même y gagnera, car l'établissement que veut fonder le gouvernement japonais nécessitera une exploitation approfondie des ressources minéralogiques de son vaste empire, exploitation jusqu'à ce jour impossible et qui réserve tant de richesses à l'avenir!»<sup>182</sup>

D'autre part, participer à un tel projet permet à la France d'obtenir quelques débouchés pour son matériel militaire. D'ailleurs, la demande effectuée à la France concernant la création de l'arsenal de Yokosuka s'accompagne d'une requête d'achat de 16 canons de la part du bakufu<sup>183</sup>. La chute du bakufu vient cependant mettre fin à ce projet. Alors que la France a pu bénéficier de ses bonnes relations avec le shogun, après 1868, elle se retrouve à être un acteur parmi les autres. Ses exportations d'armes, atteignant une valeur de 160 000 francs en 1867<sup>184</sup>, stagnent et régressent par la suite<sup>185</sup>, et ce, même si le Japon investit dans le militaire. La France garde néanmoins une influence forte sur l'arsenal de Yokosuka par l'intermédiaire de son directeur, François Léonce Verny, jusqu'à son remplacement par un cadre japonais en 1876<sup>186</sup>

En dehors de l'arsenal, nous pouvons souligner l'implication française dans deux secteurs économiques d'importance au Japon : le filage de la soie et les mines. Dans le premier cas, le Japon décide de se tourner vers Paul Brunat afin de mettre sur pied une première

---

<sup>182</sup> Lettre de Roches à Drouyn de Lhuys, 16 janvier 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 15.

<sup>183</sup> Lettre du bakufu à Roches, 16 janvier 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 20.

<sup>184</sup> Jine-Mieung, *op. cit.*, p.92.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p.250.

<sup>186</sup> Élisabeth de Touchet, « La création de l'arsenal de Yokosuka: la naissance de corps d'ingénieurs et d'ouvriers d'État au Japon », *Le mouvement social*, No.193, Octobre-Décembre 2000, p. 26.

filature moderne à Tomioka en 1871. Brunat arrive au Japon avec près de cent mille francs de machines achetées en France.<sup>187</sup> Cette filature sera la propriété de l'État jusqu'à sa vente par le gouvernement japonais en 1881 en vue de remplir un peu plus ses coffres<sup>188</sup>. Pour ce qui est des mines, le rôle des Français est moins important. Malgré la participation des ingénieurs français à partir de 1870 dans diverses mines, ils ne provoquent pas d'achats massifs en provenance de la France<sup>189</sup>.

### **L'économie française face au Japon : conclusion**

Le portrait de la situation des échanges économiques entre la France et le Japon ayant été brossé, quelle conclusion pouvons-nous en tirer? Si l'importance, en terme de volume, du commerce franco-japonais varie dans le temps, nous ne pouvons passer à côté d'un fait : sa nature, c'est-à-dire les types de biens transigés, est largement uniforme. Que ce soit du côté des importations, largement dominées par la soie, ou de celui des exportations dominées par les lainages, la nature des échanges reste peu diversifiée dans le temps.

En quoi cela est-il significatif? L'état d'un tel commerce laisserait facilement croire que nous sommes face à deux économies constantes. Or ici ce n'est pas le cas. Si la France peut être considérée, durant cette période, comme relativement stable, le Japon est un pays qui se transforme. Alors que les autres pays profitent du développement du Japon et voient leurs exportations augmenter, la France garde à peu près le même niveau

---

<sup>187</sup> *Ibid.*, p.221.

<sup>188</sup> Lettre de De Roquette à St-Hilaire, 5 mai 1881, M.A.E., Correspondance commerciale Tokyo, vol.2, 1881-1882, folio 65.

<sup>189</sup> Jine-Mieung, *op. cit.*, p.222.

d'exportation vers le Japon, la faisant glisser de troisième pays exportateur à sixième pays, derrière l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, la Chine et l'Inde.

Du point de vue japonais, la place qu'occupe l'économie française ne cesse de décroître, même si les échanges ont une tendance à la hausse. Alors que la France compte pour 27% des exportations et 13% des importations du Japon en 1876, la part de la France dans les importations totales japonaises chute constamment, atteignant son plus bas niveau en 1894 avec moins de 4%. Du côté des exportations, la baisse est moins importante, passant d'une moyenne de 23% entre 1878 et 1883 à 18% pour la dernière décennie de notre recherche<sup>190</sup>.

Nous sommes en fait en présence d'un commerce typiquement impérial : la France s'intéresse aux matières premières nécessaires à son industrie et envoie quelques produits finis au Japon. Cette situation normale à l'origine de leurs relations n'évolue pas, même si le Japon, lui, évolue.

Le rôle du gouvernement dans ce contexte est passif, voir pessimiste. Nous pouvons prendre pour exemple le cas de la société productrice de gants Xavier Jouvin : alors qu'elle désire ouvrir une succursale au Japon en 1876, le représentant français en poste à Yokohama la décourage vivement, affirmant que les Japonais n'ont pas les moyens de s'offrir un tel produit.<sup>191</sup>

---

<sup>190</sup> 日本長期統計総覧 / *Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3, p.6 et p.73.

<sup>191</sup> Kraetzer à Banneville, 15 février 1876, M.A.E., Correspondance commerciale Yokohama, vol.1, 1870-1877, folios 363-364.

Les intérêts commerciaux ont-ils donc été un moteur de la politique française au Japon? Il est probable que, à ses débuts, ils jouent un rôle important. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, il est possible que l'ouverture du Japon soit motivée par des raisons économiques. C'est avec la question de l'ouverture du marché des œufs de vers à soie que nous voyons l'exemple le plus clair de l'influence de l'économie sur les relations entre les deux pays.

Sur ce point, il est difficile de croire en la coïncidence existant entre le projet d'arsenal à Yokosuka soumis au gouvernement français en janvier 1865<sup>192</sup>, la fondation d'un collège français à Yokohama en mars 1865<sup>193</sup> et la fin des restrictions sur la vente d'œufs de vers à soie<sup>194</sup>. Néanmoins, nous pouvons faire un parallèle avec la politique française globale à cette époque. En effet, la France est impliquée dans les constructions nationales en Italie et en Allemagne, ce qui peut nous faire penser que les motivations idéologiques ont joué également un rôle. En dehors de cette période, les échanges économiques ne laissent pas voir de véritable influence sur le politique. L'absence de transformation des échanges semble démontrer une certaine forme de laisser-aller de la part de la France au sujet du commerce avec l'archipel japonais, laissant supposer qu'il faille chercher ailleurs les motivations qui détermineront la politique française au Japon durant l'ère meiji.

---

<sup>192</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 16 janvier 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 13.

<sup>193</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 18 mars 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.13, 1865, folio 76.

<sup>194</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 10 septembre 1865, M.A.E., Correspondance consulaire et commerciale Yedo, vol. 4, 1865-1867, folio 75.



## **Chapitre 3 : La croix au Japon : influence de la religion sur les politiques françaises**

Protéger les chrétiens du monde a souvent été un *leitmotiv* de la France pour justifier ses actions en territoire étranger. Que ce soit au Liban, au Vietnam, en Chine ou en Corée, le Second Empire n'hésite que rarement à envoyer des troupes pour protéger les coreligionnaires et, au passage, augmenter la présence française sur ce territoire. Cependant, le cas japonais cadre mal dans ce mode opératoire sur deux points. D'abord, la présence chrétienne n'est pas liée à une vague missionnaire récente, contrairement aux cas chinois, vietnamien et coréen. Les chrétiens du Japon y pratiquent leur culte en secret depuis plus de deux siècles et profitent plutôt de la présence étrangère pour sortir de l'ombre. Le deuxième point est que la France n'adopte pas de politique agressive face au Japon. Alors qu'ailleurs elle ne perd pas de temps à agir avec force et vigueur, elle a plutôt opté pour une méthode douce au Japon en favorisant le dialogue diplomatique.

Nous amorcerons ce chapitre par une explication plus détaillée de la situation des chrétiens au Japon et de leur relation avec le pouvoir. Nous poursuivrons avec une étude du rôle des missionnaires lors des débuts des relations entre les deux pays, puis des actions de la France pendant les persécutions et après, alors que les missionnaires du monde se rendent au Japon afin d'évangéliser la population.

### **Christianisme et État japonais : une relation tendue**

Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, le christianisme n'est pas une nouveauté au Japon. L'arrivée de François-Xavier en 1547 provoque le début d'un important mouvement de christianisation du peuple japonais. Ce succès précoce est

attribuable au fait que le christianisme bénéficie à ce moment d'une fenêtre d'opportunité garantie par une guerre civile sanglante au Japon. Cette situation ébranle le contrôle exercé par le bouddhisme et pousse la population à opter pour ce nouveau culte, y voyant la promesse de quelque chose de mieux après une vie de misère<sup>195</sup>.

L'absence de gouvernement central permet aussi aux missionnaires d'agir avec plus de liberté qu'en Chine. Alors qu'en Chine l'Empereur dispose encore d'un pouvoir réel sur l'ensemble de son territoire, le Japon est, quant à lui, séparé en dizaines de petits fiefs indépendants les uns des autres qui sont souvent insoumis ou seulement partiellement soumis au pouvoir central. Cette situation permet aux missionnaires d'entrer en contact directement avec les autorités locales et, souvent, d'obtenir le droit de prêcher la bonne nouvelle sur le territoire. De plus, les différentes rivalités sont souvent utilisées par les missionnaires pour parvenir à leurs fins : si une province leur refuse l'entrée, il est probable que la province adverse les accepte à bras ouverts, espérant gagner les faveurs des Occidentaux<sup>196</sup>.

Toyotomi Hideyoshi, second unificateur du Japon, fait rapidement un parallèle entre ce culte et les Ikkô-ikki, une secte religieuse qui a posé de sérieux problèmes à son prédécesseur, Oda Nobunaga<sup>197</sup>. Les deux groupes religieux avaient comme point commun une grande force de cohésion, ce qui fait craindre à Hideyoshi un possible soulèvement des chrétiens. Il impose donc une première interdiction de culte en 1587, laquelle reste lettre morte, aucun effort n'étant fait pour l'appliquer. Déçu du manque de résultat, Hideyoshi ordonne la crucifixion de 26 chrétiens de Nagasaki en 1597<sup>198</sup>. Sa mort

---

<sup>195</sup> Pierre Dunoyer, *Christianisme et idéologie au Japon*, Du Cerf, 2012, Paris, p.26.

<sup>196</sup> Charles Ralph Boxer, *The Christian Century in Japan, 1549-1650*, University of California press, Los Angeles, 1951, p.42.

<sup>197</sup> Dunoyer, *op. cit.*, p.26.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p.27.

en 1598 et la lutte pour sa succession qui s'ensuit forcent une pause dans la politique de rejet des chrétiens.

C'est sous le troisième shogun du clan Tokugawa, Iemitsu (1604-1651), que les persécutions et la fermeture du Japon au christianisme s'opèrent réellement. Alors que dans le sud le christianisme est solidement enraciné, les autorités shogunales mettent tout en œuvre afin d'y mettre fin. Bien vite, les tortures et les persécutions mènent à la révolte de Shimabara en 1637. Croyant que les paysans de Kyūshū ont été embrigadés dans cette rébellion par les Portugais de Macao, Iemitsu met fin à la route de commerce Macao-Deshima en 1639<sup>199</sup>.

Cet événement clôt ce que l'on peut appeler le «siècle chrétien». Malgré le fait qu'une lourde inquisition lancée en 1640 a provoqué une vague d'apostasie et plus de 2000 emprisonnements<sup>200</sup>, certains groupes persistent jusqu'à l'arrivée des Occidentaux. Bien que leur culte se soit quelque peu modifié avec le temps, associant les saints catholiques à certains dieux shintos<sup>201</sup>, ils accueillent l'arrivée des Occidentaux avec espoir et sortent de l'ombre. Il n'en faut pas plus pour allumer la flamme des missionnaires.

## **L'influence du religieux sur les débuts des relations avec le Japon**

Malgré la fermeture du Japon, les catholiques ne perdent pas espoir et rêvent de retourner en ce pays qui leur avait été si profitable. Des indices qui vont de rescapés japonais au large des Philippines arborant des crucifix à un cas d'exilés en Corée accusé

---

<sup>199</sup> Boxer, *op. cit.*, p.383.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p.396.

<sup>201</sup> *Idem.*

de christianisme laissent d'ailleurs penser aux missionnaires que le culte n'est pas mort au Japon<sup>202</sup>.

Le premier pas vers un retour des missionnaires au Japon est effectué par le pape Grégoire XVI lorsqu'il comprend l'archipel japonais des Ryūkyū dans le vicariat apostolique de Corée en 1832<sup>203</sup>. Le but avoué de l'inclusion de cet archipel est de permettre aux missionnaires d'apprendre la langue japonaise, première étape vers un retour en force au Japon. Il faudra cependant attendre que la défaite de la Chine en 1842 donne une plus grande latitude aux Occidentaux dans la région pour voir un développement sur ce front.

Cet intérêt du clergé coïncide avec l'intérêt de l'amiral Cécile, commandant de la flotte française en mer de Chine. Voyant dans cet archipel un lieu stratégique permettant de surveiller la situation à la fois en Chine et au Japon, il y fait débarquer le 28 avril 1844 l'abbé Forçade, des missions étrangères et un catéchiste chinois nommé Augustin Ko<sup>204</sup>. Gardé dans un temple bouddhiste de la région de Naha, l'abbé Forçade n'obtiendra que peu de succès, que ce soit en ce qui touche les conversions ou dans la compréhension de la langue.

Malgré ce manque de succès, le Vatican n'entend pas abandonner l'idée d'envoyer à nouveau des missionnaires au Japon. En 1846, le pape Grégoire XVI instaure le vicariat apostolique du Japon, avec à sa tête l'abbé Forçade. Le départ de l'abbé Forçade pour prendre son poste à Hong-Kong et la mort du père Adnet, un autre missionnaire installé

---

<sup>202</sup> Otis Cary, *A history of Christianity in Japan*, Charles E. Tuttle Company, Tokyo, 1976, p.258.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p.259.

<sup>204</sup> Cordier, *op. cit.*, p.411.

aux Ryūkyū en juillet 1848, laissent cependant le père Turdu seul à Naha jusqu'à son départ un mois plus tard<sup>205</sup>.

En 1853, monseigneur Colin remplace l'abbé Forçade au titre de vicaire du Japon. Plus énergique que son prédécesseur, il enverra en 1855 les pères Girard, Furet et Mermet à Naha afin de préparer le retour du christianisme au Japon<sup>206</sup>. Cette plus grande activité des missionnaires français dans la région n'est certainement pas étrangère au nouveau régime en France à partir de 1852, puisque la Société des missions étrangères devient l'un des plus importants lobbies à Paris<sup>207</sup>. De retour à Hong Kong en 1857, Mermet se joint à l'expédition du baron Gros à titre de traducteur.

Malgré l'enthousiasme des missionnaires à l'ouverture des relations avec le Japon, Paris prend une position plutôt tiède à leur égard. Walewski, dans une communication avec Duchesne de Bellecourt, indique que « (...) nous ne pouvons pousser très loin nos exigences sur cet objet (le christianisme), de se contenter à stipuler que nos nationaux pourraient exercer librement leur culte et élever dans ce but des édifices nécessaires sur les terrains affectés à leur résidence »<sup>208</sup>. Il faut dire qu'une des priorités de la France dans l'ouverture du Japon est de limiter les coûts de l'opération et d'éviter à tout prix de devoir recourir à la force<sup>209</sup>.

Les débuts de la présence française au Japon n'entraîneront pas de véritable développement en ce qui a trait au christianisme. Les deux missionnaires les plus influents

---

<sup>205</sup> *Ibid.*, p.417.

<sup>206</sup> Cary, *op. cit.*, p.274.

<sup>207</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.377-378.

<sup>208</sup> Walewski à Duchesne de Bellecourt, 8 juin 1859, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 1, 1854-1859, folio 94.

<sup>209</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.381.

de l'époque, Mermet et Girard, occuperont plutôt des postes laïques. Mermet obtient l'autorisation de fonder une école française au nord du Japon, à Hakodate, dès 1860<sup>210</sup> alors que Girard, le chef de mission au Japon, joue le rôle d'interprète pour Duchesne de Bellecourt à Yokohama<sup>211</sup>.

Ce n'est qu'à partir de 1862 que les missionnaires perdent patience et tentent de pousser le gouvernement de Napoléon III vers une politique plus énergique au sujet de la religion. D'une part, Girard tente d'inciter le gouvernement français à profiter de la mission japonaise en France pour convaincre les ambassadeurs japonais des bienfaits du christianisme<sup>212</sup>. D'autre part, comme le permettent les traités, il fait construire une chapelle sur les terrains donnés à la mission française à Yokohama. Consacrée en janvier 1862, la chapelle attire des foules de curieux japonais<sup>213</sup> ainsi que l'attention du gouvernement local. Le gouverneur de Yokohama fait arrêter entre 22 et 36 Japonais qui ont visité la chapelle et décide de les exécuter<sup>214</sup>. Ce n'est qu'avec l'intervention de Bellecourt, exhortant les missionnaires à cesser de professer la foi aux Japonais, que cette crise prend fin<sup>215</sup>.

La première phase dans les relations religieuses entre la France et le Japon se termine en 1863. L'assassinat du ressortissant britannique Richardson et l'expédition punitive contre les batteries de Chôshû rendent le climat précaire au Japon. Jusqu'en 1865, la question

---

<sup>210</sup> Duchesne de Bellecourt à Walewski, 24 janvier 1860, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 2, 1860, folio 25.

<sup>211</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.382.

<sup>212</sup> Lettre de l'abbé Girard à Walewski, 21 janvier 1862, Correspondance politique Japon, vol. 5, 1862, folio 19-51.

<sup>213</sup> Cary, *op. cit.*, p.279-280.

<sup>214</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.382.

<sup>215</sup> Duchesne de Bellecourt à Thouvenel, 24 mars 1862, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 5, 1862, folio 146-152.

religieuse n'occupera plus une place d'importance, malgré le lobbying effectué par Girard<sup>216</sup>.

La situation politique au Japon n'explique cependant pas à elle seule l'apaisement de la question religieuse. Bellecourt semble également un peu mieux saisir l'enjeu que représente le christianisme pour le gouvernement japonais à partir de 1863.

« Les principes du christianisme effraient par-dessus tout les hautes classes japonaises parce qu'ils contiennent des principes d'affranchissement moral qui semblent battre en brèche les bases constitutives de la société féodale de ce pays où l'asservissement des masses se justifie par une sorte de théologie qui n'accorde une origine primordiale respectable qu'à ceux qui appartiennent à une classe privilégiée (...) »<sup>217</sup>

Il est fort probable qu'avec comme but principal de faire respecter les traités, Bellecourt juge plus sage de ne pas forcer la main du gouvernement japonais sur cette question et de ne pas encourager les missionnaires. L'arrivée de Roches au poste de représentant français au Japon en 1864 change également la dynamique des relations, la France devenant une proche collaboratrice du bakufu.

---

<sup>216</sup> Lettre de l'abbé Girard à Drouyn de Lhuys , 30 août 1863, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 10, août-décembre 1863, folio 106-112.

<sup>217</sup> Duchesne de Bellecourt à Drouyn de Lhuys, 30 août 1863, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 10, août-décembre 1863, folio 104.

## La France et la crise des Urakami

La véritable crise liée au christianisme durant cette période se déroule loin de la capitale japonaise, près de la ville de Nagasaki au sud du Japon. Présents depuis 1862, les missionnaires français se contentent jusqu'en 1865 de fournir une éducation en français aux résidents étrangers et aux Japonais désirant apprendre la langue française<sup>218</sup>. La construction d'une église à Nagasaki en février 1865 changera cependant la situation.

Cette église attire, le 17 mars 1865, un groupe de Japonais provenant du village d'Urakami et se réclamant de la foi chrétienne. Ils y sont accueillis à bras ouverts par le père Bernard Petitjean qui y voit l'espoir de trouver d'autre secte chrétienne au Japon<sup>219</sup>. Le père Petitjean et son seul compatriote à Nagasaki, le père Joseph Laucaigne<sup>220</sup>, entreprennent alors de retrouver ces croyants. Ces visites dans l'arrière-pays qui sont accompagnées de messe-clandestines vont évidemment contre les traités signés plus tôt, mais le père Petitjean pense bien que les rapprochements entre Roches et le bakufu lui permettront de poursuivre cette pratique<sup>221</sup>.

Cette audace rapporte quelques succès au père Petitjean au début de 1867 et il est fier d'annoncer à Roches « que les missionnaires placés sous ses ordres avaient découvert dans la province de Nagasaki un assez grand nombre d'indigènes ayant conservé les traditions du christianisme et qu'ils avaient établi des relations secrètes avec eux »<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> Cary, *op. cit.*, p.281.

<sup>219</sup> Jean Charbonnier, Mission étrangère de Paris, *Le Japon*, [En ligne].  
<http://www.mepasie.org/rubriques/haut/pays-de-mission/le-japon/> (Page consulté le 6 janvier 2014).

<sup>220</sup> *Idem*.

<sup>221</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.384.

<sup>222</sup> Léon Roches à Moustier, 8 août 1867, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 15, 1867, folios 136-137.



Roches est cependant bien loin de partager son enthousiasme et, sans empêcher les actions des missionnaires, conseille vivement d'être prudent.

« Tout en admirant la constance avec laquelle les traditions de la foi catholique s'étaient perpétuées, après plus de deux siècles, chez les descendants de ceux qui avaient payé de leur vie leur attachement à cette doctrine, je ne laissai pas que d'attirer la plus sérieuse attention de Mgr Petitjean sur les dangers qu'un excès de zèle pourrait amener dans une pareille question. J'ajoutai que les traités étant formels en ce qui concerne la propagande religieuse, mon devoir serait de m'y opposer, mais que, confiant dans l'esprit de prudence de la mission apostolique, je fermerais les yeux, tant que des actes ne s'inspirant de cet esprit de prudence ne réclameraient pas mon intervention. »<sup>223</sup>

Aussi, lorsque les chrétiens d'Urakami seront emprisonnés en 1867, Roches se désolera qu'au moment où le bakufu lutte pour sa survie sur la question des traités, des ressortissants français se permettent de ne pas les respecter<sup>224</sup>. Cette question reste cependant en suspens pendant un moment puisque la situation politique fragile invite Roches et le bakufu à faire preuve de prudence<sup>225</sup>. Celle-ci n'empêchera pas le Japon de tomber en guerre civile dès 1868, écartant la religion des principales préoccupations de la France.

La chute du bakufu n'entraîne rien de bon pour le catholicisme au Japon puisque le gouvernement de Meiji décide d'établir le Shintoïsme comme religion d'État<sup>226</sup>. Cette

---

<sup>223</sup> *Idem.*

<sup>224</sup> *Ibid.*, p.140.

<sup>225</sup> Sims, *op. cit.*, p.83.

<sup>226</sup> Jean Charbonnier, Mission étrangère de Paris, *Le Japon*, [En ligne].

<http://www.mepasie.org/rubriques/haut/pays-de-mission/le-japon/> (Page consulté le 6 janvier 2014).

politique provoque un durcissement du ton face aux mouvements chrétiens, situation décrite par Roches dans une communication au Quai d'Orsay en 1868<sup>227</sup>.

La politique de la ligne dure du gouvernement japonais a cependant l'effet contraire chez les missionnaires. Malgré les interdictions, les arrestations et les conseils de leurs représentants à Edo, leur zèle augmente et cause bien des soucis à Outrey<sup>228</sup>, remplaçant de Roches. Son opinion se rapproche d'ailleurs de celle de Roches, préférant privilégier la stabilité politique du Japon à la cause chrétienne.

« Ce langage des autorités japonaises est-il tout à fait spécieux? On ne pourrait l'affirmer, car, si on écarte les accusations d'ingérences politiques et d'incitation à la rébellion, il reste deux faits dont on ne peut méconnaître la gravité pour un pays qui a déjà à lutter contre des éléments divers de trouble dont son organisation intérieure est menacée. D'abord, le christianisme introduit forcément avec lui des idées d'égalité ou d'indépendance sociales qui sont de nature à bouleverser l'organisation du pays par castes et professions. Le second lieu, il doit nécessairement amener une lutte avec les religions indigènes, lutte dont le premier effet sera d'amener une scission dans le sein même des populations. Toutes ces considérations rendent la question extrêmement délicate et imposent aux représentants étrangers une grande prudence. Tous mes collègues sont de cette opinion et, d'un commun accord, nous avons décidé de suspendre toute démarche officielle par écrit jusqu'à ce que nous ayons pu discerner le plan réel que se propose le gouvernement japonais. »<sup>229</sup>

---

<sup>227</sup> Léon Roches à La Valette, 27 mai 1868, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 16, 1868, folio 144.

<sup>228</sup> Ange-Maxime Outrey à La Valette, 7 juillet 1868, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 16, 1868, folio 187.

<sup>229</sup> *Ibid.*, folios 190-191.

En novembre 1868, une autre crise vient miner la position d'Outrey au Japon. Alors que la première mission militaire française prend fin, certains officiers français dirigés par Jules Brunet<sup>230</sup> décident de rejoindre les troupes du nord et de combattre le nouveau régime<sup>231</sup>. Bien qu'Outrey, avec l'aide de l'Angleterre<sup>232</sup>, parvienne à garder la confiance de l'empereur du Japon, la participation française à cette rébellion limite la capacité de la France à s'imposer sur la question religieuse.

Ce n'est qu'avec la fin des conflits au Japon qu'Outrey recommencera à s'intéresser à la question des persécutions. S'il affirme que son but est de mettre fin à cette situation, il semble toutefois douter quelque peu de la véracité des faits rapportés par les missionnaires français.

« Cependant, la plupart des agents des diverses puissances établis à Nagasaki révoquent en doute ces nouvelles (persécutions) apportées par des catéchistes. Ils signalent bien des troubles dans les îles Goto mais ils les attribuent à des causes qui n'auraient rien de commun avec la religion et ils croient que si des chrétiens ont été impliqués dans des mesures de répression générale, on ne peut pas accuser les autorités d'avoir cédé à des sentiments de fanatisme. »<sup>233</sup>

---

<sup>230</sup> Instructeur d'artillerie de la mission militaire française.

<sup>231</sup> Ange-Maxime Outrey à La Valette, 11 novembre 1868, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 17, septembre-décembre 1868, folio 231.

<sup>232</sup> Ange-Maxime Outrey à La Valette, 16 janvier 1869, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 18, 1869, folio 46.

<sup>233</sup> Ange-Maxime Outrey à La Valette, 11 février 1869, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 18, 1869, folio 84.

Jusqu'en 1870, Outrey évite de confronter le gouvernement japonais. D'une part, il craint qu'une pression trop forte venant d'une puissance étrangère nuise aux missionnaires, confortant l'idée que cette religion étrangère est dangereuse pour la souveraineté nipponne.<sup>234</sup> D'autre part, il veut éviter que la France ne se retrouve isolée sur cette question, ce qui pourrait donner un avantage certain aux autres puissances dans l'archipel<sup>235</sup>.

Il adoptera, néanmoins un discours un peu plus rigide suite à la déportation de 3000 chrétiens d'Urakami en janvier 1870<sup>236</sup>. Pour la première fois, Outrey bénéficie de l'unanimité des puissances étrangères qui s'accordent sur la nécessité de faire front commun. Mais la rencontre entre les représentants étrangers et les représentants du gouvernement japonais échouant, la situation restera inchangée<sup>237</sup>.

Le gouvernement français ne se range cependant pas derrière le durcissement du ton d'Outrey. Le Quai d'Orsay choisit plutôt de respecter le cadre des traités et réaffirme que la France n'a aucun droit de regard sur les questions religieuses au Japon<sup>238</sup>. Même l'invitation de la part de Terashima Munenori<sup>239</sup> où il affirme qu'une démonstration de force ferait plier le gouvernement de Meiji ne provoque pas de changement dans la politique française<sup>240</sup>.

---

<sup>234</sup> Sims, *op. cit.*, p.85.

<sup>235</sup> *Idem*.

<sup>236</sup> Ange-Maxime Outrey à Daru, 22 janvier 1870, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 19, août 1869-février 1870, folios 146-147.

<sup>237</sup> Ange-Maxime Outrey à Daru, 19 avril 1870, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 20, mars-décembre 1870, folio 70.

<sup>238</sup> Note au ministre, 4 juin 1870, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 20, mars-décembre 1870, folio 61.

<sup>239</sup> Un officiel japonais issu de Satsuma.

<sup>240</sup> Sims, *op. cit.*, p.88.

Outrey n'abandonne pas et tente d'utiliser la récente demande du gouvernement japonais qui tente d'obtenir une nouvelle mission militaire afin de faire valoir son point au sujet des persécutions chrétiennes<sup>241</sup>. La rencontre qu'il a avec Terashima à ce sujet lui fait néanmoins changer d'avis. Il a dès lors l'idée que le Japon n'abolira les édits anti-chrétiens que lorsqu'il sera assez puissant pour ne plus craindre les étrangers<sup>242</sup>.

Ce changement d'opinion de la part d'Outrey combiné à la défaite de la France face à la Prusse mettent fin à l'intérêt que porte la France à la question chrétienne<sup>243</sup>. N'ayant plus les moyens d'agir dans la région, elle n'aura d'autre choix que de limiter ses interventions sur le sujet. Cette décision peut cependant être considérée, en perspective, comme sage : Paul de Turenne annonce avec satisfaction que les édits anti-chrétiens disparaissent du Japon le 17 mars 1873<sup>244</sup>.

## **La France et l'expansion du christianisme au Japon**

Bien qu'entre 1873 et 1885 le nombre de catholiques double pour atteindre le chiffre de 31 000 pratiquants<sup>245</sup>, les gains des missionnaires sont jugés limités<sup>246</sup>. Cette situation n'empêche pas Joseph-Adam Sienkiewicz <sup>247</sup> de voir l'avenir du catholicisme avec optimisme. Selon lui, il ne fait aucun doute que le Japon fera un jour parti des pays

---

<sup>241</sup> Ange-Maxime Outrey à Gramont, 4 juin 1870, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 20, mars-décembre 1870, folio 70.

<sup>242</sup> Sims, *op. cit.*, p.89.

<sup>243</sup> *Ibid.*, p.90.

<sup>244</sup> Paul de Turenne à Rémusat, 17 mars 1873, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 22, janvier-juillet 1873, folio 83.

<sup>245</sup> *Ibid.*, p.400.

<sup>246</sup> Lehmann, 1979, *loc. cit.*, p.395-396.

<sup>247</sup> Ambassadeur français à Tokyo d'octobre 1883 à mai 1884.

chrétiens<sup>248</sup>. La principale crainte de Sienkiewicz est plutôt de déterminer vers quel christianisme le mikado se tournera.

Évidemment, cette question révèle la rivalité entre la France, la Russie et l'Angleterre, chaque puissance espérant voir le Japon adopter sa version du christianisme. Mais cette rivalité ne dépasse pas les portes des salons où se rencontrent les représentants : le christianisme n'acquiert pas l'importance que certains lui prévoyaient. Si le protestantisme, porté par l'avantage qu'a l'anglais au Japon, a le plus d'influence<sup>249</sup>, il reste tout de même marginal dans cette société profondément attachée à ses cultes ancestraux.

Dans cette course aux conversions, les représentants français ne semblent pas avoir agi dans un sens ou dans l'autre. Certes, ils favorisent ouvertement une plus grande progression du catholicisme, mais ne font rien pour aider les missionnaires français. Ils espèrent plutôt que, avec l'ouverture du Japon aux différentes religions, les missionnaires seront capables tout seuls de gagner le cœur des Japonais.

### **La religion : motivation de la France au Japon?**

Il est faux de dire que la France est indifférente au sort des chrétiens et aux succès des missionnaires durant la période. La question religieuse occupe bien souvent une importance non négligeable dans les correspondances entre Paris et Tokyo, et les représentants du clergé semblent bénéficier d'un lien privilégié avec les représentants

---

<sup>248</sup> *Ibid.*, p.396.

<sup>249</sup> *Ibid.*, p.397.

français. Les missionnaires sont même un rouage indispensable pour l'ouverture des relations avec le Japon, étant ceux qui le connaissent le mieux.

Cependant, la France n'oriente à aucun moment sa politique en fonction des missionnaires. Que ce soit lors des débuts, des crises ou de la libéralisation des religions, la France n'adopte jamais une position stricte sur la religion. Même aux pires moments de la crise, elle ne met pas en danger sa situation au Japon pour des raisons religieuses.

Ce choix est explicable par deux éléments. Tout d'abord, la France n'a pas les moyens d'exercer une véritable pression sur cette question. Vaincue en 1870, elle ne peut forcer le Japon dans une direction ou dans une autre. La seconde raison est un manque de volonté. La France veut éviter à tout prix de se retrouver isolée au Japon, que ce soit pour garder de bonnes relations avec Tokyo ou afin de ne pas dégrader celles qu'elle a avec les autres puissances.





## **Chapitre 4 : le Japon au cœur d'une politique française en Extrême-Orient?**

Nous avons vu dans les précédents chapitres que ni l'intérêt économique ni la religion ne peuvent expliquer complètement l'implication de la France au Japon. À partir de cette constatation, nous pourrions alors utiliser les arguments de Sims et de Medzini qui mettent en évidence que le rôle des chargés d'affaires et l'importance du prestige seraient les motivations principales des relations entre les deux pays. Or, au fil de nos recherches, il nous est apparu nécessaire d'aborder un point qui est souvent passé sous silence, c'est-à-dire la relation entre l'implication française au Japon et son principal intérêt en Extrême-Orient : l'Indochine.

Il ne s'agit pas ici de trouver des liens entre l'Indochine et le Japon, mais plutôt de tenter de prendre la politique française en Extrême-Orient comme un tout. Quel en est l'intérêt? Cette région du globe possède une particularité qui rend nécessaire une étude plus large de la situation : la prédominance chinoise. Toute cette région est, à l'époque, largement influencée par la Chine, et il est impossible d'y agir sans provoquer de réaction de la part de Pékin. Serait-ce alors possible que la politique française au Japon soit le résultat de son face à face avec la Chine au sujet de l'Indochine? Ou encore, est-ce que la position de la France dépend davantage de ses relations avec les autres puissances européennes?

Pour tenter de répondre à cette interrogation, nous allons séparer la période étudiée en quatre phases : de 1858 à 1864; de 1864 jusqu'en 1868; de 1868 jusqu'en 1885; de 1885 à 1895. Ses phases cernent, pour l'essentiel, les grandes tendances de la politique française au Japon et permettent de chercher, en les plaçant dans un contexte plus large, les raisons qui motivent la France.

## 1858 à 1864 : la France, alliée de l'Angleterre

Il ne fait pas de doute que les relations avec l'Angleterre jouent pour beaucoup dans la position française au Japon, du moins jusqu'en 1868. Comme nous l'avons vu dans le chapitre premier, l'importance que prend l'Angleterre est visible dès les plans de traité initiaux de la France.

Cette situation n'est pas surprenante. La France et l'Angleterre sortent toutes deux victorieuses de la Guerre de Crimée en 1856 et de la Seconde Guerre de l'opium en 1859, ce qui démontre une certaine proximité des deux régimes. Cependant, cette proximité est bien fragile : les actions françaises au Liban et en Italie provoquent déjà des protestations en Angleterre et un refroidissement des relations<sup>250</sup>.

Dans ce contexte, il est aisé d'expliquer la proximité de la politique française avec celle de l'Angleterre au Japon. Plutôt que de chercher à s'imposer comme partenaire dominant auprès du gouvernement japonais, la France cherche à montrer sa bonne volonté à Londres et demande à Bellecourt «de prêter le concours le plus cordial à M. Alcock dans la limite que comportent vos attributions et à ne rien négliger»<sup>251</sup>.

Concrètement, cette politique pousse Bellecourt à se positionner à plusieurs reprises en accord complet avec l'Angleterre. Nous voyons cela, par exemple, en 1861 lorsque Bellecourt, le représentant anglais Alcock et leur homologue néerlandais de Witt se

---

<sup>250</sup> Charles Iain Hamilton, *Anglo-French Naval Rivalry, 1840-1870*, Oxford, Clarendon Press, 1993, p.80-81.

<sup>251</sup> Thouvenel à Bellecourt, 10 mars 1860, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 2, 1860, folio 101.

retirent à Yokohama en guise de protestation face à la mauvaise foi japonaise<sup>252</sup>. Puis, en 1863, Bellecourt et son homologue anglais font une proposition conjointe au shogun afin de lui venir en aide<sup>253</sup>, proposition qui n'avait pas été autorisée par Paris<sup>254</sup>. La réponse de Paris à cette proposition est sans équivoque : il n'est pas question d'amputer des troupes de Cochinchine pour le Japon, surtout que les avantages de la Cochinchine sont bien plus tangibles<sup>255</sup>. Cela montre tout de même la tendance à Yokohama voulant que la France suive les traces de son allié, même si cela implique un désavantage.

Cette première phase que nous considérons comme anglophile peut être résumée par les paroles de Bellecourt, peu de temps avant son départ :

«Nous continuerons donc à agir avec les représentants de l'Angleterre dans cet esprit de loyal accord qui a toujours été ma règle de conduite, ainsi que je me suis déjà efforcé, Monsieur le Ministre, de le démontrer l'an dernier à l'occasion de divers incidents qui se produisirent à la nuit de l'attentat du 14 septembre (...)»<sup>256</sup>.

Nous remarquons que, pour l'essentiel, la France évite de faire du Japon un point de tension avec l'Angleterre et semble même tenter d'en faire un point de rapprochement, comme c'est le cas pour sa participation à la Seconde Guerre de l'opium en Chine.

---

<sup>252</sup> Bellecourt à Thouvenel, 18 janvier 1861, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 3, janvier-juin 1861, folios 26-27.

<sup>253</sup> Bellecourt à Drouyn de Lhuys, 10 mai 1863, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 8, janvier-mai 1863, folio 259.

<sup>254</sup> Sims, *op. cit.*, p.36.

<sup>255</sup> Drouyn de Lhuys à Bellecourt, 18 juillet 1863, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 9, juin-juillet 1863, folio 274.

<sup>256</sup> Bellecourt à Drouyn de Lhuys, 30 juin 1863, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 9, juin-juillet 1863, folio 183.

Cette phase peut également être comprise d'une manière différente, sans être contradictoire, en plaçant la Chine comme point central de la politique française au Japon. Durant cette période, la France semble compter sur le support anglais dans la région, ce qui lui permet de ne pas se retrouver seule face à la Chine. Contrairement aux périodes suivantes, elle ne craint pas l'isolement dans la région et, de toute façon, ne voit certainement pas dans le Japon un allié potentiel. Elle préfère donc cultiver la bonne entente avec Londres, et cela passe par un rôle de soumission aux intérêts britanniques.

### **1864-1868 : Roches et le rapprochement franco-japonais**

Avec l'arrivée de Roches en poste, nous constatons que la France tente plutôt de tisser des liens plus étroits avec le bakufu, même si cela entraîne à quelques reprises des tensions entre Paris et Londres. À peine est-il installé à Yokohama que nous remarquons un changement de ton déterminant dans les correspondances puisqu'il se montre plus critique à l'égard de l'Angleterre au sujet du soutien qu'elle donnerait à Satsuma. Convaincu de devoir soutenir le bakufu, Roches exprime ses craintes au ministre en août 1864 au sujet des activités de l'Angleterre en mer intérieure<sup>257</sup>.

Néanmoins, la bonne entente se poursuit entre les deux puissances et semble même se renforcer lorsque Roches, allant contre une partie des ordres de l'Empereur, décide de joindre les forces françaises au Japon à l'expédition britannique contre Satsuma<sup>258</sup>. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, si la France ne veut pas envoyer de soldats au Japon,

---

<sup>257</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 17 août 1864, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 12, août-décembre 1864, folio 22.

<sup>258</sup> Ministre de la marine à Drouyn de Lhuys, 26 août 1864, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 12, août-décembre 1864, folio 48.

elle souhaite toutefois rester proche de l'Angleterre et ordonne à ses envoyés à Edo de prêter leur aide autant que possible aux envoyés anglais<sup>259</sup>.

C'est à partir de 1866 que nous remarquons que la rivalité entre la France et l'Angleterre prend de l'importance. Alors qu'avant Roches se contente d'informer le ministre des actions britanniques en mer intérieure, il annonce qu'il débat ouvertement des relations entre l'Angleterre et les provinces du sud avec ses collègues étrangers dans une correspondance de 1866.

«J'ai chaque jour l'occasion de combattre dans l'esprit de mes collègues les tendances qu'ils montrent en faveur des princes féodaux parce que leurs négociants leur persuadent que leur commerce retirerait de grands avantages de relations directes avec leurs provinces.»<sup>260</sup>

C'est à ce moment que Roches commence à s'impliquer plus activement dans la politique japonaise, par exemple en proposant auprès du shogun l'idée de faire de Yokohama un port franc, comme Hong-Kong. Évidemment, cette idée est vivement contestée par les Britanniques puisqu'ils y voient déjà un port qui pourrait faire compétition à Hong-Kong sur le marché américain<sup>261</sup>.

Même la question de l'aide militaire envoyée par la France peut être interprétée comme un signe d'éloignement de Roches envers son homologue anglais. Si dans le cas de l'arsenal, Roches craint que la France se fasse prendre de vitesse par une autre puissance

---

<sup>259</sup> Thouvenel à Bellecourt, 10 mars 1860, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 2, 1860, folio 101.

<sup>260</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 15 février 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, folio 62.

<sup>261</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 15 février 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, folio 123.

qui risquerait d'être l'Angleterre<sup>262</sup>, dans le cas de la mission militaire il semble qu'un de ses buts soit de ne pas laisser le monopole à Londres qui a déjà déployé le XXe régiment d'infanterie de la Reine sur l'archipel<sup>263</sup>.

Par ailleurs, Roches n'est pas le seul de la délégation française au Japon à se préoccuper des agissements de l'Angleterre. Le contre-amiral Pierre-Gustave Roze, commandant en chef de la division navale en mer de Chine, s'inquiète de la proximité entre sir Harry Parkes, nouveau représentant anglais au Japon, et le prince de Nagato (Choshu)<sup>264</sup>.

Souvent, les auteurs ont centré leur analyse sur le côté nipponophile de Roches, se basant sur les paroles de son successeur lorsqu'il décrit la politique de Roches comme une «politique personnelle»<sup>265</sup>. Nous nous permettons cependant de remettre les paroles d'Outrey en cause, ce dernier ayant dans cette même lettre un langage qui exprime clairement son dédain pour le Japon.

«Il est incroyable que tout le monde se soit donné le mot pour présenter à l'Europe un Japon de fantaisie. C'est en somme, un pays des plus médiocres, à tout point de vue. En revanche, tout y est hors de prix et le bénéfice du change d'autrefois est devenu aujourd'hui une perte nette de 15 à 20% pour tous ceux qui doivent faire venir leur argent d'Europe. Pour ce qui est du climat, jusqu'à présent il est insupportable».<sup>266</sup>

---

262 Roches à Drouyn de Lhuys, 10 janvier 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 13, 1865, folio 15.

263 Roches à Drouyn de Lhuys, 15 février 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, folio 62.

264 Lettre du contre-amiral Roze à La Valette, 6 octobre 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, p.314.

265 Lettre de Outrey au comte de Saint-Vallier, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol.16, Roches et Outrey, janvier – août 1868, p.305.

266 *Idem*.

S'il est évident que Roches agit en suivant dans une large mesure ses propres impressions, c'est d'abord et avant tout un concours de circonstance qui lui a permis de se rapprocher du bakufu. L'absence de représentant anglais, due au départ d'Alcock et l'arrivée tardive de Parkes, ainsi que la guerre de Sécession américaine force le bakufu à se rapprocher de la France et trouve en Roches un interlocuteur pour le moins ouvert à leur cause<sup>267</sup>. Même si certaines actions de Roches ont été à l'encontre des ordres de Paris, il n'en demeure pas moins que d'importants pans de la politique qu'il a mise en place, tels l'envoi d'une mission militaire française et la création d'un arsenal, l'ont été en accord avec le Quai d'Orsay.

Nous pouvons également relever que la position de Roches n'est pas éloignée de celle du ministre de la Marine sur cette question. Dans une communication datée du 23 juillet 1865, il affirme être prêt à donner tout le soutien possible au Japon dans le cadre de la mise en place de l' Arsenal de Yokosuka et espère y voir un premier pas pour un lien Saïgon-Yokohama fort, le tout sous une forte influence française<sup>268</sup>

Replacer dans son contexte, la politique française au Japon peut bien s'expliquer autrement que par le discours classique de Sims et Medzini. Les relations que la France a avec l'Angleterre à la fin des années 1860 sont pour le moins tièdes<sup>269</sup>, ce qui peut bien avoir poussé la France à laisser Roches mener ce rapprochement avec le bakufu. Ici encore, en plaçant la Chine au centre de la politique française en Extrême-Orient, nous pouvons y voir un lien; de plus en plus isolé en Europe et dépourvue d'allié dans la région, le

---

<sup>267</sup> Lehmann, 1980, *loc. cit.*, p.304

<sup>268</sup> Ministre de la Marine à Drouyn de Lhuys, 26 juillet 1865, M.A.E., Affaires diverses politique : Japon, vol. 1, 1814-1896.

<sup>269</sup> Laurent Theis, «Le Second Empire, ou l'effervescence incertaine», dans *Histoire de la diplomatie française*, Tome 2 : *De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2007, p.127.

gouvernement français tend à accorder son soutien à Roches dans le but de se créer lui-même un allié capable de faire levier contre la Chine.

Nous voyons d'ailleurs des signes d'une telle politique dans une correspondance de Roches de 1865. Suite à une demande du gouvernement japonais d'obtenir quelques chevaux de la race d'Algérie, Roches soulève le point que ce «serait un jour une précieuse ressource pour notre colonie de Cochinchine, sans parler des éventualités qui peuvent se produire en Chine(...)»<sup>270</sup>.

La Russie occupe aussi une place non négligeable dans la politique française au Japon. Durant cette période, le Japon et la Russie sont en conflit au sujet de leur frontière commune au nord, et cette question ne peut qu'intéresser la France. D'une part, être influente au Japon permet à la France d'exercer une pression sur le résultat des négociations entre le Japon et la Russie. D'autre part, cette question est d'une importance déterminante pour la dynamique régionale, car un gain de la Russie lui permettrait de déployer ses forces navales en toutes saisons en Extrême-Orient.

L'influence française au Japon lui permet en 1865, par exemple, de pousser le Japon à ne pas concéder l'île de Sakhaline aux Russes<sup>271</sup>. Cela n'empêche cependant pas la Russie de prendre possession de l'île et de dépasser la limite du 52<sup>e</sup> parallèle en 1866<sup>272</sup>. Cette question ne sera cependant pas résolue durant la période de Roches : la crise politique

---

<sup>270</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 17 décembre 1865, M.A.E., Correspondance consulaire et commerciale Yedo, vol. 4, 1865-1867, folio 157.

<sup>271</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 4 avril 1865, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 13, 1865, folios 98-99.

<sup>272</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 10 juillet 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, folio 206.



intérieure au Japon éclipse rapidement la question Russe et rend impuissant le gouvernement japonais pendant un peu plus d'un an.

Nous pouvons finalement noter que l'Angleterre, pour sa part, s'éloigne volontairement de la France. Alors que la France poursuit une politique qui vise à ne transiger qu'avec le gouvernement officiel du Japon, l'Angleterre se rapproche des provinces du sud, ce qui les encourage à renverser le gouvernement. Roches suppose que son homologue anglais, Parkes, agit ainsi par jalousie d'être le deuxième en importance auprès du bakufu<sup>273</sup>.

Pris sous cet angle, nous pouvons remettre en question le rôle que l'on attribue bien souvent à Roches dans la rivalité franco-anglaise au Japon. Roches semble plutôt avoir saisi l'opportunité qui s'offrait à lui pour améliorer la position française au Japon, ce qui a été relativement facile puisque l'Angleterre, de par sa politique au Japon, devenait suspecte aux yeux du bakufu.

## **1868-1885 : ni trop proche ni trop loin**

La restauration de Meiji en 1868 et la chute du Second Empire deux ans plus tard changent la politique française au Japon. D'une part, la France perd sa prédominance dans l'archipel lorsque ce termine le gouvernement du bakufu. Sans être désavantagée, elle ne bénéficie plus d'une relation intime avec le nouveau régime et n'est plus qu'une puissance parmi les autres. D'autre part, la France abandonne en partie ses ambitions

---

<sup>273</sup> Roches à Drouyn de Lhuys, 26 juin 1866, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 14, 1866, folio 180.

extraeuropéennes après sa défaite contre l'Allemagne pour concentrer son attention sur sa remise en état.

Ces raisons auraient bien pu mettre fin à l'influence française au Japon, mais ce n'est pas le cas. Dès 1872, la France envoie une seconde mission militaire, composée d'officiers plus expérimentés que la mission précédente<sup>274</sup>. Quelles raisons peuvent pousser la France à aider la modernisation de l'armée d'un pays aussi lointain que le Japon? Évidemment, la question de l'influence ne manque pas d'être visible<sup>275</sup> et le ministre de la guerre ne cache pas l'importance qu'il accorde au prestige militaire français dans la région<sup>276</sup>.

Nous pouvons relever que dès le début de la mission, les officiels Français craignent l'influence allemande au Japon. Ainsi, en août 1872, Rémusat avertit son représentant à Edo que le rapprochement entre Berlin et Edo pourrait bien camoufler une volonté allemande qui viserait à remplacer les officiers français<sup>277</sup>. Pour sa part, le ministre de la Guerre trouve étrange que le Japon restreigne le rôle français à la création d'une école et soupçonne que c'est l'influence d'une autre puissance qui en soit la cause<sup>278</sup>. Il ne manque pas de lier cela à l'attention que porte l'État-major allemand au Japon. Cette crainte est renforcée par l'invitation que reçoivent les envoyés japonais en France à assister en Allemagne aux manœuvres militaires<sup>279</sup>. La France occupe néanmoins une position

---

<sup>274</sup> Sims, *op. cit.*, p.240.

<sup>275</sup> Ange-Maxime Outrey à Drouyn de Lhuys, 30 septembre 1871, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 21, 1871-1872, folio 178.

<sup>276</sup> Drouyn de Lhuys au ministre de la guerre, 9 novembre 1871, M.A.E., Affaires diverses politique : Japon, vol. 2, 1814-1896.

<sup>277</sup> Rémusat à Paul de Turenne, 29 août 1872, M.A.E., Affaires diverses politique : Japon, vol. 3, 1814-1896.

<sup>278</sup> Ministre de la guerre à Rémusat, 20 septembre 1872, M.A.E., Affaires diverses politique : Japon, vol. 3, 1814-1896.

<sup>279</sup> *Idem*.

favorable dans le développement de l'armée japonaise jusqu'au milieu des années 1880 et est la première nation à envoyer un attaché militaire au Japon, en 1880<sup>280</sup>. L'influence allemande ne cesse cependant de s'étendre puisque les Japonais sont de plus en plus en état d'admiration de l'organisation de l'Allemagne, les sciences allemandes et le modèle de constitution allemande<sup>281</sup>. Il ne faut pas négliger non plus l'impact qu'a pu avoir le soutien allemand à la renégociation des traités du Japon<sup>282</sup>.

Au-delà de la seconde mission militaire, la France garde encore pendant quelques années son influence sur la marine japonaise, via l'arsenal de Yokosuka. Mis en place en 1865, l'arsenal de Yokosuka reste sous influence française jusqu'en 1878, moment où la plupart des contrats de travail des cadres français prendront fin<sup>283</sup>. Ces 13 ans de service vont néanmoins laisser leur trace au Japon, et c'est vers la France que le gouvernement japonais se tournera lorsqu'il désirera obtenir les services d'un ingénieur naval en 1885<sup>284</sup>.

C'est également durant cette période que la France obtient les meilleurs succès dans l'enseignement du français au Japon. L'implication française dans plusieurs projets pousse le gouvernement japonais à mettre en place plusieurs programmes d'enseignement du français<sup>285</sup>, et cela explique également que sur les 71 professeurs étrangers engagés par le Japon en 1873, 11 sont français<sup>286</sup>. En parallèle aux initiatives politiques, le nombre d'écoles de français privés augmente rapidement, atteignant par exemple le nombre de 5 dans la région de Tokyo seulement en 1871<sup>287</sup>. Il est à noter

---

<sup>280</sup> Sims, *op. cit.*, p.189.

<sup>281</sup> Sienkiewicz à Ferry, 5 décembre 1883, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. , vol. 29, 1883-1884 (janvier-février), folios 277-278.

<sup>282</sup> *Ibid.*, folios 278-279.

<sup>283</sup> Sims, *op. cit.*, p.249.

<sup>284</sup> *Ibid.*, p.249.

<sup>285</sup> *Ibid.*, p.272.

<sup>286</sup> *Idem.*

<sup>287</sup> *Idem.*

cependant que la France semble s'intéresser d'abord à la popularité du français et ne semble pas considérer qu'une influence dans le domaine des sciences soit aussi importante.

La volonté française d'être présente au Japon est facilement explicable. La France est dans une situation de colonisatrice en Asie et se doit de garder l'image d'une grande puissance dans la région, ne serait-ce que pour faciliter ses implantations. Après sa défaite face à l'Allemagne, il apparaît normal que la France tente de démontrer sa force militaire dans la région, et accorder une mission militaire au Japon est une façon peu coûteuse d'y arriver.

Mais, le prestige français n'est sans doute pas le seul motif derrière le soutien de la France. Si les projets français en Indochine sont arrêtés au début des années 1870, il est certain qu'il n'est pas dans les plans de Paris de les abandonner. Or, ces projets provoqueront inmanquablement des frictions avec la Chine, le Vietnam étant son vassal. Cette situation ne peut qu'encourager la France à garder de bonnes relations avec le Japon puisque ce dernier est, comme le démontre le début du gouvernement meiji, naturellement poussé à entrer en conflit avec la Chine.

Dès 1873, les signes sont évidents que le Japon pourrait en venir aux coups avec la Chine. Un premier débat houleux sur une invasion de la Corée en 1873<sup>288</sup> laisse place en 1874 à une invasion de Taïwan, confirmant la position japonaise au Ryūkyū<sup>289</sup>. Face à ses événements, la France adopte une position de spectatrice, ne désirant pas s'engager en

---

<sup>288</sup> *Ibid.*, p.115.

<sup>289</sup> *Ibid.*, p.114.

faveur d'un parti ou l'autre<sup>290</sup>. Cependant, dès 1874, nous remarquons que la France fait le lien entre la situation entre la Chine et le Japon, et sa colonisation en Indochine. Le ministre des Affaires étrangères demande d'ailleurs à Berthemy, représentant à Tokyo, de garder à l'esprit que la situation dans l'actuelle Indochine est explosive puisque la Chine n'a toujours pas retiré ses troupes du Tonkin<sup>291</sup>.

Cette situation conflictuelle entre la Chine et le Japon au sujet de la Corée et des Ryūkyū pousse certainement la France à garder une influence au Japon puisque cela lui permet de faire pression sur le gouvernement japonais dans un sens ou l'autre et, surtout, d'envoyer un signal à la Chine. C'est d'ailleurs ce qui se produit au début des années 1880 lors du conflit entre la Chine et la France.

Dès 1881, les signaux envoyés par le représentant français à Tokyo tendent à montrer que la situation pourrait dégénérer entre le Japon et la Chine, cette dernière étant jalouse des avantages commerciaux obtenus en Corée par le Japon<sup>292</sup>. Cette situation conflictuelle entre le Japon et la Chine pousse la France à songer à un rapprochement, voire à une alliance, alors que Paris est en conflit avec Pékin<sup>293</sup>. Cependant, l'offre d'alliance proposée par le représentant français au gouvernement japonais en 1884 ne trouve pas l'écho espéré puisque le gouvernement japonais craint trop les conséquences d'une rupture avec la Chine<sup>294</sup>.

---

<sup>290</sup> Broglie à Berthemy, 29 août 1874, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 24, 1874, folio 349.

<sup>291</sup> *Ibid.*, folio 350.

<sup>292</sup> Guillaume de Roquette à St-Hilaire, 18 juin 1881, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 28, 1881-1882, folio 111.

<sup>293</sup> Viel Castel à Challemel-Lacour, 4 septembre 1883, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 29, 1883-1884 (janvier-février), folio 153.

<sup>294</sup> Sienkiewicz à Challemel-Lacour, 7 novembre 1883, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 29, 1883-1884 (janvier-février), folios 184-185.

Si, l'alliance franco-japonaise ne devient jamais une réalité, il n'en reste pas moins que le simple fait qu'une telle alliance soit discutée permet à la France de limiter l'étendue de son conflit avec la Chine. Engagée dans un conflit au sud, Pékin craint de voir un second front s'ouvrir au sujet de la Corée, au Nord. Cette crainte force la Chine à ne pas laisser le conflit avec la France s'enliser, même si la Chine jouit d'une situation favorable en 1884.

Si, sur les mers, l'amiral Courbet réussit à détruire l'arsenal maritime de Fuzhou le 24 août 1884<sup>295</sup>, déclare un blocus sur Formose<sup>296</sup> puis prend possession des îles Pescadores<sup>297</sup>, les résultats du conflit terrestre sont des plus dangereux pour la présence française en Indochine. Le général Brière de l'Isle n'a que 15 000 soldats à opposer aux 100 000 soldats chinois occupant la Haute-Région du Tonkin en 1885<sup>298</sup>. Cependant, la peur d'un conflit au nord contre le Japon pousse la Chine à signer le traité de Tientsin le 9 juin 1885<sup>299</sup>, démontrant du coup que le soutien français au Japon durant les années 1870 aura été profitable.

Nous pouvons également relever une autre raison de cette signature rapide d'un traité avec la France. L'Angleterre s'inquiète de l'instabilité provoquée en Chine par le conflit avec la France, et y voit un risque de percée russe. Cette raison la motive à pousser Pékin à conclure rapidement ses différends avec la France et le Japon afin de la rendre moins vulnérable aux prétentions russes<sup>300</sup>.

---

<sup>295</sup> Philippe Franchini, *Les guerres d'Indochine, de la conquête française à 1949*, Texto, Pygmalion, Paris, 1988, p.144.

<sup>296</sup> *Idem.*

<sup>297</sup> *Ibid.*, p.147.

<sup>298</sup> *Idem.*

<sup>299</sup> *Idem.*

<sup>300</sup> Sienkiewicz à Freycinet, 15 mai 1885, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 31, 1885, folio 188.

## 1885-1895 : vers la fin de la proximité franco-japonaise

Si les années 1880 ont démontré un certain rapprochement entre la France et le Japon, la signature du traité de Tientsin en 1885 avec la Chine semble en indiquer la fin. D'une part, comme le note Sims, les représentants français au Japon adoptent des positions de plus en plus pessimistes envers le Japon<sup>301</sup>. Ils doutent de plus en plus de la capacité du Japon à se moderniser et plusieurs pensent même que sa configuration géographique le rend particulièrement vulnérable.

D'autre part, il apparaît au Quai d'Orsay qu'un rapprochement avec Tokyo ne peut être conclu qu'en adoptant une position plus ouverte à la renégociation des traités. Or, renégocier les traités implique de perdre les quelques avantages économiques dont jouit la France au Japon ainsi que de paraître plus faible que les autres pays d'Europe<sup>302</sup>.

Mais la raison qui est probablement la plus importante est encore une fois liée à la Chine. Avec le traité de 1885, la France n'est plus menacée par les agissements de Pékin. Elle peut donc commencer son infiltration du sud de la Chine et renforce sa présence au Tonkin sans craindre de réaction violente du voisin septentrional<sup>303</sup>. Cela semble entraîner un changement dans la politique française au Japon : puisqu'elle ne perçoit plus de danger en provenance de la Chine, l'importance stratégique d'entretenir de bonnes relations avec le Japon diminue.

---

<sup>301</sup> Sims, *op. cit.*, p.178-179.

<sup>302</sup> *Ibid.*, p.178.

<sup>303</sup> Pierre Guillen et Jean-Claude Allain, «Du recueillement à l'expansion (1870-1898)», dans *Histoire de la diplomatie française*, Tome 2 : *De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2005, p.165.

Cette situation se trouve rapidement amplifiée par l'influence de plus en plus grande de l'Allemagne au Japon. Ce dernier point provoquera le retrait de la mission militaire française<sup>304</sup>, élément incontournable de la présence française au Japon. Le Japon est de plus en plus tourné vers les idéaux allemands. Avec la mort d'Okubo Toshimichi<sup>305</sup> et d'Iwakura Tomomi<sup>306</sup>, la voie est ouverte aux éléments progermaniques de Choshu<sup>307</sup>. Cet avantage de l'Allemagne face à la France est également motivé par la position de Berlin : alors que Paris refuse de discuter de la question des traités et privilégie l'envoi de mission militaire coûteuse, l'Allemagne n'hésite pas à discuter des traités et à envoyer des officiers individuellement au Japon<sup>308</sup>.

Le retrait de la mission militaire française et la situation de moins en moins importante du personnel français engagé au Japon entraînent aussi le départ des étudiants japonais du territoire français<sup>309</sup>. Dès le début des relations, la France occupe une place importante dans l'éducation de l'élite japonaise, avec l'arrivée d'une première délégation d'étudiants japonais, dirigée par le fils du shogun lui-même, en France dès 1867<sup>310</sup>. Par la suite, c'est entre 5 et 18 étudiants japonais qui sont envoyés en France chaque année pour étudier dans les écoles militaires<sup>311</sup>. La fin de tels échanges en 1890 fera, évidemment, décroître l'influence française au Japon, surtout sur le plan de la langue. Ainsi, en 1892, le français se retrouve non seulement dépassé par l'allemand, mais également menacé par l'italien<sup>312</sup>.

---

<sup>304</sup> Sims, *op. cit.*, p.193.

<sup>305</sup> Homme politique le plus influent des débuts de l'ère Meiji, il meurt en 1878 suite à la révolte de son propre clan : Satsuma.

<sup>306</sup> Noble ayant dirigé la mission portant son nom en Amérique et en Europe au tout début de la restauration de Meiji.

<sup>307</sup> Sims, *op. cit.*, p.195.

<sup>308</sup> *Ibid.*, p.195-196.

<sup>309</sup> *Ibid.*, p.194.

<sup>310</sup> *Ibid.*, p.55.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p.245.

<sup>312</sup> *Ibid.*, p.207.



Finalement, le rapprochement entre la France et la Russie incite à une politique de plus en plus distante au Japon. Ce rapprochement, débuté vers 1887<sup>313</sup>, provoque dès 1891 une plus grande suspicion des autorités japonaises<sup>314</sup>. Au même moment, Sienkiewicz note que : «en ce qui concerne l'Angleterre, il est d'absolue évidence que ses efforts tendent à former avec les deux empires de l'Extrême-Orient une sorte de triple alliance qui serait comme une barrière à opposer à la marche envahissante de la Russie.»<sup>315</sup> Il n'est pas étonnant alors que la France, voyant l'Angleterre devenir plus sérieuse au sujet du Japon, décide de se placer un peu en retrait.

La France se retrouve donc, au début de la Première Guerre sino-japonaise, avec une influence au Japon contestée par l'Allemagne, une Angleterre cherchant à former une coalition contre la Russie avec le Japon et une alliée au nord provoquant un refroidissement de l'opinion à Tokyo à l'égard de la France. Cette situation explique donc en grande partie pourquoi la France, qui songeait une décennie plus tôt à s'allier avec le Japon contre la Chine, agit dans le sens inverse en 1895 pendant la Guerre sino-japonaise.

Sur le plan économique, elle aborde ce conflit avec un certain enthousiasme : elle voit avec optimisme la disette qui pointe prochainement au Japon, ce qui permettrait de trouver un marché lucratif pour le riz du Tonkin et de la Cochinchine<sup>316</sup>. Mais, alors que la situation semble des plus profitables pour les puissances étrangères, le nouveau représentant français au Japon constate que la faible présence française dans le milieu de

---

<sup>313</sup> Pierre Guillen et Jean-Claude Allain, *loc. cit.*, p.176.

<sup>314</sup> Sims, *op.cit.*, p.211.

<sup>315</sup> Sienkiewicz à Casimir-Périer, 4 janvier 1894, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 39, janvier-juillet 1894, folio 32.

<sup>316</sup> Harmand à Hanotaux, 10 août 1894, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 40, août-octobre 1894, folio 38.

la finance au Japon lui fera manquer cette occasion : «je regrette que l'absence de tout établissement de crédit français ou de tout représentant d'une association financière de notre pays m'oblige en ces circonstances, à garder une réserve absolue et m'interdise de faire même sonder le terrain en faveur de notre épargne.»<sup>317</sup>

Bien vite, la faiblesse financière de la France ne devient pas le seul handicap pour les Français. Puisqu'elle s'est déclarée complètement neutre, la décision est prise de ne pas laisser les entreprises françaises fournir le Japon en matériel militaire. Cette politique, mal expliquée, donne l'avantage aux intérêts britanniques présents au Japon qui ne sont pas soumis aux mêmes restrictions<sup>318</sup>. Il faudra attendre avril 1895 pour que soit énoncée une politique claire sur ce qui est permis d'être fourni au Japon et ce qui ne l'est pas<sup>319</sup>.

Sur le plan politique, la France espère voir la Russie profiter du conflit actuel.

«Et, quant à nous, nous ne pouvons voir d'un mauvais œil que la Russie fortifie sa situation dans le nord de la Chine-la création d'un nouveau port de guerre, loin de nous atteindre, ne peut que nous être profitable, c'est l'Angleterre seule qui s'en plaindra, et les récriminations de notre éternel et hargneux adversaire ne nous seront jamais bien pénibles».<sup>320</sup>

---

<sup>317</sup> Harmand à Hanotaux, 5 octobre 1894, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 40, août-octobre 1894, folio 239.

<sup>318</sup> Harmand à Hanotaux, 19 janvier 1895, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 42, janvier-avril 1895, folio 32.

<sup>319</sup> Harmand à Hanotaux, 3 avril 1895, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 42, janvier-avril 1895, folio 271.

<sup>320</sup> Harmand à Hanotaux, 10 août 1894, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 40, août-octobre 1894, folios 36-37.

Cependant, la victoire rapide du Japon modifie les prévisions d'origine du gouvernement français. Certains membres du gouvernement, tel l'attaché militaire de la France au Japon<sup>321</sup>, craignent même un effet boule de neige, scénario dans lequel l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne profiteraient de la faiblesse de la Chine pour prendre possession de larges portions de son territoire<sup>322</sup>.

Même si cette crainte peut avoir joué un rôle dans la participation française à l'intervention tripartite, il faut admettre que la raison principale est de montrer à St-Pétersbourg que le soutien de la France est bien réel. Une première manœuvre est tentée pour mettre fin au conflit suite aux pressions russes sur la France et l'Angleterre dès le 29 janvier 1895<sup>323</sup>. Mais la signature du traité de Shimonoseki en avril suivant pousse la Russie à agir plus vivement pour obtenir son port au nord de la Chine. Le 8 avril 1895, le représentant Russe Lobanov avertit Paris que l'Allemagne se joint à St-Pétersbourg afin de forcer le Japon à diminuer ses gains<sup>324</sup>. La France n'a d'autre choix que de suivre la Russie et de se positionner contre le Japon<sup>325</sup>.

Il est faux cependant de croire que la France est perdante de cette intervention. Bien que l'opinion publique et plusieurs partis d'opposition critiquent vivement l'action de la France, il apparaît rapidement que le rôle de Paris dans l'intervention tripartite est marginalisé et l'essentiel des critiques de la presse touche plutôt l'Allemagne et la Russie<sup>326</sup>.

---

<sup>321</sup> Orly de Labry, attaché militaire au Japon de 1893 à 1895 et de 1898 à 1899.

<sup>322</sup> Lettre de De Labry mise en annexe dans une dépêche de Harmand à Hanotaux, 21 février 1895, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 42, janvier-avril 1895, folios 133 à 135.

<sup>323</sup> Hanotaux à Harmand, 29 janvier 1895, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 42, janvier-avril 1895.

<sup>324</sup> Sims, *op. cit.*, p.213.

<sup>325</sup> Pierre Guillen et Jean-Claude Allain, *loc. cit.*, p.201.

<sup>326</sup> Harmand à Hanotaux, 10 août 1894, M.A.E., Correspondance politique Japon, vol. 40, août-octobre 1894, folios 36-37.

D'un point de vue économique, la France y trouve aussi son compte. Elle monnaie son soutien à la Chine et obtient l'ouverture de plusieurs villes, la possibilité de créer une ligne de chemin de fer ainsi que l'exploitation des mines du Yunnan, de Kouangsi et de Canton<sup>327</sup>.

## **Une politique française plus globale?**

Comme nous l'avons remarqué jusqu'à présent, rien ne contredit l'hypothèse que la politique française au Japon dépasse la simple course au prestige national et qu'elle est cohérente avec les priorités de la France. Deux facteurs semblent conduire la France à agir dans un sens ou dans l'autre au Japon : favoriser des rapprochements avec les autres puissances européennes et conforter ses intérêts en Indochine.

Dans le premier cas, nous remarquons que la France mène au début de la réouverture du Japon une politique de rapprochement avec l'Angleterre, visant sans doute à démontrer sa bonne foi après l'intervention en Chine. Plus tard, ce sont ses bonnes relations avec la Russie qui expliquent certaines prises de position de la France, notamment sa participation à l'intervention tripartite.

Dans le second cas, nous remarquons qu'entre 1864 et 1885 Paris garde une bonne entente avec Tokyo afin de mieux faire face à la Chine avec qui les relations sont tendues au sujet de sa colonisation de l'Indochine. Si cette motivation n'est jamais assez forte pour

---

<sup>327</sup> Nobutaka Shinonaga, «La formation de la Banque industrielle de Chine», *Le mouvement social*, no.155 (avril-juin 1991), p.43.

créer une véritable alliance, elle semble bien avoir motivé le maintien de la présence française au Japon. Au final, cette politique aura porté ses fruits : elle a efficacement accéléré la victoire contre la Chine en 1885, donnant les coudées franches à la France dans la région.

## Conclusion

Les changements dans les relations franco-japonaises sont éclairants pour la période qui nous intéresse. Ayant un début précis, ils permettent de découvrir comment la France, puissance établie en Europe, a dialogué avec les puissances orientales. De plus, les débuts de ces relations se déroulent dans une conjoncture qui réunit les changements de régime en France et au Japon, les conflits religieux, l'impérialisme et le développement industriel.

Si les différents événements et les différentes tendances au sein des relations entre les deux pays sont bien connus, nous jugeons que les raisons qui motivent une grande partie des politiques françaises au Japon ne le sont pas suffisamment. Comme démontré dans l'état de la question, peu d'historiens se sont attardés à ce sujet. Ce manque dans la littérature nous a poussé à tenter de lever le voile sur cette question.

Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur trois aspects qui nous semblent incontournables. La première piste étudiée, l'intérêt économique, nous a permis de cerner un point qui semble bien avoir exercé une influence dominante : la question de la soie. Au début des relations entre la France et le Japon, les pistes sont nombreuses à pointer vers l'importance qu'a l'approvisionnement de matières premières pour l'industrie des soieries françaises. Alors aux prises avec une grave crise dans la sériciculture, la France se tourne vers le Japon pour remettre la sériciculture française sur la bonne voie, tout en augmentant sensiblement ses importations de soie brute.

De plus, cette question survient au moment où la France adopte diverses politiques qui visent à se rapprocher du bakufu. Cette conjoncture n'est certainement pas anodine : bien des projets débouchent au lendemain de l'ouverture du marché du ver à soie

japonais, et certaines preuves laissent penser qu'il s'agit même d'une des raisons qui ont motivé la France à se rendre au Japon.

Si cette piste semble prometteuse, elle a des limites. La France obtient rapidement ce qu'elle désire sur le plan du commerce de la soie et n'a plus de véritables motifs à maintenir son influence après la chute du bakufu. De plus, aucun autre produit d'échange ne semble expliquer les politiques françaises d'après 1868.

L'influence que la France cultive au Japon ne semble pas, en fait, avoir pour but de développer un commerce franco-japonais d'importance. Jusqu'à ce que la mise en valeur de l'Indochine devienne un facteur dans les politiques économiques de la France, à la toute fin de notre période d'étude, le Japon ne semble pas être particulièrement attirant pour l'industrie française. Ainsi, la piste économique semble donner un élément, la soie, qui explique l'intérêt français d'origine, mais il n'explique pas l'ensemble des politiques françaises au Japon.

Nous nous sommes par la suite attardés à la question religieuse puisqu'elle occupe une part importante des échanges entre l'ambassade française à Tokyo et le Quai d'Orsay. Elle constitue aussi des éléments donnant bien souvent des munitions au gouvernement français pour justifier ses actions à l'extérieur de l'Europe. Nous pouvons nous attendre à y voir certaines pistes expliquant l'implication française au Japon, d'autant que la situation des chrétiens au Japon est précaire pendant une bonne partie de la période étudiée.

L'ampleur des échanges sur cette question n'est cependant pas un indicateur de l'importance qu'a ce problème dans les relations franco-japonaises. Comme nous l'avons montré, la France ne modifie pas sa politique au Japon suite aux problèmes entourant les chrétiens. Elle se contente plutôt d'être une spectatrice intéressée et d'avoir le maximum d'information sur la situation réelle sur les lieux.

Ces deux éléments ne nous donnant pas les résultats escomptés, nous avons tenté de cerner un peu mieux la situation générale de la France dans la région en espérant trouver une certaine cohérence dans les politiques françaises en Asie. Et c'est sur ce point que nous avons fait les découvertes marquantes de notre mémoire. Ce qui peut sembler être une politique poussée par le prestige ou par la personnalité de certains individus s'avère plutôt être une politique visant à favoriser les intérêts français en Asie, en particulier le développement de ce qui deviendra l'Indochine.

La France veut en effet limiter le coût de son aventure coloniale en Indochine et, contrairement à ses conquêtes en Afrique, elle fait face à une puissance locale non négligeable : la Chine. Cette situation semble bien expliquer les différentes tendances de la politique française au Japon. Ne désirant pas se retrouver seule face à la Chine, la France semble chercher à disposer en tout temps d'un pays avec qui il est possible de s'allier contre la Chine.

Ainsi, au tout début de la présence française, Paris ne s'occupe que peu des questions japonaises et cherche d'abord à maintenir les bonnes relations qu'il a nouées avec l'Angleterre dans la région suite à la Seconde Guerre de l'opium. Nous remarquons alors que la France est presque dépourvue de véritable politique au Japon, le chargé d'affaires se devant de soutenir autant que possible son homologue anglais.



Par la suite, la France tente d'obtenir au Japon une influence suffisante pour s'en faire un allié capable d'inquiéter la Chine au nord. Cela la pousse, dans un premier temps, à s'ingérer plus profondément dans les politiques internes du Japon en suivant l'initiative de Roches. Cette période, bien que courte, voit un rapprochement entre le bakufu des Tokugawa et Paris, notamment sur le plan de l'armée, suite à l'envoi de la première mission militaire française et à la création de l'arsenal de Yokosuka.

Puis, dans les années 1870, la France tente de conserver des relations avec le Japon afin de rendre une alliance vraisemblable. Bénéficiant d'un certain renom dans l'archipel suite en raison de son aide au bakufu, elle poursuit le développement des forces japonaises avec le maintien de l'arsenal de Yokosuka et, surtout, l'envoi d'une seconde mission militaire. Le résultat est là : la Chine, lors de son conflit avec la France, se garde d'envoyer trop de troupes au sud, de peur d'une action du Japon au nord.

Cependant, dès lors que la France obtenait la reconnaissance de ses droits sur l'Indochine par la Chine, l'importance stratégique d'être en bons termes avec le Japon diminue. C'est à partir de ce moment que nous voyons l'influence française décliner, phénomène dû à la fois à la montée des germanophiles au Japon et au laisser-aller de la France. Ce retrait s'accélère au tournant des années 1890, alors que les relations entre la France et Moscou s'améliorent grandement. Préférant la Russie au Japon et n'ayant plus à craindre un isolement dans la région, la France se positionne contre les intérêts japonais en 1895.

Ce constat vient donner une perspective bien différente des autres travaux effectués sur la période lesquels, trop souvent, s'attardent aux individus en poste. S'il est évident que les représentants français au Japon ont joué un rôle incontournable dans les relations

entre ces deux pays, il semble bien qu'on ne puisse leur attribuer une part aussi importante que ce que propose Sims.

Le prestige, autre élément souvent évoqué, est aussi à mettre de côté. Nous croyons avoir bien démontré que la France a des motivations bien pragmatiques dans la région et qu'il ne s'agit pas seulement de faire briller la culture française aux quatre coins du globe. Cela ressemble trop à une conclusion par défaut lorsqu'un auteur ne trouve pas de raison plus valable.

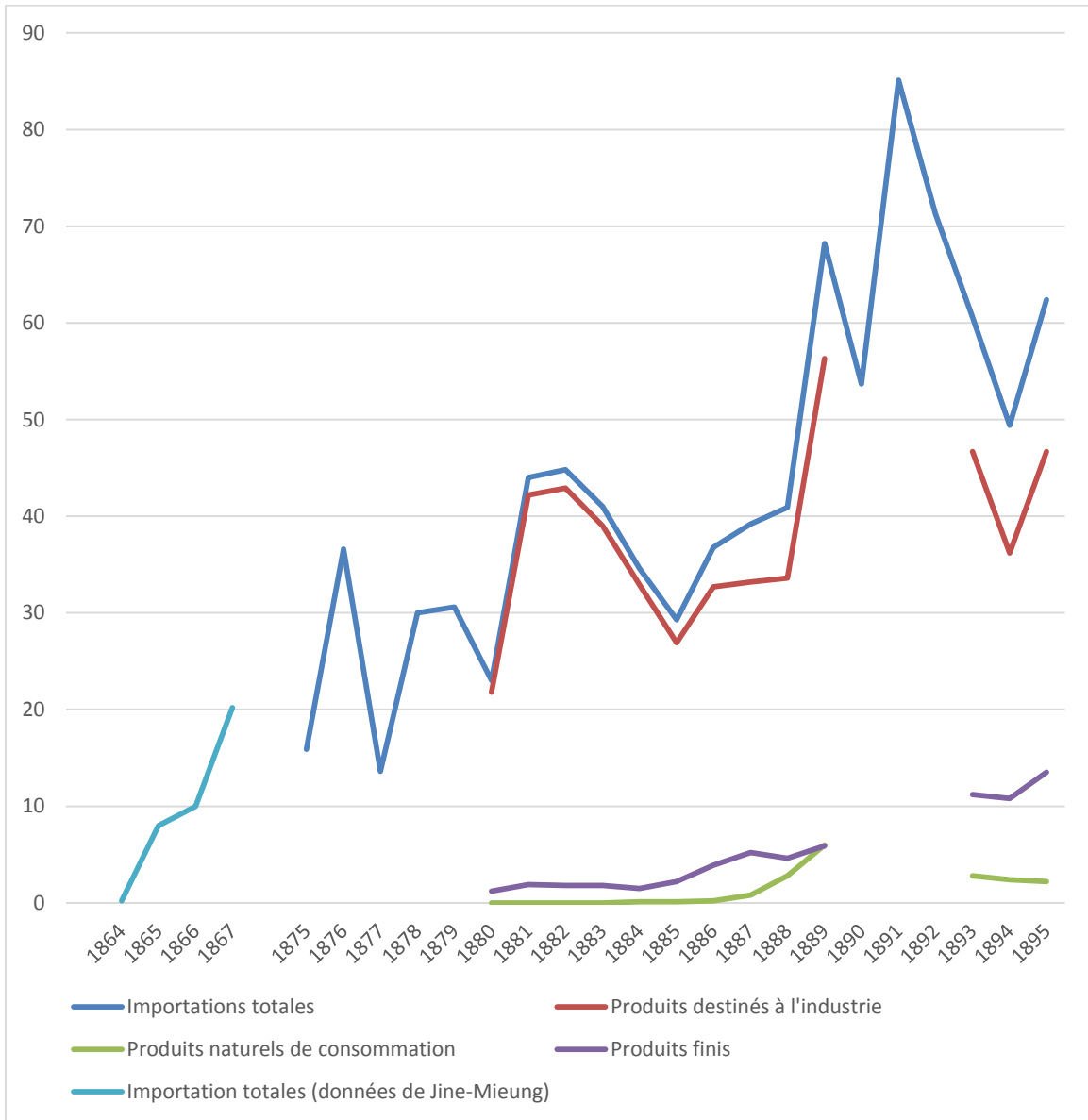
Ces deux derniers thèmes n'ont d'ailleurs pas été abordés dans le présent travail. Il ne nous a pas semblé nécessaire de revenir sur ces éléments déjà parcourus par Sims et Medzini. Analyser la personnalité des différents ambassadeurs français est un exercice subjectif, tout comme tenter de jauger l'importance du prestige. Nous avons donc jugé plus utile de ne pas leur accorder une trop grande importance dans le présent travail.

Ce mémoire représente la vision française des relations franco-japonaises. Accomplir une véritable recherche touchant aux archives des deux pays serait un apport considérable, mais également un travail débordant le cadre d'un mémoire. Pour mieux comprendre les dynamiques des relations franco-japonaises, il faudrait utiliser ce mémoire en combinaison avec des travaux abordant le point de vue japonais. Cela permettrait de mieux cerner les tenants et aboutissants de cette problématique.

Nous espérons que ce mémoire donnera de nouvelles pistes d'analyse dans le domaine de la politique extérieure française en Asie, domaine complexe puisque touchant à

plusieurs relations bilatérales et demandant une connaissance approfondie de plusieurs langues asiatiques.

## Annexe 1. Importations en provenance du Japon (en millions de francs)

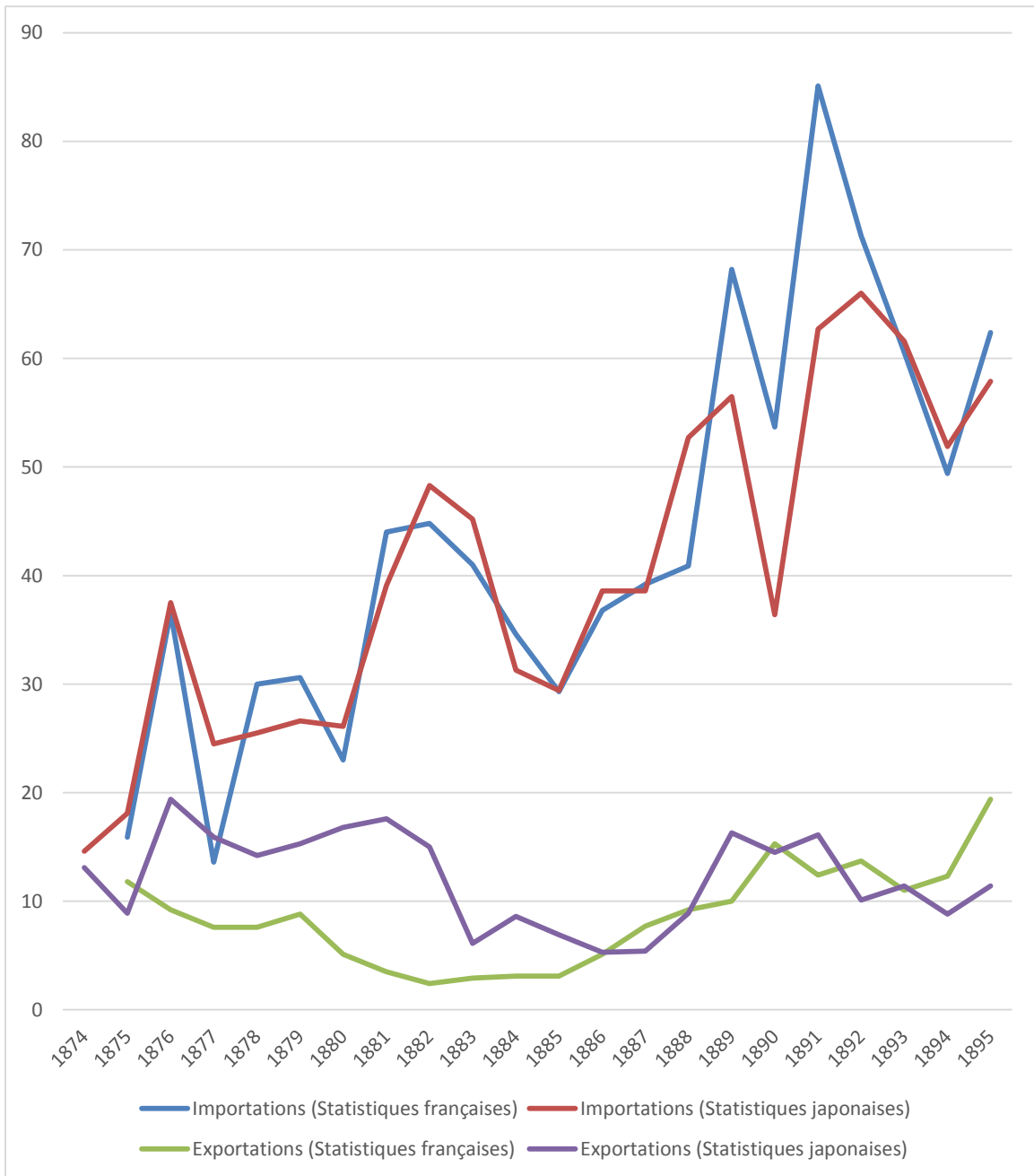


Sources :

*Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du Commerce et de l'Industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

Li Jine-Mieung, *Les relations économiques et financières entre la France et le Japon, de 1859 à 1914*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Paris IV-Sorbonne, 1977, p.90.

## Annexe 2. Importations et exportations avec le Japon (en millions de francs)

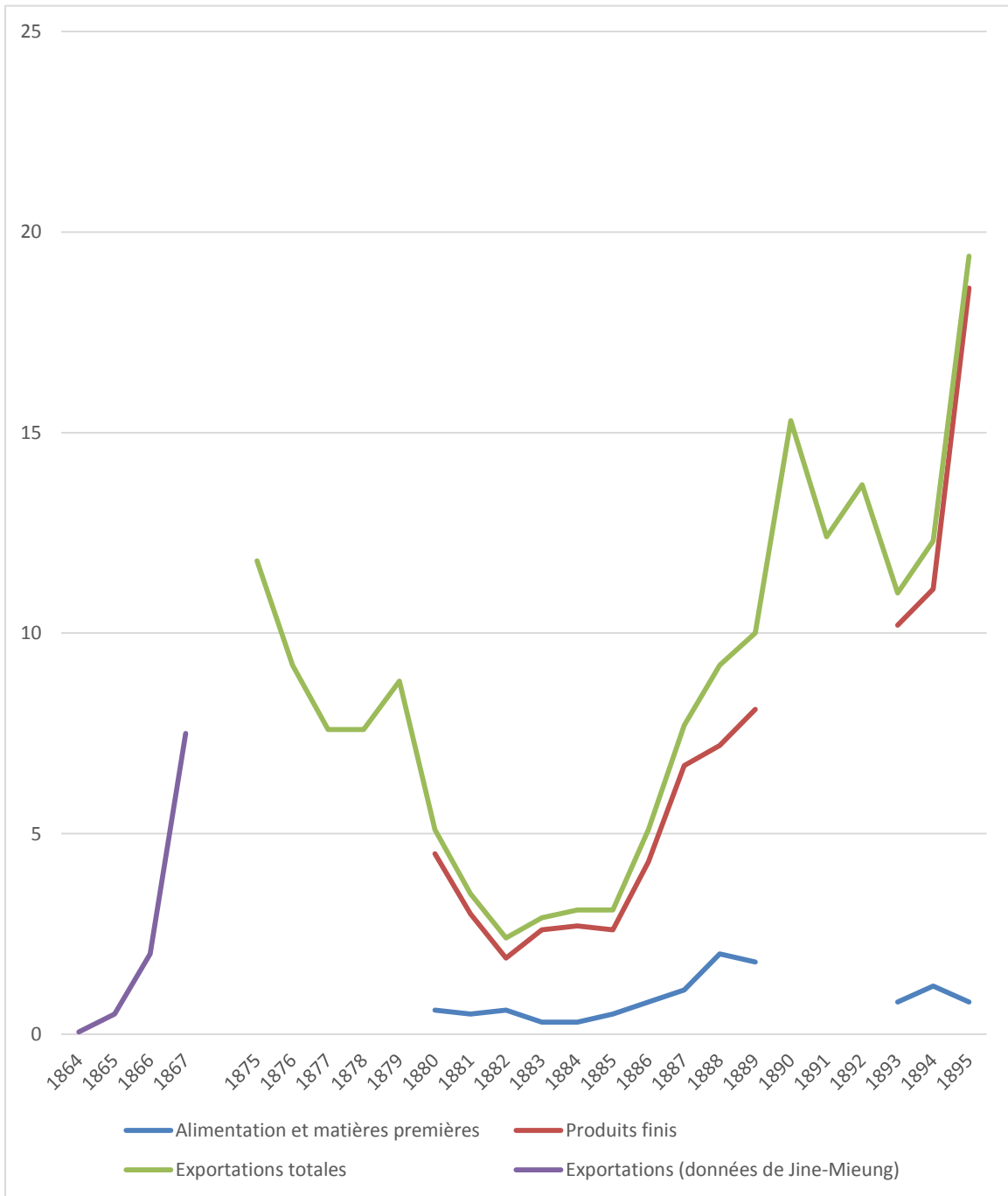


Sources :

*Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du Commerce et de l'Industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

*日本長期統計総覧/ Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3.

### Annexe 3 Exportations en direction du Japon (en millions de francs)

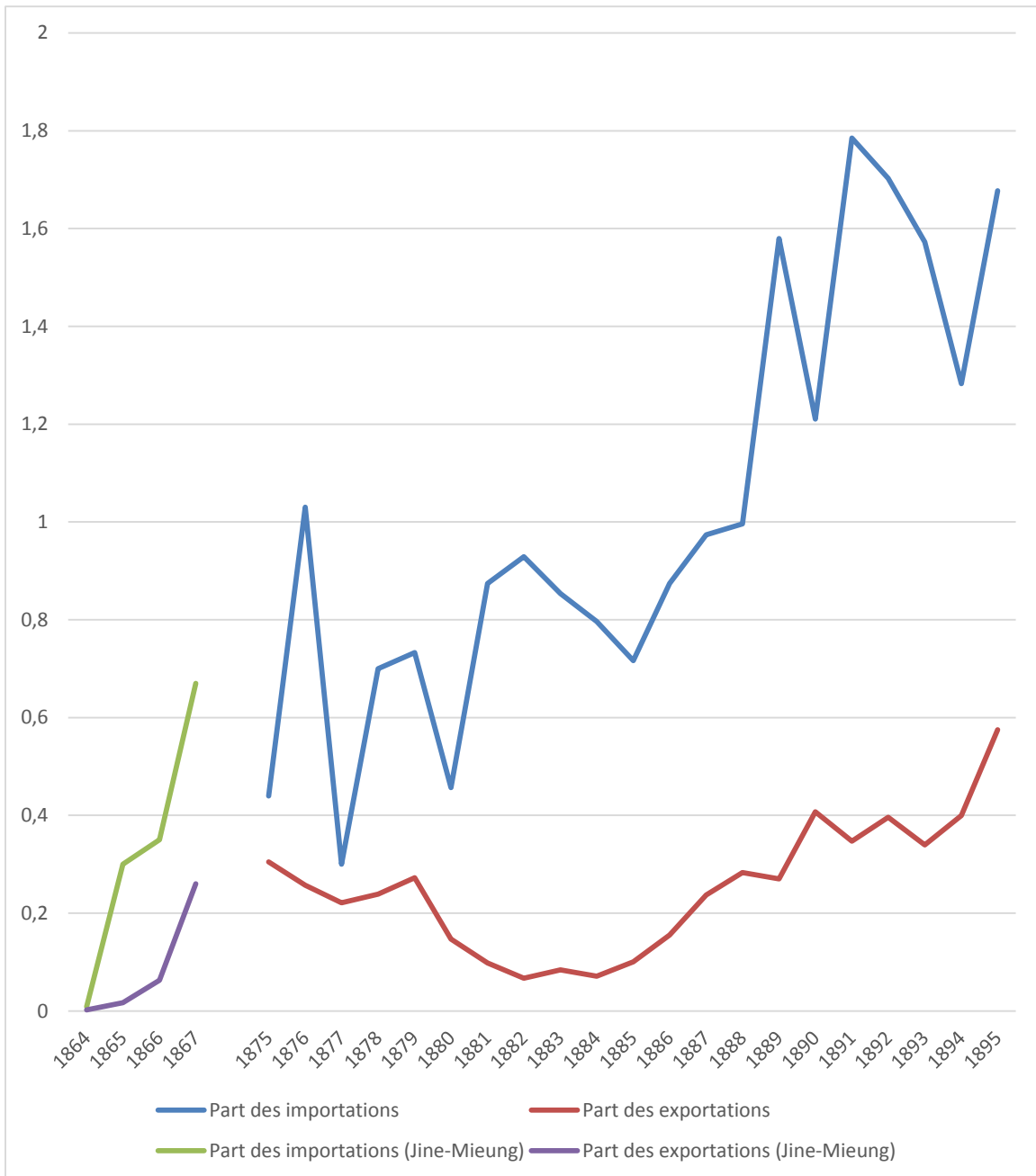


Sources :

*Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du Commerce et de l'Industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

Li Jine-Mieung, *Les relations économiques et financières entre la France et le Japon, de 1859 à 1914*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Paris IV-Sorbonne, 1977, p.90.

## Annexe 4. Part du Japon dans le commerce français (en pourcentage)

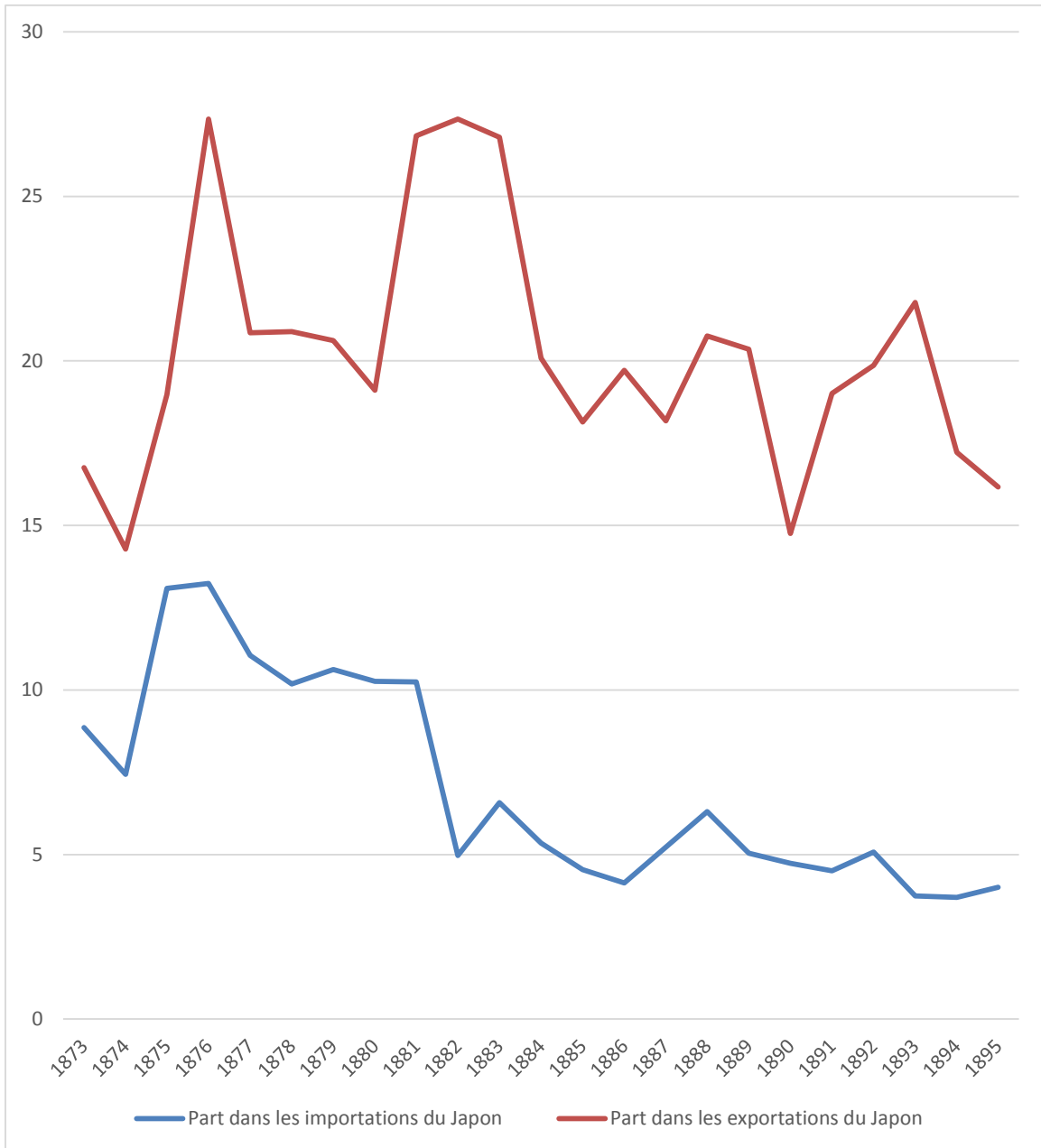


Source :

*Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du Commerce et de l'Industrie, service des statistiques générales de France, 1878-1897, vol. 1 à 20.

Li Jine-Mieung, *Les relations économiques et financières entre la France et le Japon, de 1859 à 1914*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Paris IV-Sorbonne, 1977, p.90.

## Annexe 5. Part de la France dans le commerce japonais (en pourcentage)

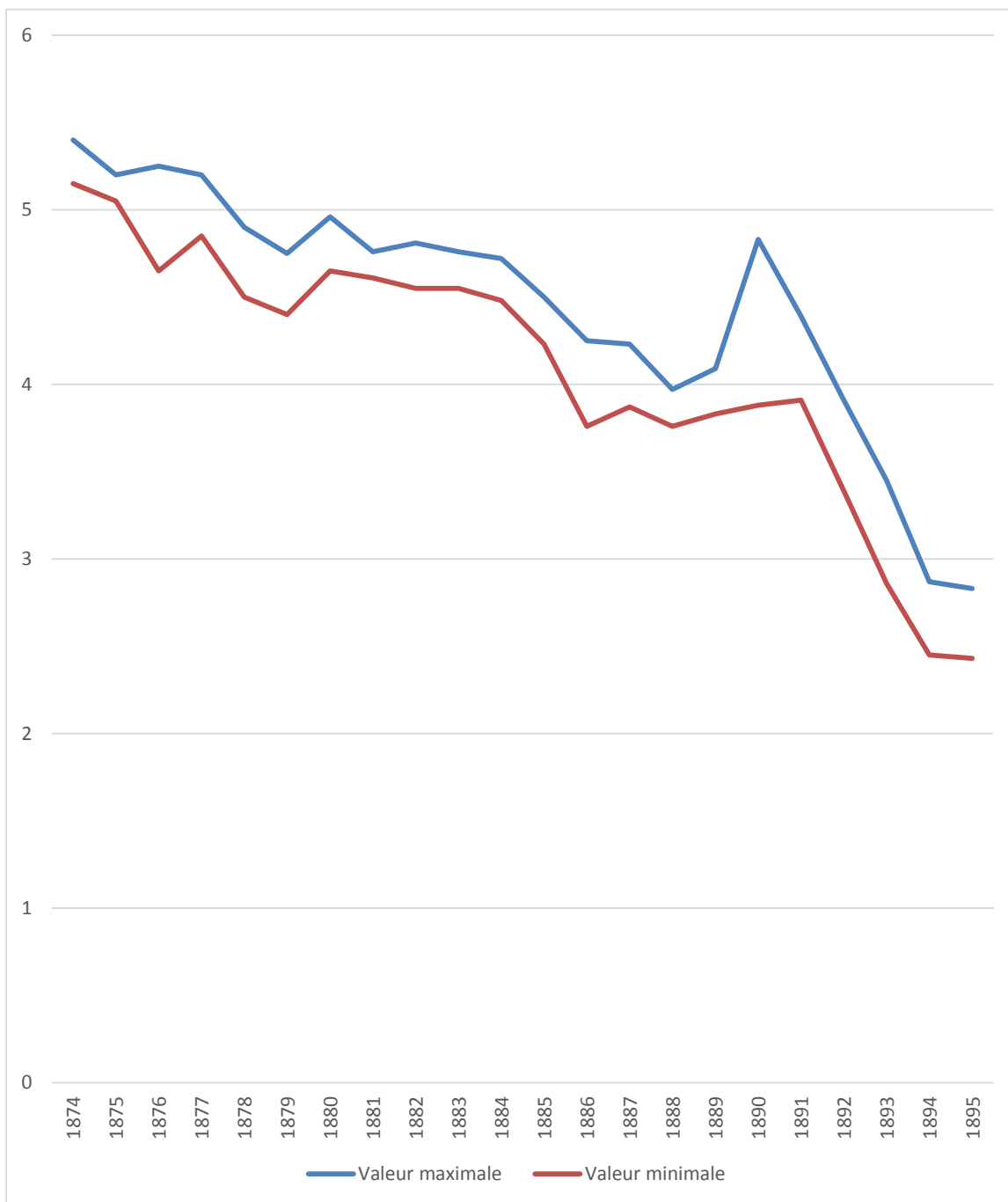


Source :

日本長期統計総覧 / *Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3.



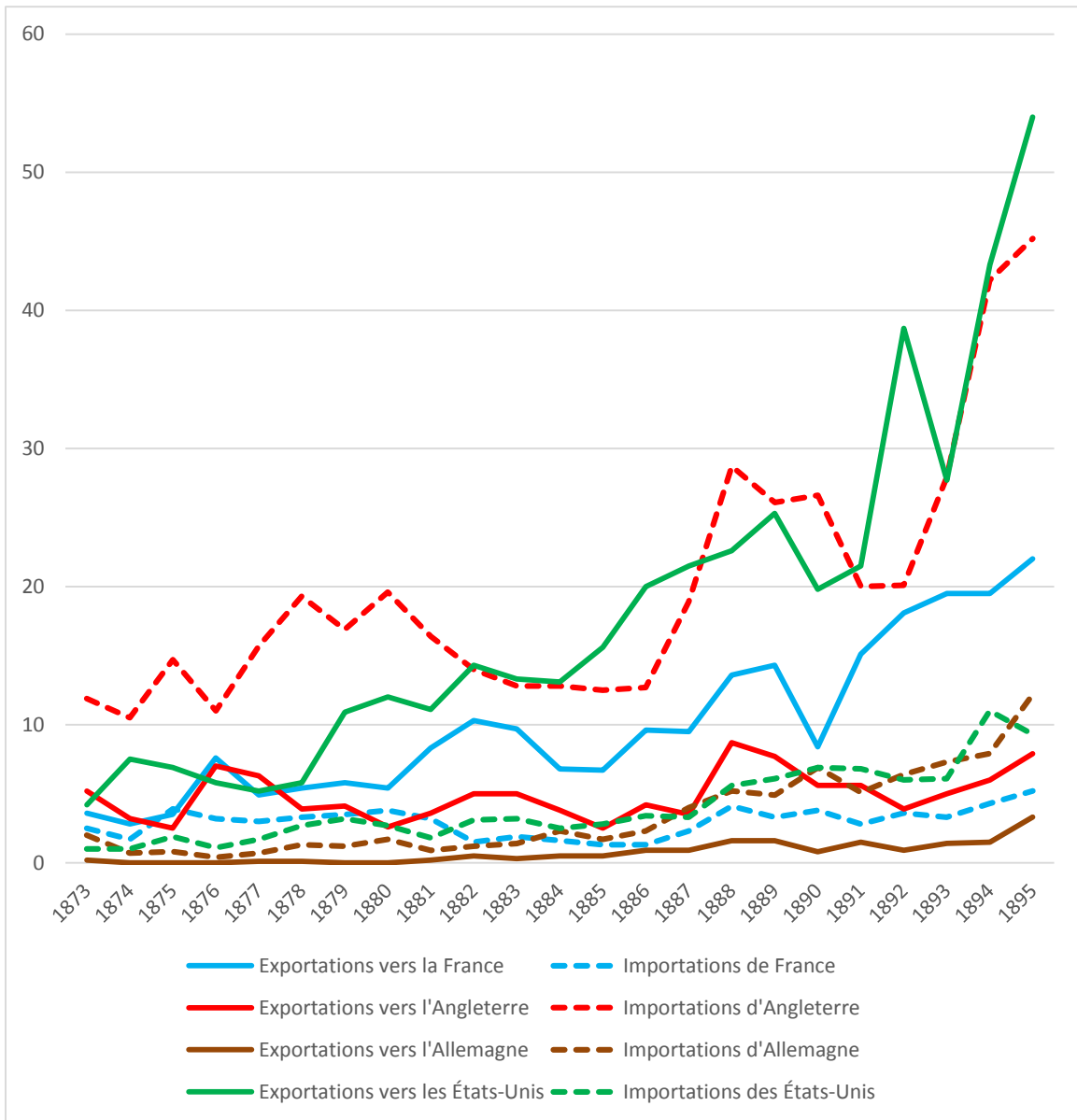
## Annexe 7. Évolution de la valeur du yen en franc



Source :

日本長期統計総覧 / *Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3.

## Annexe 8. Importations et exportations du Japon avec les principaux pays Occidentaux (en millions de yens)



Source

日本長期統計総覧/Historical Statistics of Japan, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3, p.72-73.

## **Annexe 9. Liste des représentants français au Japon**

Duchesne de Bellecourt : juin 1859- avril 1864

Léon Roches : avril 1864- juin 1868

Ange-Maxime Outrey : juin 1868- octobre 1871

Paul de Turenne d'Avnac : octobre 1871- juin 1873

Jules Berthemy : juin 1873-avril 1875

Ange-Guillaume Ouvré de Saint-Quentin : avril 1875-mai 1877

Francis-Henri-Louis de Geofroy : mai 1877- mars 1879

Marie-René-Davy de Chavigné : mars 1879- décembre 1880

Guillaume de Roquette : décembre 1880- mars 1882

Arthur Tricou : juin 1882- mai 1883

Ulric de Viel-Castel : mai 1883- octobre 1883

Joseph-Adam Sienkiewicz : octobre 1883- mai 1894

Ernest-Adrien Bourgarel : mai 1887- septembre 1888

Victor-Joseph Collin de Plancy : novembre 1891- février 1893

Pierre-George Dubail : juin-juillet 1894

François-Jules Harmand : juillet 1894 -1905

## **Annexe 10. Liste des ministres des Affaires étrangères français**

Drouyn de Lhuys : juillet 1852- mai 1855  
Walewski : mai 1855- janvier 1860  
Baroche : janvier 1860  
Thouvenel : janvier 1860- octobre 1862  
Drouyn de Lhuys : octobre 1862- septembre 1866  
La Valette : septembre 1866- octobre 1866  
Moustier : octobre 1866- décembre 1868  
La Valette : décembre 1868- juillet 1869  
D'Auvergne Lauraguais : juillet 1869- janvier 1870  
Daru : janvier 1870- avril 1870  
Ollivier : avril 1870- mai 1870  
Gramont : mai 1870- août 1870  
D'Auvergne Lauraguais : août 1870- septembre 1870  
Favre : septembre 1870- août 1871  
Rémusat : août 1871- mai 1873  
Broglie : mai 1873- novembre 1873  
Decazes : novembre 1873- novembre 1877  
Banneville : novembre 1877- décembre 1877  
Waddington : décembre 1877- décembre 1879  
Freycinet : décembre 1879- septembre 1880  
Barthélemy Saint-Hilaire : septembre 1880- novembre 1881  
Gambetta : novembre 1881- janvier 1882  
Freycinet : janvier 1882- août 1882  
Duclerc : août 1882- janvier 1883  
Fallières : janvier 1883-février 1883  
Challemel-Lacour : février 1883- juin 1883  
Ferry : juin 1883- avril 1885  
Freycinet : avril 1885- décembre 1886  
Flourens : décembre 1886- avril 1889  
Goblet : avril 1889- février 1889  
Spuller : février 1889- mars 1890  
Ribot : mars 1890- janvier 1892  
Develle : janvier 1892- décembre 1893  
Casimir-Périer : décembre 1893- mai 1894  
Hanotaux : mai 1894- novembre 1895



## Sources

日本長期統計総覧 /*Historical Statistics of Japan*, Tokyo, Japan Statistical Association, 1987, vol. 3.

*Annuaire statistique de la France*, Paris, Ministère du Commerce et de l'Industrie, service des statistiques générales de France, 1876-1897, 21 tomes.

Ministère des Affaires étrangères, *Affaire diverses politiques : Japon*, volume 1 à 3, 1862-1875.

Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance commerciale Tokyo*, volume 1 à 10, 1877-1897.

Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance commerciale Yeddo*, volume 1 à 6, 1859-1876.

Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance commerciale Yokohama*, volume 1, 1870-1877.

Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance politique Japon*, volume 1 à 42, 1854-1895.

## Ouvrages généraux

Allain, Jean-Claude et al., *Histoire de la diplomatie française*, Tome 2 : De 1815 à nos jours, Paris, Perrin, 2007, 637p.

Broder, Albert, *L'économie française au XIXe siècle*, Ophrys, Paris, 1993, 260p.

Cary, Otis, *A history of Christianity in Japan*, Charles E. Tuttle Company, Tokyo, 1976, 2 volumes.

## Monographies

Beasley, William G., *Great Britain and the opening of Japan, 1834-1858*, Luzac & Company Ltd, Londres, 1951, 227p.

Boxer, Charles Ralph, *The Christian Century in Japan, 1549-1650*, University of California press, Los Angeles, 1951, 535p.

Cayez, Pierre, *Crises et croissance de l'industrie lyonnaise 1850-1900*, Édition du CNRS, Paris, 1980, 357p.

Cordier, Henri, *Les Français aux îles Lieou K'ieou*, Paris, imprimerie Nationale, 1911, 20p.

Dunoyer, Pierre, *Christianisme et idéologie au Japon*, Du Cerf, 2012, Paris, 229p.

Franchini, Philippe, *Les guerres d'Indochine*, Paris, Éditions Pygmalion/ Gérard watelet, 1988, 2 volumes.

Fox, Grace, *Britain and Japan, 1858-1883*, Clarendon press, Oxford, 1969, 627p.

Hamilton, Charles Iain, *Anglo-French Naval Rivalry, 1840-1870*, Oxford, Clarendon Press, 1993, 359p.

Mcomie, William, *The opening of Japan, 1853-1855 : a comparative study of the American, British, Dutch and Russian naval expeditions to compel the Tokugawa Shogunate to conclude treaties and open ports to their ships*, Global Oriental Ltd, Folkeston, 2006, 505p.

Medzini, Meron, *French policy in Japan during the closing years of the Tokugawa regime*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, 245p.

Meuleau, Marc, *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine (1875-1975)*, Paris, Fayard, 1990, 646p.

Neumann, William L., *America encounters Japan, from Perry to MacArthur*, John Hopkins Press, Baltimore et Londres, 1963, 353p.

Reschauer, Edwin O., *The United States and Japan*, Harvard university press, Cambridge, 1950, 396p.

Sims, Richard, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan 1854-95*, Richmond, Japan Librairy, 1998, 394p.

Stephan, John J., *Sakhalin, a history*, Clarendon Press, Oxford, 1971, 240p.

Touchet, Elizabeth de., *Quand les Français armaient le Japon : La création de l'arsenal de Yokosuka 1865-1882*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 420p.

### **Articles de revues**

Ericson, Mark D., «The Bakufu Looks Abroad. The 1865 Mission to France», *Monumenta Nipponica*, Vol.34, No.4, hiver 1979, p.383-407.

Kouamé, Nathalie, «L'État des Tokugawa et la religion», *Archives de sciences sociales des religions*, no.137, janvier-mars 2007, p.107-123.

Lehmann, Jean-Pierre, «French Catholic Missionaries in Japan in the Bakumatsu and Early Meiji Periods», *Modern Asian Studies*, Vol.13, No.3, 1979, p. 377-400.

Lehmann, Jean-Pierre, «Léon Roches- Diplomat Extraordinary in the Bakumatsu Era : An Assessment of His Personality and Policy», *Modern Asia Studies*, Vol. 14, No. 2, 1980, p. 273-307.

Sims, Richard, «Japan's rejection of Alliance with France during the Franco-Chinese Dispute of 1883-1885», *Journal of Asian History*, XXIX, No2, 1995, p.109-148.

Shinonaga, Nobutaka, «La formation de la Banque industrielle de Chine», *Le mouvement social*, no.155, avril-juin 1991, p.39-65.

Touchet, Élisabeth de, « La création de l'arsenal de Yokosuka: la naissance de corps d'ingénieurs et d'ouvriers d'Etat au Japon», *Le mouvement social*, No.193, octobre-décembre 2000, p. 9-27.



Westney, D. Eleanor, «The Emulation of Western Organization in Meiji Japan : the Case of the Paris Prefecture of Police and the Keishi-Chô», *Journal of Japanese Studies*, Vol.8, No.2, été 1982, p.307-342.

### **Thèses et mémoires**

Li, Jine-Mieung, *Les relations économiques et financières entre la France et le Japon, de 1859 à 1914*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Paris IV-Sorbonne, 1977, 491p.

### **Sites webs**

Charbonnier, Jean, Mission étrangère de Paris, *Le Japon*, [En ligne]. <http://www.mepasie.org/rubriques/haut/pays-de-mission/le-japon/> (Page consulté le 6 janvier 2014).